

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

À ma famille

Université de Montréal

Redéfinir l'espace de la communauté : l'expansion de la culture du palmier à huile
comme projet de développement en pays iban au Sarawak

par
Jean-François Bissonnette

Département de géographie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître
en géographie

mars, 2007



© Jean-François Bissonnette, 2007

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Redéfinir l'espace de la communauté : l'expansion de la culture du palmier à huile
comme projet de développement en pays iban au Sarawak**

présenté par :

Jean-François Bissonnette

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Chris Bryant
président-rapporteur

Rodolphe De Koninck
directeur de recherche

Patricia Martin
membre du jury

Résumé :

Les territoires coutumiers autochtones du Sarawak sont l'objet d'une vive convoitise pour le développement des plantations de palmier à huile. Les nouvelles réglementations agraires adoptées au cours des dernières années dans l'État afin d'accélérer la croissance du secteur de la plantation ont, en contrepartie, minées les revendications territoriales autochtones. Soumis à cette dynamique, l'espace de ces communautés traditionnellement situé aux marges du marché capitaliste, fait face à d'importantes transformations. À partir d'orientations théoriques liées à la transition agraire, les réponses économiques et politiques de deux communautés ibanes au régime de convoitise territorial sont étudiées. Les observations empiriques suggèrent que les institutions traditionnelles régulant l'accès à la propriété terrienne et aux ressources naturelles évoluent vers des modèles davantage individuels, bien que persiste l'identité communautaire. Des signes indiquant une accentuation rapide du degré d'intégration au marché, commandée par la communauté elle-même, ont été observés. De plus, la tenure traditionnelle renégociable a été cristallisée afin de légitimer l'occupation du territoire autochtone au niveau juridique.

Mots clés :

Sarawak, communauté, Ibans, palmier à huile, réglementations territoriales, expansion agricole, intégration au marché, développement, institutions traditionnelles, territoire

Abstract:

In Sarawak, native customary lands are targeted for oil palm crop plantation development. New land regulations were implemented in recent years to foster plantation extension, thereby undermining native territorial claims. Under this new dynamic, the space of the community, which traditionally was located at the margin of the capitalist market, faces dramatic changes. Drawing on theories of agrarian transition, the research focuses on the political and economic responses of two iban communities to the regime of land covetousness in Sarawak. The study offers insights into the adaptation of traditional institutions to the new context. The empirical observations enable an analysis of shifts in natural resource and land property institutions toward more individualistic models despite a strong persistence of community identity. Signs of fast growing market integration occurring because of new economic opportunities were observed. Moreover, land tenure arrangements were modified and set permanently in both cases to support and legitimize land occupation at the juridical level.

Key words:

Sarawak, community, Ibans, oil palm, land regulations, agricultural expansion, market integration, development, traditional institutions, territory

Tables des matières

Résumés	iv
Liste des acronymes	viii
Remerciements	ix
CHAPITRE 1: INTRODUCTION	1
1. Au-delà de l'expansion agricole	1
CHAPITRE 2. ORIENTATIONS CONCEPTUELLES ET MÉTHODOLOGIQUES	5
1. Considérations théoriques et conceptuelles	5
i. La transition agraire : appréhender les transformations du monde paysan	5
ii. L'écologie politique de la transition agraire	7
iii. Les échelles du pouvoir : acteurs étatiques et milieu de vie paysan	11
iv. Règlements territoriaux et intégration capitaliste	13
2. Méthodologie : une étude du milieu de vie et des acteurs	18
i. La sélection de la région d'étude	18
ii. La méthode d'enquête	20
iii. Les limites et les biais potentiels de l'étude	23
CHAPITRE 3. LA PRODUCTION HISTORIQUE D'UN ESPACE FRAGMENTÉ	25
1. L'État Iban : la forteresse du régime communautaire	25
i. L'établissement du pouvoir colonial	25
ii. La territorialité de la communauté	28
iii. La communauté, unité administrative et micro-État	32
2. L'architecture légale du système agraire	36
i. Le quadrillage des réglementations agraires	36
ii. Le Land Code de 1958	40
3. La négociation de l'exercice de réglementation et ses limites	44
i. La marge de manœuvre des communautés	44
ii. Le paysage politique, quelle voix pour la communauté?	45

4. La communauté dans l'État à l'époque contemporaine	50
i. Le <i>Konsep Baru</i> comme pierre angulaire de la <i>vision 2020</i> au Sarawak.....	50
ii. Le <i>Konsep Baru</i> , outil de développement?	54
iii. Le nouveau contexte de l'intervention développementaliste	57
iv. La culture du palmier à huile : un phénomène économique mondial	60
5. Un espace économique aux frontières floues	62
i. Intégration capitaliste et diversification économique	62
ii. La persistance de l'agriculture sur abattis-brûlis	65
iii. L'option économique du palmier à huile	68
CHAPITRE 4. LE DÉVELOPPEMENT VU D'EN BAS	73
1. La communauté du Sunghai Ghelasa : choix communautaire et action individuelle	73
i. La conquête du territoire, la formation de la communauté	73
ii. L'extension du domaine communautaire sous la tutelle de l'État	75
iii. Un milieu de vie dans un environnement changeant	77
iv. Esquisser les contours du conflit, le positionnement des acteurs.....	81
v. Le palmier à huile: une réponse économique au contexte changeant?	87
vi. Le palmier à huile: une économie politique alternative	93
vii. Un virage individuel ou communautaire?	95
2. La communauté du Sungai Bong : tracer les frontières de la dissension en territoire convoité.....	99
i. Le territoire de la communauté	99
ii. La convoitise du territoire.....	101
iii. La confrontation des visions de développement dans la communauté	103
iv. Le paysage dynamique de visions antagoniques	107
v. Définir le territoire coutumier, un défi posé aux acteurs institutionnels.....	111
CHAPITRE 5. DISCUSSION ET CONCLUSION	113
1. Le nouvel espace de la communauté	113
i. La fin de la paysannerie sarawakienne?.....	113
ii. Une transition agraire ibane et sarawakienne	114
iii. L'impatience de l'État pour la transition agraire : Le <i>Konsep Baru</i>	116
iv. Les enjeux fonciers de l'intégration au marché : Entre légalité et extra-légalité ..	120
v. L'émergence d'une nouvelle structure agraire endogène?.....	123
vi. De la communauté au marché?.....	125
vi. Le cas iban : l'écologie politique de la transition agraire a u Sarawak.....	129

2. Conclusion : un espace idéologique, un territoire politique	131
Bibliographie	133
Annexes	145

Liste des figures :

Figure 1. Le Sarawak	18
Figure 2. Localisation des études de cas	21
Figure 3. Le déploiement des cultures permanentes	70
Figure 4. Le territoire de la communauté du Sungai Ghelasa	78
Figure 5. Occupation principale des habitants du Sungai Ghelasa	80
Figure 6. Utilisation du sol des 25 répondants du Sungai Ghelasa	92
Figure 7. Le territoire de la communauté du Sungai Bong	110

Liste des photos :

Photo 1. « Sarawak Gemilang »	50
Photo 2. De la culture du poivre à celle du palmier à huile	88
Photo 3. La culture du palmier à huile par la paysannerie parcellaire ibane	93
Photo 4. Paysage de plantation	106

Liste des tableaux :

Tableau I. Superficie des principales classes d'utilisation du territoire au Sarawak ...	39
Tableau II. Superficie des terres coutumières par Division du Sarawak	41
Tableau III. Population du Sarawak par groupe ethnique, 1990, 2000, 2005	47
Tableau IV. Évolution récente de la superficie de culture du palmier à huile au Sarawak selon le type de producteur	69
Tableau V. Superficie des principales cultures au Sarawak	69
Tableau VI. Synthèse des acteurs impliqués dans le conflit du Sungai Ghelasa	80
Tableau VII. Comparaison des cultures principales cultivées en pays iban	82
Tableau VIII. Synthèse des acteurs impliqués dans le conflit du Sungai Bong	111

Liste des acronymes

BRIMAS	Borneo Research Institute, Malaysia
FELDA	Federal Land Development Authority
FFB	Fresh Fruit Bunch
IDEAL	Institute for Development of Alternative Living
JVC	Joint Venture Company
LCDA	Land Consolidation and Development Authority
MLDS	Ministry of Land Development of Sarawak
MPOB	Malaysian Palm Oil Board
NAL	Native Area Land
NCL	Native Customary Land
NCR	Native Customary Rights
NREB	Natural Resource Environmental Board
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non-gouvernementale
PFE	Permanent Forest Estate
PMB	Pepper Marketing Board
PORIM	Palm Oil Research Institute of Malaysia
PORLA	Palm Oil Registry and Licensing Authority
SALCRA	Sarawak Land Consolidation and Rehabilitation Authority
SLDB	Sarawak Land Development Board
SNAP	Sarawak National Action Party
SOP	Sarawak Oil Palm Berhard
UBRA	Uma Bawang Residents' Association

Remerciements :

Je tiens d'abord à exprimer toute ma gratitude à Rodolphe De Koninck, envers qui je suis obligé à de nombreux égards; il a su alimenter, par son dévouement et son honnêteté, ma passion pour la géographie. Je lui dois avant tout mon initiation au monde de la recherche en Asie du Sud-Est et l'apprentissage de la langue malaise. Je suis aussi infiniment reconnaissant à l'endroit de Stéphane Bernard, chercheur chevronné et ami d'une générosité sans borne qui a partagé avec moi son expérience et son savoir dans l'élaboration et la réalisation du projet de recherche. Mes remerciements vont également à Nicklaus Davey, ami sincère qui à travers nos échanges, a su alimenter ma réflexion. Je tiens aussi à remercier Patricia Martin, chez qui je suis allé puiser inspiration au niveau théorique, qui est restée présente et attentive tout au long du processus de recherche. Je souligne également l'aide indispensable fournie Patrick Sibat et Robert Cramb, qui m'ont guidé sur le terrain, sans qui, entamer cette étude aurait été impossible. Je remercie les gens des communautés du Sungai Ghelasa et du Sungai Bong qui ont fait preuve d'une hospitalité admirable, sans jamais daigner répondre à mes incessantes questions. Mes remerciements vont également à Jean-François Rousseau, Bruno Thibert, Danièle Roussy, Olivier Durand, Dimbab Ngidang, Bian Baru, Harrison Ngau, Jael, Jok Jau, la fondation Tun Jugah, Jessica Lawrence, le Borneo Project, Jonathan Rigg, Mazna Mohammad, BRIMAS, Sahabat Alam Malaysia, Dominique Caouette, ainsi que tous ceux qui ont demandé l'anonymat. La collecte des données sur le terrain a été subventionnée par le programme *Challenges of the Agrarian Transition in South East Asia* dans le cadre des grands travaux de recherche concertée du Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada. Mes études de Maîtrise ont été entièrement financées par le Fond québécois de recherche sur la société et la culture.

La présente recherche est le fruit de nombreux échanges qui ont su réorienter à maintes reprises ma réflexion et les objectifs de mon entreprise. En tant qu'étranger aux mondes paysan et sarawakien, j'espère ne pas travestir la pensée des gens qui par leurs actions quotidiennes et leur générosité, m'ont guidé dans cette réalisation. Je souhaite qu'ils puissent trouver à travers ces lignes l'expression de ma plus sincère reconnaissance.

Chapitre 1. Introduction

1. Au-delà de l'expansion agricole

L'expansion phénoménale de cette culture de rente qu'est le palmier à huile constitue sans contredit une des transformations les plus marquantes de l'histoire économique du Sarawak. Or, la nature fondamentalement territoriale de l'expansion des palmeraies en fait une question problématique. Changer la fonction du *territoire*¹ ne va pas sans entraîner conflits et redistribution du pouvoir à diverses échelles de la société, et encore davantage pour les communautés autochtones agricoles. L'agriculture, la chasse et la cueillette demeurent, en effet, parties intégrantes du milieu de vie d'une portion importante de ces populations. Ainsi, l'allocation de plus de 500 000 hectares à l'expansion des palmeraies dans cet État, très majoritairement sous forme de *plantations*², a déjà des implications majeures pour l'ensemble de la société rurale. Et le gouvernement sarawakien entend favoriser la conversion à l'agriculture du palmier à huile d'une superficie de 1 000 000 d'hectares d'ici 2010. De cette étendue, 40% est actuellement détenue par des communautés autochtones (Ministry of Land Development Sarawak, 2006). Ce projet qui souscrit à la vision modernisatrice des gouvernements malaysien et sarawakien représente également, selon les politiques officielles, l'outil privilégié pour l'amélioration des conditions de vie des autochtones. Pourtant, le gouvernement ne constitue pas le seul instigateur de l'expansion du palmier à huile au Sarawak. Dans certaines communautés, la petite paysannerie parcellaire autochtone a également réclamé une part, aussi modeste soit-elle, de cette économie.

¹ À titre de définition du territoire, De Koninck (2004a) cite Raffestin (1980: 129) selon qui, « le territoire est une portion d'espace sur lequel un travail a été investi, en termes d'énergie ou d'information, et qui en conséquence, révèle des relations profondément marquées par le pouvoir. L'espace est la prison d'origine, le territoire est la prison dans laquelle l'homme s'enferme ». La territorialité résultante – la relation que l'homme entretient avec les espaces construits – est de la sorte l'objet d'interactions et de compétitions permanentes.

² Selon la définition officielle du département des statistiques du Sarawak, une plantation correspond à un espace agricole contigu de plus de 43 hectares (Department of Statistics, Sarawak, 2005). Mais davantage, la plantation est historiquement un espace caractérisé par l'intégration de la gestion des opérations et de la main-d'œuvre dans une structure d'organisation centralisée vouée à la commercialisation d'une denrée unique. Davantage, la plantation constitue un mode de production économique partiellement coupé de l'espace social dans lequel il s'insère et qui rassemble sur un territoire « vide » capital, main-d'œuvre et une entreprise (Beckford, 1983; Courtenay, 1965).

Si le domaine rural de cet État a été transfiguré par l'exploitation forestière dans un passé récent³, cette véritable invasion de la culture du palmier à huile implique d'autres conséquences. Contrairement à l'extraction ponctuelle de matière ligneuse⁴, l'aménagement d'importantes superficies aux fins d'une monoculture commerciale marque une prise de possession définitive du territoire. Puisque la conjoncture économique mondiale actuelle favorise la croissance du palmier à huile, le territoire sarawakien non-cultivé constitue désormais une ressource convoitée. Et le monde rural, celui des territoires communautaires autochtones et des grandes plantations est devenu l'arène des antagonismes de ces deux principaux acteurs territoriaux. Les communautés autochtones qui détiennent de vastes superficies de terres sont sollicitées pour faire place aux plantations de compagnies privées, on leur propose en échange de bénéficier d'une rente terrienne. Dans d'autres cas, certaines compagnies, appuyées par les réglementations gouvernementales, empiètent carrément sur les terres autochtones. Compte tenu des nombreuses implications de la pression pour l'expansion des plantations de palmier à huile, nous associons ce phénomène – plus qu'à une forte demande foncière – à un véritable régime de convoitise territoriale.

L'étude des mécanismes sous-jacents à l'expansion de la culture du palmier à huile doit constituer notre point focal pour l'analyse des enjeux de la phase actuelle de la transition agraire au Sarawak chez les paysans ibans. En effet, si la paysannerie ibane n'a cessé de se transformer au fil de l'historique, les changements territoriaux récents suscitent de nouveaux questionnements. Notre étude propose, dans cet ordre, d'analyser les bouleversements récents à la lumière des concepts de la transition agraire et de l'écologie

³ Hansen (2005) voit dans les coupes forestières à grande échelle, des années 1960 aux années 1990, la cause d'une rupture fondamentale dans l'organisation économique des sociétés autochtones. Effectivement, l'exploitation forestière a privé de nombreuses populations de ressources jusque-là indispensables. D'autant plus que ces activités ont fortement dégradé l'environnement en termes de biodiversité et de productivité biologique. Mais surtout, la surexploitation de la forêt a pavé la voie à l'agriculture commerciale de plantation. Et la plantation, une fois installée, anéantit le potentiel de voir les forêts dégradées réhabilitées à moyen ou long terme, et restituées aux populations qui en jouissaient.

⁴ Consulter sur la question les ouvrages d'écologie politique et d'économie politique de Brookfield, 1990 ; King, 1993 ; Kummer & Turner, 1994 ; Drummond & Taylor, 1997 (*Forest utilisation in Sarawak, Malaysia: A case of sustaining the unsustainable*) publiés à une époque où éclatait au grand jour l'ampleur de l'exploitation forestière au Sarawak, mais également les mécanismes politiques ayant sous-tendu ce pillage des ressources naturelles. Ce que Majid-Cooke (1997) appelle, *the politics of sustainability* offre une analyse pointue des implications de la logique scientifique récupérée par des intérêts pécuniaires dans le cas de l'exploitation forestière en Malaysia. Par la suite Hansen, 2005 ; Jomo, 2004 ont également alimenté la discussion à cet effet au Sarawak

politique. La conceptualisation de la transition agraire développée par De Koninck (2004b) intègre l'ensemble des processus de transformation des sociétés paysannes; elle est mise à profit dans l'élaboration de notre cadre d'analyse (Chapitre 2). Celui-ci doit permettre, au terme de notre étude, de statuer sur le rôle de la convoitise territoriale et de ses acteurs (au sens large : législations, institutions, organisations, etc.) dans la trajectoire de transition agraire empruntée par certaines communautés ibanes. L'investigation des répercussions de la soudaine boulimie de territoire du grand capital pour la culture du palmier à huile en pays iban guidera notre entreprise.

Ce qui motive la recherche, c'est donc la reconfiguration de l'espace économique et social dans lequel se trouvent les sociétés paysannes ibanes. La démarche vise à répondre à la question suivante: Comment la communauté autochtone ibane du Sarawak, en tant qu'entité ayant évolué en marge de l'État, répond-elle aux nouvelles conditions environnementales et économiques engendrées par la phase actuelle d'expansion agricole commerciale? De façon plus précise, nous cherchons à documenter les transformations du modèle d'organisation et de gestion des ressources naturelles communautaires iban dans la nouvelle économie politique rurale du Sarawak. Notre étude porte sur les facteurs qui influencent la modification des interactions entre la communauté paysanne ibane et son environnement, ainsi que les conséquences de ces changements. De quelle façon la communauté - en tant qu'espace socioéconomique, culturel, environnemental et politique - sera-t-elle redéfinie par (1) le régime de convoitise territoriale et (2) l'intégration au marché? Ces concepts doivent être vus comme deux facettes d'un même phénomène de marchandisation foncière et agricole. Afin d'opérationnaliser ces notions théoriques, notre étude porte sur (a) la transformation du système agraire (la tenure), (b) les changements économiques et (c) institutionnels⁵ qui surviennent au sein de la communauté⁶. De façon incontournable, les mécanismes sociaux-politiques qui régissent l'accès à la propriété foncière, les relations entre la population et la terre, résident au cœur de l'analyse (Platteau, 1996; Dale, 1997;

⁵ Nous retiendrons pour les besoins de l'étude que les institutions traditionnelles désignent toutes les structures sociales et politiques établies par la coutume et régissant un état donné.

⁶ De nombreuses dimensions des changements sociaux en milieu agraire dépassent la portée et les objectifs de l'étude. Mentionnons à ce titre : l'analyse empirique de la stratification et de la différenciation sociale au sein des communautés; l'évolution temporelle de la tenure; l'analyse quantitative des liens entre les paramètres déterminants au niveau de la réponse des ménages aux nouvelles opportunités économiques.

Unruh, 2006). Dans l'objectif d'isoler les réponses spécifiquement liées au régime de convoitise territoriale, nous nous attardons aux événements politiques de la dernière décennie et à leurs conséquences directes.

Afin d'analyser les transformations de la communauté, la présente recherche est fondée sur une étude de terrain dans la Division du Miri. La première étude porte sur une communauté du sous-district de Niah dans laquelle les ménages entreprennent, sur une base individuelle, et sans aide de l'État, la culture du palmier à huile. La seconde présente le cas d'une communauté du sous-district de Long Lama qui dans la dissension interne, fait face à l'implantation d'un périmètre privé de palmier à huile sur son territoire communal. En présentant deux situations contrastées, la recherche a pour fin d'analyser un éventail des réponses de ces communautés aux transformations (comme Warren (2005) en contexte similaire). Dans un premier temps, le cadre d'analyse conceptuel et la méthode sont exposés. La redéfinition des modes de gestion environnementale communautaire est appréhendée à l'aide d'un cadre conceptuel souple identifiant les phénomènes qui agissent sur les milieux paysans, ici, l'entité communautaire paysanne ibane (Chapitres 2). Nous documenterons ensuite l'évolution historique du domaine économique et territorial autochtone et iban au Sarawak. Les enjeux et aspects problématiques historiques, juridiques, politiques et économiques des communautés autochtones et de leur territoire seront ainsi passés en revue afin de mieux camper l'étude des communautés ibanes dans le contexte étatique (Chapitre 3). La troisième partie présente l'étude de terrain par laquelle le cas de communautés est examiné en détail (Chapitre 4). La mise en place de ces éléments permet ensuite d'effectuer une analyse systématique des transformations des communautés et de leur modèle de gestion des ressources naturelles; de la portée et de la signification des réponses aux transformations en cours observées (Chapitre 5).

Chapitre 2. Orientations conceptuelles et méthodologiques

1. Considérations théoriques et conceptuelles

Economic change is never just a matter of technological diffusion, market rationalisation or “capitalist penetration”. Deep down, it is also a matter of community, morality, and power (Li, 2002: 418 citant Hefner, 2002).

i. La transition agraire : appréhender les transformations du monde paysan

Les répercussions de l’expansion de la culture du palmier à huile sont nécessairement profondes pour l’ensemble de la société agraire ibane. Afin de mesurer leur impact chez les sociétés ibanes, nous empruntons à l’écologie politique et aux concepts de la transition agraire. Notre propos est guidé par des concepts qui doivent permettre de mieux cerner les forces qui transforment la communauté et imposent ou précipitent la redéfinition de sa gestion territoriale. Le concept de la transition agraire, telle que l’amène De Koninck (2004b), donne accès à un vaste ensemble de champs analytiques favorisant la compréhension des facteurs agissant sur l’évolution actuelle du monde paysan d’Asie du Sud-Est. Bien qu’initialement les théories de la transition agraire aient été élaborées en contexte européen, le cadre d’analyse a depuis été élargi (Berstein et Byres, 2001). De plus, de nombreuses recherches ont déjà permis de mettre à l’épreuve ces concepts en Asie du Sud-Est. Elles ont bien entendu révélé divers particularismes et des modèles nouveaux (voir Rigg, 2003, Hart, 1989; Elson, 1997; De Koninck, 2000, 2003). Mais certaines de ces études ont aussi permis de reconnaître, dans divers conditions, le modèle traditionnel de transformation associé à la transition agraire, soit celui qui mène à la disparition de la paysannerie. Ce modèle établit ainsi le passage d’une société agraire à une société urbanisée et industrialisée dans laquelle l’agriculture, de fondement social qu’elle constituait, devient une activité économique régie par le jeu de l’offre et de la demande du marché (De Koninck, 2004b). Par l’étude de l’intégration de la production agricole au marché capitaliste, on appréhende l’imposition des nouvelles formes de réglementations étatiques et même supranationales qui gouvernent le territoire et les échanges commerciaux du domaine paysan. Le marché est, dans cette perspective, appelé à supplanter les coutumes de la communauté dans la sphère économique traditionnelle rurale. Les réglementations de l’État, quant à elles, se substituent aux normes et institutions informelles de gestion des

ressources et du territoire. D'autres éléments centraux à cette transition sont, notamment, la diversification des sources de revenus dans l'économie traditionnelle et l'exode rural. En somme, les processus liés à la transition agraire sont incontournables dans l'analyse géographique de la redéfinition de la paysannerie, de l'éclatement de son cadre traditionnel communautaire.

Or, la transition agraire au Sarawak – grandement influencée, c'est-là notre prémisse, par le régime de convoitise territoriale – doit-elle mener à la disparition de l'économie et des institutions traditionnelles communautaires ibanes? Les études de certains auteurs établissent les balises de ce questionnement, central à notre démarche. Selon Li (2002), la plupart des territoires autochtones d'Asie du Sud-Est, bien qu'ils occupaient jusqu'à récemment une position marginale dans l'économie agricole, seraient désormais soumis aux mêmes forces qui conditionnent l'évolution des basses terres des centres agricoles. La concentration des possessions foncières et la différenciation économique seraient ainsi observées dans ces régions excentrées. Les travaux de Doolittle (2004), dont les conclusions sont similaires à celles de Li, mettent en doute la pertinence de la communauté en tant qu'unité fonctionnelle et éthique pour la gestion des ressources naturelles. En effet, compte tenu de la diversité des intérêts de ceux qui composent la communauté dans le contexte actuel marqué par la transition agraire, ces auteures insistent sur les limites inhérentes au modèle communautaire. Appell (1985) a également observé une érosion irréversible des modèles collectifs de gestion des ressources naturelles et l'apparition de paysans sans terre au Sabah. Davantage, les résultats des recherches citées suggèrent un remplacement progressif des institutions traditionnelles gouvernant la propriété des ressources naturelles en territoire autochtone par le marché capitaliste (Hayami, 2006). Les études citées laissent constater une modification irrémédiable des relations entre la société et la nature. Ces conclusions s'opposent cependant en partie à celle de Cramb et Wills, (1998) pour qui les institutions traditionnelles ibanes assureraient une modulation des transformations socioéconomiques en fonction du bien-être de la communauté et de l'environnement. Une conception présente chez d'autres études évaluant l'évolution écologique de la communauté comme entité dont l'objet premier consiste à minimiser la vulnérabilité de chacun de ses membres (Scott, 1976; Anderson, 1994). Et même Aoki et

Hayami (2001) avancent que la communauté rurale fournit les assises sociales nécessaires à l'intégration durable de ses composantes à l'économie de marché.

ii. L'écologie politique de la transition agraire

Le concept de la transition agraire, nous l'avons vu, met en exergue les processus façonnant le domaine paysan, tels l'intégration au marché et l'intensification des réglementations (De Koninck, 2004b). Pour sa part, l'écologie politique permet d'éclairer d'autres aspects du problème, celui des échelles, des acteurs et de leur pouvoir. Combiner les deux approches qui se chevauchent à de multiples égards permet d'aborder l'étude de la trajectoire d'évolution socioéconomique en tant que processus de négociation entre divers acteurs enchâssés dans leur échelle respective. En effet, les interactions entre l'environnement et les acteurs sociaux-politiques créent différentes échelles d'interactions, et donc de différentes écologies politiques (Zimmerer et Bassett, 2003). L'attention particulière portée aux échelles d'analyse comme socialement et historiquement construites constitue un aspect transversal de l'écologie politique (malgré son éclectisme conceptuel⁷) (Watts, 2000; Zimmerer et Bassett, 2003). Cette approche multidisciplinaire met en exergue « la source politique, les conditions et les ramifications des changements environnementaux » (Bryant, 1998 : 80). Elle permet aussi de démontrer la nature hautement politique de la transition agraire. L'écologie politique est ici privilégiée pour son potentiel d'analyse critique. La dimension politique des réglementations environnementales et projets de développement ruraux, la logique des divers acteurs et leur pouvoir, doivent être mis en relief. Insistons sur l'importance du concept de développement, qui à maints égards s'apparente à celui de la transition agraire. Le développement implique lui aussi des changements économiques, souvent introduits par l'État ou d'autres organisations exogènes aux communautés paysannes, et donc de nouvelles relations entre la société et l'environnement. Nous mettons l'emphase dans le cadre de notre analyse sur la politisation du discours et des interventions de développement (Chapitre 3, partie 4).

⁷ Les auteurs à qui l'on attribue le développement de l'écologie politique (Watts; Peets; Bryant; Bebbington; etc.) s'entendent sur l'absence de tendance unifiée dans l'objet des recherches et des méthodes employées dans ce champs disciplinaire.

La propriété terrienne, objet traditionnel de l'écologie politique demeure au cœur des problèmes de développement des sociétés agraires. Par la question de la propriété terrienne se pose celle de la répartition des fruits du développement entre les acteurs et en l'occurrence, de l'expansion agricole. Or, l'écologie politique « examine les dynamiques politiques entourant les conflits matériels et discursifs concernant l'environnement » dans les pays en développement (Bryant 1998 : 79). Par l'écologie politique, nous cherchons à comprendre les relations complexes entre la nature et la société à travers l'analyse des formes d'accès et de contrôle des ressources et ses implications pour l'évolution des milieux de vie (Watts, 2000). Sont ainsi mises en exergue l'asymétrie de la répartition du pouvoir et des ressources ainsi que la vulnérabilité des populations marginales appartenant à la périphérie économique et sociale. Cette marginalité économique revêt actuellement le visage de nombreuses communautés rurales ibanes. Les conflits engendrés par la phase actuelle d'expansion de la culture des plantations de palmier à huile au Sarawak constituent un signe de raréfaction de la ressource terrienne cultivable. La nature, pour les fins de la recherche, est définie en termes de ressources, en fonction de l'utilité que revêtent diverses constituantes de la nature pour les humains (Scott, 1998).

Les conditions environnementales exercent indéniablement une influence cruciale sur les conditions de vie des paysans et les trajectoires d'évolution économique, elles façonnent l'écologie d'une communauté paysanne (Hayami, 2001 ; Walker, 2005). Des données de base comme les pratiques agricoles, l'évolution démographique résident ainsi au cœur des considérations de l'étude. Les superficies agricoles notamment, sont utilisées à titre d'indicateur de l'importance relative des phénomènes de transformations territoriale décrits, mais nous focalisons sur les implications à micro-échelle de ces transformations (Chapitre 4). Ainsi, nous demeurons conscients des limites de la science à identifier clairement le potentiel de résilience ou les limites d'un écosystème. À défaut de pouvoir décrire avec précision les conséquences environnementales de la phase d'expansion agricole commerciale au Sarawak, nous centrons notre propos sur la notion d'équité, d'éthique du partage des ressources, mais sans toutefois négliger l'intégration de l'étude de l'environnement naturel. Les modes institutionnels de distribution des ressources naturelles dans un régime de convoitise territoriale sont ici objet d'analyse. Ainsi, le recours à

l'approche de l'écologie politique doit permettre d'étayer les causes des problèmes inhérents à cette redistribution des ressources naturelles entre les acteurs. Les institutions gouvernementales et non-gouvernementales, aux échelles étatiques et communautaires, sont ainsi considérées au premier plan pour leur influence sur les transformations environnementales. L'interface des champs disciplinaires de la transition agraire et de l'écologie politique constituent les balises de notre investigation dont la communauté est l'objet central.

La communauté paysanne incarne la continuité du modèle traditionnel et surtout, elle implique la présence d'intérêts se situant à l'échelle locale. La reconnaissance de cet état de fait permet d'insister sur l'importance fondamentale des enjeux territoriaux locaux pour une population encore majoritairement dépendante de l'agriculture. Suggérons d'entrée de jeu le potentiel de l'échelle communautaire pour l'étude de l'identité et des notions d'éthique paysanne. Dans son sens premier, la communauté réfère à une entité sociale, soit un nombre d'individus et de familles habitant un territoire déterminé, dans le contexte institutionnel et historique propre au Sarawak rural et autochtone. Aux fins de cette étude, le concept identifie plus précisément un ensemble de petits cultivateurs, paysans, partageant des pratiques et institutions culturelles communes. Mais également, ce concept est défini par Aoki (2001 : 97) en tant que « groupe d'acteurs (*agents*) interagissant fréquemment les uns avec les autres dans divers domaines sociaux et économiques, étant ainsi mutuellement reconnaissables ». On attribue à ce type de communauté, spécialement en Asie du Sud-Est, une fonction de filet de sécurité, de conservation des propriétés collectives, ainsi que d'application des contrats d'échanges économiques (Hayami, 2006). Le partage d'informations au sein d'une communauté, comme l'intensité des échanges, permettent généralement la définition de normes, essentielles à l'équilibre de la société. En effet, la communauté agricole est appelée à générer des règles explicites et des conventions implicites qui permettent le fonctionnement d'institutions collectives. Dans les milieux ruraux du monde en développement où l'on vit en marge du système légal de propriété (De Soto, 2001), les membres de la communauté régissent et encadrent les relations sociales liées à la propriété foncière et à l'utilisation des ressources naturelles (Potter & Majid-Cooke, 2004; Unruh, 2006). Les conditions rendant possibles la bonne gouvernance en

contextes communautaires réfèrent également au concept de capital social (Bowles et Herbert, 2002). Dans cette perspective, le capital social permet aux institutions collectives informelles de se maintenir, tout en interagissant à la fois avec l'État et le marché.

Toutefois, l'identification à l'ensemble des normes d'une communauté dépend de la perception de ses membres dans un contexte historique donné (Agrawal, 1999). L'entité sociale communautaire n'est point exempte de conflits; elle présente souvent une stratification sociale interne impliquant des visions divergentes, alors que les intérêts et les besoins de ses membres peuvent même être diamétralement opposés (Agrawal, 1999; Aoki, 2001; Doolittle, 2004). Une communauté, aussi serré soit son maillage social, ne peut être considéré comme un ensemble monolithique, dotée seulement d'une identité unitaire. De plus, toute redéfinition légale, réglementation ou transformation sociétale est susceptible de transformer les relations des membres de la communauté avec leur environnement (Cramb et Wills, 1990). La communauté, ainsi que les institutions qui la composent, tout en considérant leur évolution continue, doivent donc figurer au cœur de l'analyse. Mais également, la menace de dépossession à laquelle ces groupes sont confrontés au Sarawak est susceptible de modifier leurs façons de se percevoir collectivement. Considérant d'autres recherches (Doolittle, 2001 : 71, citant Gupta, 1995), il peut résulter de menaces extérieures, une instrumentalisation des lois traditionnelles afin de conserver des acquis historiques. Les revendications des autochtones ou *natives* du Sarawak concernant les ressources environnementales ne peuvent donc être perçues autrement que comme campées dans un régime discursif historique. Précisons que l'emploi du terme « autochtone » vise à illustrer une réalité historique marquée par la colonisation et l'institutionnalisation du statut autochtone au Sarawak avec les droits qui y sont associés. Le terme « paysan » pour sa part réfère strictement à un statut socioéconomique, un « type social générique » auquel on associe des attributs comme l'agriculture familiale, un mode de vie centré sur la communauté ou le village, des rapports de solidarité et de réciprocité entre pairs, etc. (Bernstein et Byres, 2001 : 6). L'écologie politique de la transition agraire, telle que nous l'entendons, identifie un angle d'analyse multi-scalaire et critique à l'égard des transformations des milieux paysans.

iii. Les échelles du pouvoir : acteurs étatiques et milieu de vie paysan

Notre étude portant sur la redéfinition de la société paysanne ibane est divisée en deux grandes sections. La première (Chapitre 3) propose une étude de l'action des acteurs, qu'ils soient locaux, étatiques ou mondiaux, pour leur rôle dans les processus de la transition agraire. Par l'étude des acteurs principaux dans l'évolution du terroir autochtone au Sarawak, nous visons à décomposer les forces influençant la transformation de la communauté. Il semble approprié à cette fin de situer la provenance et les intérêts principaux des acteurs qui interagissent directement avec la communauté sur une base historique. Cependant, conformément aux principales orientations de l'écologie politique, la redéfinition des sociétés agraires doit également être appréhendée à l'échelle du milieu de vie, *livelihood*, comme interface des relations entre la société et son environnement (De Koninck, 2004b). De la sorte, l'économie politique nouvelle et les réglementations qui y sont liées peuvent être étudiées à partir de l'analyse du milieu de vie (Chapitre 4). Cette fenêtre d'analyse permet également d'observer la signification politique des actions quotidiennes de la paysannerie (Kerkvliet, 2005 : 8). Les composantes sociales et environnementales de la communauté peuvent ainsi être étudiées par cette méthode issue de l'ethnologie, à la façon de Brosius (1997), Doolittle (2001) et Li (2002). Au niveau de la communauté, l'histoire, l'organisation territoriale, économique et politique sont visés par l'analyse. Ces deux fenêtres conceptuelles, celles des acteurs et du milieu de vie doivent être utilisées en parallèle afin de relier les transformations locales aux changements survenant aux échelles supérieures. Les relations de pouvoir au niveau étatique, notamment, qui sous-tendent les transformations dans les sociétés rurales dépassent en effet le milieu de vie (Hart et al., 1989). En effet, l'intégration de recherches locales adoptant une approche ethnologique avec des analyses politico-économiques structurelles sont arrimées à la tradition de l'écologie politique depuis les années 1980 (Bryant, 1998).

De la sorte, l'État sarawakien avec ses agences et ministères est situé au premier plan quand à ses moyens d'influencer la transition des communautés, que ce soit par ses intervention ou son effacement. L'État a ainsi intérêt à voir s'étendre le marché de la propriété terrienne et de la production agricole commerciale afin de faire augmenter les recettes de la taxation et par le fait même, son pouvoir. Cependant, la flexibilité des structures politiques dans

lesquelles s'inscrivent les luttes paysannes autorisent généralement l'émergence d'un contre-pouvoir local, « *the power of everyday politics*⁸ » (Kerkvliet, 2005). Cette thèse défie le sens unique des interactions entre la communauté et l'État et laisse place à l'analyse d'actions spontanées d'opposition (rapprochement des milieux activistes, érection de barricades, envoi de lettres aux gouvernements, etc.) en tant que gestes politiques paysans. Selon Li, (2003; 2005), l'action des acteurs ne peut être appréhendée en référence à des sphères hermétiques, comme celles de l'État et de la société civile. Mais plutôt, l'imbrication des relations de pouvoir, des idéologies, des formes de savoir à travers les échelles de gouvernance locales et étatiques guident la réflexion.

Les moyens utilisés par les communautés afin de contrebalancer le pouvoir de l'État figurent ainsi au centre de l'étude des acteurs. L'indépendance du pouvoir judiciaire et l'espace de contestation occupé par les organisations non-gouvernementales et leurs réseaux transnationaux revêtent une fonction importante. Ils permettent à des communautés paysannes de négocier avec des pouvoirs plus probants, surtout depuis l'éveil international aux droits autochtones et la phase récente de démocratisation libérale (Van Genugten et Perz-Bustillo, 2004⁹). Le pouvoir de l'État, celui du Sarawak, puisque c'est avec lui que transigent les autochtones, est lui aussi contrebalancé par les réseaux transnationaux d'ONG qui jouissent souvent du soutien de donateurs occidentaux (Chapitre 3, partie 3). Ces organisations non-gouvernementales appartiennent, de façon générique, aux groupes de

⁸ Kerkvliet (2005) dans son étude portant sur la collectivisation rurale vietnamienne analyse la transformation progressive des politiques administratives rurales jusqu'à leur abandon. Il soutient que le refus paysan du modèle collectif, lié en partie à son inefficacité, a été entendu par les autorités, sans contestation violente du pouvoir. Le modèle des communes aurait ainsi été saboté par les actions quotidiennes des paysans vietnamiens, permettant le rétablissement de l'agriculture familiale.

⁹ L'étude de ces auteurs retrace la généalogie de la construction des droits autochtones à travers diverses instances juridiques internationales et nationales, telles la nomination en 2001 d'un rapporteur spécial par la Commission des Nations Unies des droits humains sur les droits et les libertés fondamentales des peuples autochtones (Ibid. p. 387). À cela il faut également ajouter le *International Labour Organisation Indigenous and Tribal Peoples Convention (No.169) (1989)* qui selon Dalrymple et al. (2004) marque, avec d'autres politiques supranationales, une ouverture des États aux particularismes autochtones de gestion des ressources naturelles. Ces mêmes auteurs affirment également que les interventions de la Banque Mondiale en matière de droits fonciers s'inscrivent, surtout depuis 2003 avec le (*Land Policies for Growth and Poverty Reduction*), dans un nouveau paradigme. Ce paradigme permettrait la reconnaissance des relations singulières qui unissent les sociétés à la terre, au lieu de l'application d'une solution unique à tous les problèmes de définition des droits fonciers.

défense des droits autochtones et humains. Mentionnons que la plupart des membres des ONG du Sarawak sont eux-mêmes issus des régions rurales du Sarawak et s'identifient comme autochtones. Des communautés arrivent ainsi à faire reconnaître leurs choix en matière de développement (Peluso, 1995; Wong, 2001; Majid-Cooke, 2003; Barney, 2004). À travers l'Asie du Sud-Est et le Sarawak, il reste aux communautés un espace pour négocier les termes de la transition agraire, de changements économiques quasi-inévitables (Banerjee et Bosjen, 2005). Ainsi, avant d'aborder les études de cas, nous traitons des aspects de l'évolution territoriale des milieux paysans du Sarawak en insistant sur les facteurs institutionnels et conjoncturels qui les ont façonnés.

Bien que nous reconnaissons l'importance des réglementations supranationales et de l'économie mondiale dans l'évolution territoriale du Sarawak, comme pour l'augmentation de la demande d'huile de palme (chapitre 3, partie 4 section iv) nous n'insistons pas ici sur les acteurs mondiaux. Nous choisissons de centrer notre propos sur les acteurs étatiques qui eux répondent à un ensemble de réglementations mondiales. Nous avançons ainsi que les répercussions de la mondialisation sont modulées par les États à travers de nouvelles formes de réglementations. C'est bien avec les acteurs étatiques qu'interagissent les communautés autochtones contre certaines législations gouvernementales. Mais dans l'ordre économique mondial émergent, avec l'internationalisation des relations économiques et les accords de libre-échange (à l'OMC notamment), la relation entre les gouvernements nationaux et les sociétés autochtones se trouve redéfinie. Même que selon certains, les gouvernements se montreraient de plus en plus inaptes à garantir les droits ancestraux d'accès à la terre et aux ressources naturelles (Havemann, 1999 : 7).

iii. Réglementations territoriales et intégration capitaliste

Les éléments théoriques abordés ici veillent à démontrer la logique inhérente aux interventions des acteurs, principalement paysans ou étatiques, mais également supranationaux. En effet, les tentatives des acteurs étatiques pour étendre leur contrôle sur le territoire sarawakien ont donné lieu à plusieurs formes de réglementations territoriales historiquement. Même que l'actuelle convoitise d'une denrée marchande, la terre, est rendue possible par un ensemble de législations étatiques élaborées au Sarawak à partir de

l'intervention coloniale britannique (Chapitre 3). Ainsi, l'expansion des plantations de palmier à huile des dernières années peut être associée à une intensification de ces réglementations, mais aussi à leur caractère coercitif. Par ce processus s'inscrivant dans la transition agraire, l'indépendance institutionnelle d'une communauté paysanne autochtone disparaît progressivement alors qu'augmente le pouvoir de l'État. On assiste de la sorte au resserrement de la grille des restrictions concernant l'occupation du sol (Chapitre 3, partie 2). L'édification d'un territoire dont l'utilisation des ressources naturelles est encadrée et réglementée repose généralement sur le pouvoir de l'État et son monopole de la violence. La conceptualisation de l'intégration territoriale (*territorialization*) proposée par Vandergeest et Peluso (1995) offre dans cette perspective un apport d'une grande importance. Ces auteurs avancent, avec d'autres (Scott, 1998; Mosse, 1999; Li, 2001), que l'édification de l'État moderne implique une simplification de l'utilisation du territoire, afin de le rendre intelligible, *legible*, et administrable par la bureaucratie. Les réalités humaines qui sont partie intégrante du territoire se retrouvent elles aussi directement simplifiées, réduites en fonction de cadres instrumentaux. Selon cet angle d'analyse, l'attribution d'une fonction économique ou de conservation particulière à un territoire, aux fins de l'administration étatique, implique des actes de pouvoir. Davantage, l'utilisation de certaines connaissances dans l'établissement des frontières délimitant les unités structurelles imbriquées d'un territoire étatique revêtent un caractère subjectif que dissimule souvent l'étiquette de la science ou de la rationalité. Il s'agit d'une forme de réorganisation du territoire étatique par un pouvoir central qui voit à l'allocation des droits et ressources.

L'intégration territoriale, corollaire de l'intensification des réglementations, constitue un exercice de contrôle aux fins de l'administration et de l'exploitation des ressources naturelles. Mais de surcroît, les impératifs de la croissance capitaliste, dans le secteur agricole nous concernant, imposent à l'État la mise en place de nouvelles réglementations territoriales (Chapitre 3, partie 4). Or, en contexte sarawakien, le capitalisme, selon les modalités du système économique hégémonique actuel, se manifeste par la croissance des

plantations de palmier à huile privées (Majid-Cooke, 1997, 2002)¹⁰. L'application ou l'instauration de nouveaux règlements territoriaux qui permettent l'expansion de plantations de palmier à huile, veillent ainsi à l'intégration progressive des territoires marginaux dénués de fonctions productives (du moins, pour le marché capitaliste) au cœur du système. Il devient souvent impératif dans ces conditions, pour les autochtones, de formaliser les droits de propriété des territoires collectifs détenus sur une base coutumière et de la sorte, sécuriser leur accès aux ressources foncières dont ils jouissent (Chapitre 3, partie 3).

À cause de leur statut légal ambigu, les systèmes coutumiers communautaires existent en marge du marché terrien capitaliste et des structures légales encadrant la propriété. Ainsi, l'arrimage de la propriété terrienne autochtone au système légal de l'État, lorsqu'il survient, ouvre théoriquement l'accès à de nombreuses possibilités économiques, selon De Soto (2001). Les paysans sont ainsi en mesure d'utiliser leurs titres terriens en guise de biens collatéraux. Ils peuvent obtenir un prêt hypothécaire et augmenter le niveau de capitalisation et donc, la productivité économique de l'agriculture. Le caractère extra-légal, ou plutôt l'ambigüité du statut légal de l'occupation d'une grande partie de la terre au Sarawak par les autochtones, nuit grandement à l'accès au capital¹¹ (Chapitre 4). Mais la rareté des titres de propriété formelle autochtones du Sarawak résulte de réalités historique et politique singulières dont nous tenons compte (Chapitre 3, parties 1 et 2). À cet effet, Hart (1989) prévient contre une analyse insistant sur l'intégration au marché comme unique source des changements agraires, comme s'il s'agissait-là d'un processus unilinéaire menant à un résultat prédéterminé. Les contingences culturelles et historiques, au même titre que les relations de pouvoir structurant l'économie politique du Sarawak, doivent être considérées au premier plan pour leur rôle dans la transition agraire.

¹⁰ Pour d'autres travaux concernant les manifestations de logiques néolibérales de la Banque Mondiale impliquant une réduction et une simplification de la réalité à l'échelle du Tiers-Monde, au Laos notamment, voir Goldman, 2003.

¹¹ Le Premier Ministre du Sarawak, Taid Mahmud, incluant sa personne parmi les autochtones auxquels il s'adressait a exprimé en ces termes: « *We have to transform the rights to our land into much more tangible assets that can increase in value, that can be transferable, and that can fit into our system of trade and business. Otherwise we will be left out* » (Borneo Post, 19 May 1999, cité par Majid-Cooke, 2003).

Par ailleurs, l'accès des paysans au marché capitaliste est représenté par Sikor & Vi, (2006) et Li (1999, 2002) comme un *stimulus externe* (Li, 2002 : 417) redessinant la carte sociale et économique des régions périphériques. Les études auxquelles nous référons traitent des habitants des hautes terres vietnamiennes et indonésiennes, érigées à travers l'histoire en territoires marginaux. Cette logique analytique centre-périphérie s'applique également, dans une certaine mesure, au Sarawak. Elle permet de cerner les mécanismes par lesquels la demande du centre transforme les milieux de vie de la périphérie. Il est cependant nécessaire d'étendre la notion à l'ensemble du système capitaliste mondial. Cette approche met également en lumière les nouvelles inégalités créées par l'intégration au marché. Ce que Sikor & Vi, (2006 : 408) identifient comme l'exposition au marché diffère ainsi selon les conditions locales : technologiques, politiques, économiques et sociales. Considérant les particularismes sarawakiens, les vastes étendues de territoires communaux et leur tenure particulière sont inévitablement sensibles à l'invasion d'un mode de production capitaliste (Cramb, 1986, 1989). Ces notions incitent à porter une attention particulière aux facteurs géographiques permettant l'intégration de la production d'un village au marché. Ajoutons à cela que l'extension du marché dans les territoires marginaux du Sarawak implique l'adhésion des sociétés à de nouveaux rapports économiques correspondant à la logique capitaliste (Drummond et Taylor, 1997). Davantage, l'extension du marché assure également l'extension du domaine des réglementations de l'État, en mesure, notamment, de contrôler l'accès aux ressources naturelles et de taxer les activités économiques.

Mais, tel que nous le verrons, les modes économiques capitalistes (impliquant la capitalisation d'une partie de la production) ne sont pas en rupture avec l'économie des villages ibans de la période actuelle (Chapitre 3, partie 5). C'est plutôt la dépendance totale d'une société au marché capitaliste qui implique une rupture fondamentale. Le passage du marché comme *occasion (opportunity)* à celui d'*impératif* gouvernant, par ses exigences, les moyens d'existence d'une population, marque une transformation qualitative de la société (Wood, 2002, cité par Hall, 2004 : 403) et une étape charnière dans la transition agraire. À cela s'ajoute la spirale de la « compétition, de l'accumulation, de la maximisation des profits et de la productivité du travail » assurant la croissance d'une économie capitaliste (Wood, 2002 : 403). Cette précision conceptuelle doit permettre de

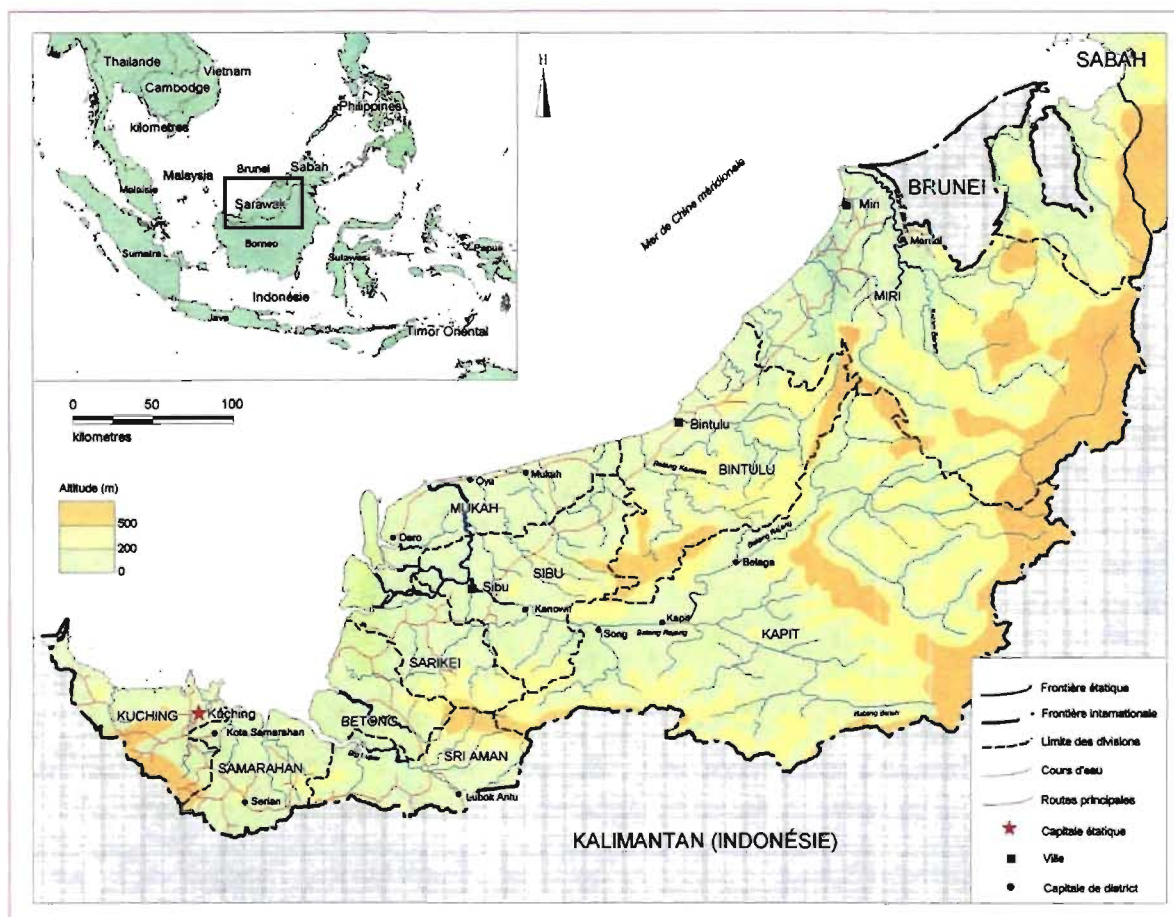
raffiner l'analyse de l'intégration de la communauté au marché, tout en adoptant une attitude critique à l'égard des modes de croissance capitalistes.

2. Méthodologie : Une étude du milieu de vie et des acteurs

i. La sélection de la région d'étude

La décision d'effectuer une recherche portant exclusivement sur les Ibans de l'État du Sarawak est liée à la spécificité de ce territoire qui compte, au demeurant, 2 230 000 habitants sur un territoire de 124 449 kilomètre carrés en 2000. La singularité de la dynamique qui y régit les transformations sociétales et territoriales, par rapport à l'ensemble de la Malaysia (Leigh, 2001) motive la tenue de recherches proprement sarawakiennes. En bonne partie à cause de sa diversité ethnique, de son histoire, de son intégration récente à la Fédération de Malaysia, et du statut particulier dont il jouit à l'intérieur de cet ensemble, le Sarawak conserve de nombreux particularismes.

Figure 1. Le Sarawak



Source : De Koninck, 2005; Sarawak Road Map, Wem's Travel Map, World Express Mapping Sdn. Bhd.

Le choix de la Division du Miri (Figure 1) pour mener l'étude de terrain, pour sa part, tient à l'abondance des plantations de palmier à huile, en particulier dans une zone adjacente à la route reliant Miri à Bintulu, comme à la vigueur de l'investissement de la petite paysannerie dans cette entreprise (Cramb, 2006; Ngidang et Majid-Cooke, 2006). Cette situation fait de la division une zone d'importants affrontements entre les groupes autochtones et les magnats de l'huile de palme. À cela s'ajoute l'arrivée relativement récente des communautés ibanes dans la région, dont certaines, colonisatrices pionnières, ont des droits de propriété ou d'utilisation du territoire forts ambigus. En effet, bon nombre de ces populations ont fait partie de la dernière vague massive de colonisation ibane du Sarawak sous les *White Rajahs*, allant du début du 20^e siècle aux années 1940. Alors que d'autres communautés, dont nous n'avons pu documenter le cas ici, se sont établies plus récemment encore suite à leur embauche dans l'industrie forestière¹². De plus, le modeste nombre d'études réalisées dans cette division en particulier motivait la poursuite des travaux (Majid-Cooke, 2003; Hansen, 2005; Ngidang et Majid-Cooke, 2006). Aussi, la pertinence de la recherche de terrain réside au niveau de l'utilisation des concepts opérationnels tirés du cadre d'étude de la transition agraire (De Koninck, 2004b) et qui doivent contribuer à l'interprétation de la situation.

La population de la Division de Miri compte 316 400 habitants qui appartiennent à divers groupes officiellement recensés au Sarawak : Chinois, Ibans, Malais et Orang Ulus. La ville de Miri (Figure 1) comprend à elle seule 239 600 résidants et cette population urbaine est dominée par des citoyens d'origine chinoise. La population rurale, quand à elle majoritairement ibane, est dispersée sur un territoire de 26 777 kilomètres carrés. Ce territoire est caractérisé par la plus faible densité de population au Sarawak, notamment, le district de Marudi compte une densité de 3,3 habitants au kilomètre carré. Malgré la faiblesse du peuplement humain, certaines régions, qui pour plusieurs facteurs historiques et naturels sont relativement densément peuplées, ont récemment été l'objet de conflits entre occupants et corporations de palmier à huile. Les territoires à haute valeur marchande, par leur proximité des centres économiques et la qualité de leurs sols, par exemple, sont

¹² Entretien personnel avec le professeur Ngidang, UNIMAS, Kota Samarahan, 7 août 2006.

généralement l'objet de telles convoitises. La topographie modestement accidentée sur l'étendue des basses terres de la Division permet l'extension des plantations sur des sols de tourbière ou podzoliques. Au plan macroéconomique, l'économie de la Division est alimentée par le pétrole, le gaz naturel, l'huile de palme, l'exploitation forestière et, dans une moindre mesure, par le tourisme. L'abondance des ressources naturelles explique l'importante disponibilité des emplois à l'extérieur du domaine agricole, à Miri et à Bintulu, notamment. Il s'agit des principales villes de la Division, leur expansion ayant été particulièrement rapide au cours des dernières décennies. On attribue cette importante croissance économique, en bonne partie, à l'exploitation soutenue des combustibles fossiles et particulièrement au développement des installations de liquéfaction du gaz naturel à Bintulu.

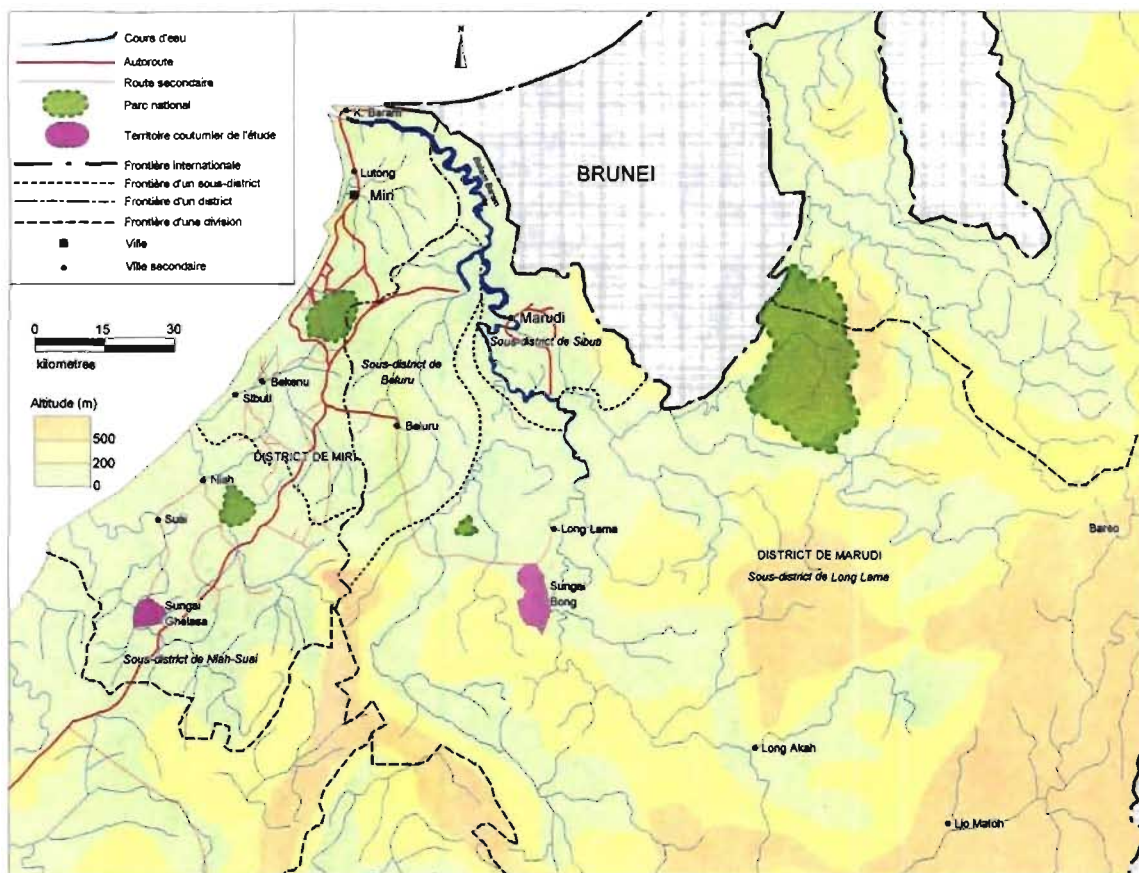
ii. La méthode d'enquête

Bien que l'étude soit basée sur des observations de terrain et les témoignages des intervenants locaux, la recherche est tributaire d'une riche documentation, issue autant de monographies que d'études de cas. La situation de chacune des communautés sélectionnées s'inscrit dans la continuité d'une importante littérature. L'étude de terrain, pour sa part, a été réalisée des mois de juin à août 2006. Au cours de ces travaux, divers villages autochtones ibans, kayans et penans ont été visités. Également, plusieurs entrevues semi-structurées auprès de représentants d'ONG, d'avocats et d'organisations gouvernementales ont été réalisées. Les ONG, étant donné leurs liens d'intermédiaires entre les communautés et le gouvernement ont facilité la compréhension et l'interprétation des enjeux locaux.

Pour les fins de la recherche, nous prenons à témoin deux communautés ibanes auprès desquelles les informations obtenues sont plus complètes (Figure 2). L'importance du fait iban au Sarawak, la localisation des communautés appartenant à ce groupe ethnique et les ONG locales ont influencé cette décision. D'une part, la documentation sur les pratiques ibanes était plus accessible et les enjeux de la transformation de ces communautés, mieux identifiés (Ngidang, 1995, 1997, 2002, 2003). De plus, la localisation de nombreux villages ibans à une distance raisonnable des centres urbains rendait leur accès plus facile. D'autre part, le choix des communautés a été influencé par les ONG qui entretiennent des liens privilégiés avec les populations dont elles défendent la cause. Ces organisations ont soumis

à notre attention des cas précis impliquant des villages ibans, et représentatifs des problèmes auxquels font face certaines communautés autochtones du Sarawak dans un régime de convoitise territoriale. Mentionnons brièvement que les populations visitées entretenaient un fort sentiment d'opposition contre l'État et étaient apparemment unies dans la défense de leurs intérêts.

Figure 2. Localisation des études de cas, Division de Miri



Source : Modifié de De Koninck, 2005; Sarawak Road Map, World Express Mapping Sdn. Bhd.

Les informations et données recueillies pour mener à bien l'étude proviennent de plusieurs types de sources. Les intervenants rencontrés, tels les employés d'ONG, de firmes d'avocats, et d'autres spécialistes, ont consenti à divulguer d'importantes données secondaires, (comme les résultats d'exercice de cartographie communautaire, dossier de cour, etc.). Des méthodes spécifiques aux sciences sociales ont également été utilisées sur le terrain pour poursuivre l'analyse de la situation auprès des paysans et générer des

données primaires. L'observation directe a non seulement ouvert la voie à une meilleure compréhension de la situation, mais a également été valable dans sa dimension phénoménologique. L'expérience du côtoiement des autochtones paysans dans leurs activités quotidiennes a élargi le cadre de la réflexion, tout en constituant une source d'information importante.

Les habitudes de vie et de travail (le milieu de vie) ont ainsi pu être documentées durant les deux séjours passés chez la communauté du Sungai Ghelasa (du 20 au 26 juin et du 9 au 15 août de 2006) et du séjour unique dans une maison longue du Sungai Bong (du 16 au 20 juillet 2006). Les enquêtes de terrain se sont échelonnées de mai à août 2006. Compte tenu de l'absence de permis de recherche, l'objectif initial d'administrer un questionnaire exhaustif à l'ensemble des ménages de chaque maison longue (*longhouse*) d'une communauté a été abandonné au profit d'un questionnaire socioéconomique éclair (Annexe 3). Les avertissements formulés par plusieurs informateurs ont conforté le chercheur dans cette décision, alors qu'il avait entrepris l'étude de ce qui constituait, aux yeux de plusieurs, le sujet le plus controversé au Sarawak. Ce questionnaire visait à documenter l'importance de l'expansion de la culture du palmier à huile par les paysans du Sungai Ghelasa et le profil de ceux qui optaient pour cette entreprise (Annexe 4). Il a été administré à 25 chefs de famille choisis sur une base aléatoire, selon leur disponibilité. Les méthodes d'enquête de l'entrevue semi-structurée et des questions ouvertes (*open-ended*) ont été retenues ici auprès d'informateurs privilégiés, au nombre de plus de 20, issus des milieux paysans et de divers organismes. Les questions posées veillaient à orienter la discussion vers certains thèmes, et laissaient généralement place aux témoignages et récits de vie. Les entrevues, comme l'administration des questionnaires se déroulaient généralement en langue malaise ou anglaise, avec un interprète choisi au village-même pour les personnes unilingues ibanes. Précisons que les entretiens au village se sont déroulés sur le *ruai*, espace communal couvert, sans cloisons, au devant de la maison longue, là où se déroule l'essentiel de la vie sociale de la communauté. Toujours à cause de considérations liées à l'absence de permis de recherche, les entrevues n'ont pas été enregistrées sur magnétophone.

iii. Les limites et les biais potentiels de l'étude

Les observations présentées sont de toute évidence celles d'un chercheur *a priori* doublement étranger aux réalités ibane et paysanne. Ainsi, les interprétations qui tendent vers la description la plus objective qui soit ne peuvent être que le reflet d'avis d'intervenants locaux. Ces informateurs ont permis de rassembler, dans le temps restreint qui m'était imparti sur le terrain, les éléments du problème auquel font face les communautés et les moyens qu'elles empruntent pour le résoudre. L'objectivité étant davantage un idéal qu'une possibilité, le souci de transparence et de distanciation semble mieux indiquer les intentions du chercheur. Inévitablement, les observations et les analyses trouvent leur place dans un raisonnement propre aux sciences sociales, et qui n'a rien de l'intuition ou de l'opinion. L'objectif premier reste de restituer les faits, leur interprétation et leur portée. Mentionnons toutefois que sur place, l'utilisation d'un interprète souvent relié de près au chef du village, introduit un biais potentiel dans le type d'informations divulguées. Également, l'utilisation de la langue malaise par le chercheur a pu mener à des erreurs dans la retranscription des discussions à l'écrit. Cependant, la cohorte des habitants ayant fréquenté l'école primaire lorsque le médium d'enseignement était l'anglais (avant qu'il ne soit remplacé par le malais durant les années 1980) parlaient couramment cette langue. La situation du chercheur, son lien direct avec les ONG et le chef de la maison longue ou ses proches, dans le cas du Sungai Ghelasa, a pu inciter des répondants à modifier les informations exposées. De plus, étant donné la nature grégaire de la population et la tenue des rencontres lors d'activités sociales sur le *ruai* faisaient entrave à l'anonymat et représente aussi une source de biais possible. Le choix des communautés, lui-même effectué en fonction des relations des ONG avec des membres des communautés, a également orienté le type de problèmes offerts à mon analyse. Notons également que le désintérêt pour l'enquête de plusieurs chefs de familles a pu nuire aux résultats. Il ne faut donc pas manquer d'insister sur le caractère superficiel de l'étude, compte tenu du temps passé par le chercheur dans la communauté. En effet, malgré l'observation participante effectuée, des pans importants du contexte social à micro-échelle sont laissés dans l'ombre. À ce titre, il s'est avéré impossible d'appréhender les conflits et/ou négociations qui surviennent au sein de groupuscules de la communauté au sujet de l'utilisation des ressources naturelles (Agrawal, 1999).

L'étude s'étant limitée à deux communautés, elle n'autorise point une généralisation systématique de la situation rencontrée à l'ensemble du Sarawak. L'entreprise impose de demeurer conscient des contingences de chaque communauté, relative à son développement historique dans des conditions locales uniques¹³. Mais également, dans la présente démarche, la prise en compte de mécanismes agissant à des échelles supra-communautaires a également été indispensable à l'analyse. La considération de ces dynamiques permet une forme de généralisation prudente et nuancée des impacts des arrangements institutionnels pour l'ensemble de la société autochtone rurale du Sarawak. Les concepts utilisés ont toutefois bien entendu une portée universelle et il faut également reconnaître leur potentiel dans l'élargissement du problème étudié à d'autres pans de la société rurale.

¹³ Suggérons que l'extension des observations à un nombre plus important de communautés permettrait l'établissement d'une typologie des réponses de chacune des communautés au régime de convoitise territorial et au nouveau contexte économique en fonction de leurs caractéristiques historico-socioéconomiques. Une quantification à plus grande échelle permettrait également de dresser un portrait plus complet de la situation, tout en établissant des conclusions davantage généralisables (Agrawal, 2001).

Chapitre 3. La production historique d'un espace fragmenté

[...] *the Iban no longer are secure at the center of their universe, for many are anxious about what they perceive as their marginality. Not only is the longhouse no longer the focal point of their world, but many question its future as a viable residence type. Whereas the Iban previously expanded to assimilate other peoples, they are now expanding into urban areas and being brought within the sphere of modern cultures. [...] the Iban who once were the dominant group on Borneo have been subjected to more assertive administrations-Brookes, British, and Malaysian.* (Vinson et Sutlive, 1988 : 171)

1. L'État Iban : la forteresse du régime communautaire

i. L'établissement du pouvoir colonial

La citation précédente met en relief le repositionnement des Ibans, et implicitement celui de d'autres sociétés autochtones du Sarawak, au cours de l'évolution économique et politique de l'État. La communauté ibane, telle qu'elle existe actuellement, a été façonnée par ses interactions avec les administrations coloniales. Les modes d'organisation territoriale coloniaux ont soumis ces populations à de nouveaux pouvoirs dès la formation de l'administration sarawakienne des Brooke en 1842. Au Sarawak, comme dans d'autres colonies de l'archipel d'Asie du Sud-Est, les États occidentaux ont posé les jalons de systèmes juridiques et économiques dualistes. Le Régime colonial des Brooke semblait ne pas entretenir l'ambition, et surtout ne pas disposer des moyens suffisants, pour précipiter la transformation sociale des autochtones et leur adhésion à l'économie de marché (Pringle, 1970). Malgré les activités minières et commerciales s'étant développées rapidement, le Sarawak n'était pas considéré en premier lieu pour son potentiel économique. Il s'agissait d'abord, semblerait-il, d'une entreprise philanthropique. Soulignons que des contraintes de taille pesaient sur le développement d'activités mercantiles d'importance, comme la relative rareté des sols fertiles et la dispersion de la population. Ainsi, contrairement à d'autres régimes coloniaux, dont ceux de l'État voisin du *British North Borneo* (Sabah), des Indes néerlandaises (Indonésie), notamment, le régime du *White Rajah*¹⁴ n'a jamais

¹⁴ Le premier *White Rajah* du Sarawak, James Brooke, ancien officier de la *East India Company*, enjoint le Sultan de Brunei (suite à des démonstrations de forces) de lui accorder le titre de Rajah en 1842, officialisant ainsi son implantation sur la frange nord de Bornéo. Une fois le territoire sous le contrôle de James Brooke, le *White Rajah* devint vassal du Sultan de Brunei. Les motivations premières de James Brooke qui agit de son propre chef dans les premiers temps, étaient de supprimer la piraterie ibane (alors appelés *Sea Dayak*) à la

favorisé l'établissement de grandes plantations commerciales alimentées par des capitaux internationaux (Ngidang, 2005). On attribue ce particularisme à la nature singulière du gouvernement Brooke, constituant l'unique colonie britannique à avoir été administrée à titre de royaume personnel. L'État colonial sarawakien, une fois les autochtones passés dans son giron, devait rendre intelligible – au moins au niveau légal dans un premier temps – les modes d'organisation territoriaux ibans afin de mieux contrôler les ressources.

Le Régime colonial, autocrate et paternaliste à l'endroit des autochtones, les Dayaks¹⁵, maintint longtemps ceux-ci dans une économie de subsistance (Pringle, 1970; Ngidang, 2005). Cette situation demeura inchangée jusqu'à la mise en place progressive de programmes visant à permettre aux petits agriculteurs parcellaires de diversifier leurs sources de revenu avec des cultures commerciales à partir du début du 20^e siècle. À l'exception d'une infime élite intégrée au sein de l'administration coloniale, les Dayaks sont restés en marge de l'économie de marché se développant au 19^e siècle (Leigh, 1970). Afin de couvrir les frais de l'administration du territoire, le gouvernement colonial a été forcé de recourir à des travailleurs étrangers, majoritairement chinois. Bien qu'une importante population chinoise ait été présente à l'arrivée du premier *Rajah*, leur immigration massive a été commanditée par le second *White Rajah* à partir de 1880. Ces

solde de princes malais, et de mater la rébellion qui sévissait dans la région de Kuching contre le Sultanat de Brunei (Kaur, 1998). Le Sultanat de Brunei, en déclin continu depuis le 18^e siècle, lui-même devint protectorat britannique alors que se poursuivait l'extension des territoires sous autorité des Brooke.

¹⁵ Les autochtones non-musulmans du Sarawak qui représentent près de 45% de la population (exclusion faite des Malais et des Melanau) appartiennent au grand groupe des *Dayaks*. Ce terme générique, et certes élitif, fait référence à des ethnies distinctes et fragmentées sans réelle appartenance identitaire unifiée, qui peuplaient traditionnellement l'hinterland de Bornéo. Les Dayaks appartiennent tous au groupe ethnolinguistique austronésien et partagent généralement un mode d'organisation communautaire centré sur la *longhouse*, autant dans la partie malaysienne qu'indonésienne de Bornéo. Locuteurs de langues malayo-polynésiennes, les Dayaks seraient arrivés dans la région aux cours des vagues successives d'immigrations ayant balayé l'archipel sud-est asiatique il y a plus de 4000 ans (Colchester, 1993). Les Melanau, étant arrivés dans les premières vagues d'immigration austronésiennes, appartiennent à plusieurs égards aux Dayaks. Cependant, la conversion à l'Islam d'une proportion importante de cette population et leur occupation traditionnelle des côtes, amène certains auteurs à les distinguer par rapport à ceux-ci (Colchester, 1993; King, 1993). Parmi les groupes ethniques dayaks du Sarawak dominant en nombre les Ibans ou *Sea Dayaks*, suivis des Bidayus, (autrefois *Land Dayaks*) et de nombreux autres qui comptent pour moins de 2% de la population et que l'on regroupe sous la dénomination d'*Orang Ulu*, littéralement les peuples de l'amont (Kayah, Kenyah, Penan, Lun-Bawang, Kelabit, etc.). Leur économie est traditionnellement basée sur l'agriculture sur essartage et cette occupation demeure présente, sans nécessairement être prédominante, chez bon nombre de communautés. Ces populations appartiennent pour la majorité à diverses confessions chrétiennes, sans toutefois qu'aient disparu les croyances et pratiques animistes.

populations ont profité de l'essor de l'économie et du commerce au 19^e et au 20^e siècle, dont le développement des mines d'antimoine. La taxation des activités de commerce et d'agriculture commerciale de cette main-d'œuvre vite devenue entrepreneure, fournissait l'essentiel des revenus de la colonie (Pringle, 1970).

Ce traitement différentiel cadrait avec une approche de non-intervention du *White Rajah* (Ngidang, 2005) qui veillait à préserver la relative intégrité des sociétés autochtones, tout en favorisant l'extension du contrôle du Régime. Les administrateurs s'assuraient, de la sorte, du maintien d'un relatif *statut quo* dans les campagnes tout en parvenant à générer des revenus du secteur d'exportation des ressources naturelles. La fracture territoriale ainsi constituée par l'épisode colonial a donné lieu à un ordre économique dualiste. S'opposaient dans cette configuration économique et sociale un système dominé par des modes économiques de subsistance et un autre, capitaliste et majoritairement urbain. Le centre et la périphérie de l'économie capitaliste étaient ainsi produites historiquement (Appell, 1997). Les Dayaks et leur économie de subsistance se trouvaient à l'extérieur de la cloche du capitalisme, pour emprunter à Braudel son analogie. Les groupes socioéconomiques étaient ainsi construits et les frontières les séparant rendues rigides par le pouvoir colonial.

La dynastie des Brooke étant une colonie privée dotée de moyens restreints, son approche de conquête reposait sur la création d'alliances stratégiques avec les Dayaks et surtout avec les Ibans. L'exploitation de leur propension à la colonisation pionnière afin de peupler de « sujets loyaux » les territoires nouvellement conquis a largement été utilisée par les Brooke (Pringle, 1970). Tous les autochtones du Sarawak, les Dayaks, Malais¹⁶ et Melanau ont ainsi obtenus un statut légal distinct des Chinois, l'autorité ayant admis la primauté de

¹⁶ Les Malais qui constituent un des groupes les plus importants en nombre au Sarawak occuperaient les régions côtières de l'archipel depuis l'extension de divers empires malais bouddhistes indianisés autour du 6^e au 12^e siècle de notre ère. Peuple de marchands et de pêcheurs à l'origine, ils ont construit leurs villes et villages sur les littoraux marins et estuariers (Rousseau, 1990). Lorsque le Régime des Brooke a repoussé les frontières de sa colonie bornéenne aux dépends du Sultanat de Brunei, Proto-État malais en décadence, il a récupéré en partie les structures de cette administration en négociant le pouvoir avec les chefs malais. Le Sultanat avait vassalisé bon nombre des peuples Dayaks au cours du 17^e siècle, sans pourtant exercer un contrôle serré sur l'intérieur des terres (Pringle, 1970). L'administration coloniale britannique et ensuite le pouvoir fédéral de Kuala Lumpur ont seulement consolidé la place des Malais dans le secteur de la fonction publique (Colchester, 1993).

leurs droits. La reconnaissance des systèmes de lois coutumières et traditionnelles dayaks par l'administration coloniale allait donc de soi. On désigne depuis l'ensemble des lois et coutumes autochtones s'appliquant aux règlementations sociales traditionnelles par le terme générique de l'*adat*. On peut lire dans le code de l'*adet Kayan-Kenyah* (1994), similaire à l'*adat* iban, les fins de ce corpus de lois :

The primary function of the adet is to maintain a harmonious relationship among members of the community and preserve the physical and spiritual well-being of the longhouse. Proper conduct in accordance with the adet keeps the community in a "state of balance" individuals with individuals and the community with the physical environments. A breach in the adet threatens individual relationships, the spiritual well-being such as the health of the people, and the material prosperity of the whole community and must be strictly adhered to.

L'*adat* réfère également à la gestion de la tenure élaborée à travers l'évolution des systèmes économiques et sociaux autochtones. Le mode d'organisation social (et territorial) communautaire de la majorité des Dayaks était ainsi enchâssé dans les structures politico-légales du Sarawak. Ce droit accordé par l'administration Brooke devait paver la voie à l'instauration des territoires coutumiers et par le fait même, posait le défi de leur définition légale. Or, cette forme d'organisation territoriale communautaire est, historiquement, étroitement liée à un contrôle étatique diffus sur des populations marginales (Bulan, 2006; Elson, 1997). Bien entendu, il s'agit de peuples uniquement marginaux par rapport au centre de l'administration, et auxquels on a conféré le droit d'organiser la gestion de leur propre territoire à l'intérieur d'un nouveau cadre administratif (Elson, 1997 : 123). Cette administration, faut-il le rappeler, a néanmoins assujetti à son autorité les sociétés autochtones. Cette accommodation d'une administration coloniale dotée de moyens restreints a des implications majeures dans la période actuelle.

ii. La territorialité de la communauté

La nature territoriale des communautés ibanes, dès les phases de colonisation pionnière en forêt primaire, était fondée sur des notions imprécises de territoires exclusifs, *pemakai menoa*, et de droits d'usufruits. Cependant, l'abondance des ressources en terre limitait l'importance de la notion de frontières. Sans pour autant autoriser d'autres ménages à cultiver des terres inutilisées à l'intérieur du territoire d'une communauté, les limites en demeuraient imprécises (Rousseau, 1990 : 138). La colonisation pionnière ibane faisait de

la communauté une notion mouvante, sans attaches territoriales strictes. Ainsi, ces modes semi-nomades donnaient lieu au développement d'une agriculture sur abattis-brûlis à l'intérieur de cycles de jachère forestière. Les membres de la communauté pratiquaient l'agriculture sur toute l'étendue située à une distance raisonnable et sécuritaire de la maison longue. Après cinq ou six ans, une fois toutes les terres à portée cultivées, on déplaçait la maison longue pour recommencer le processus (Cramb, 1986 : 9). L'augmentation consécutive de la concentration de la population et la raréfaction subséquente des ressources a forcé l'identification plus formelle des frontières d'une communauté afin de limiter les conflits (Cramb, 1986 : 10). Ces frontières (*garis menoa*), généralement reconnues par les communautés voisines, étaient représentées par des éléments du paysage naturel, telles les crêtes des collines, cours d'eau, affleurement rocheux, ou encore par des arbres plantés¹⁷. L'abolition des guerres tribales, *headhunting*¹⁸, avec l'implantation du régime colonial et son système de justice britannique ainsi que l'action des missionnaires chrétiens, ont encouragé le développement de patrons d'établissement moins équivoques. En effet, les conflits liés au partage des ressources ne pouvant plus désormais être réglés par la violence, ils étaient généralement soumis à l'arbitrage de l'État. Et l'admission de cultures permanentes, telles l'hévéa, dans les domaines autochtones dès le début du 20^e siècle, a encore renforcé une notion de territorialité définie, aux niveaux communautaire et familial (Cramb, 1989; Cramb et Wills, 1990).

Selon les lois traditionnelles ibanes, par le défrichement de parcelles de forêt vierge pour la culture saisonnière du riz (*bukit paddy*)¹⁹, chaque ménage marque les limites de la propriété

¹⁷ Sahabat Alam Malaysia, entretien personnel, Marudi, 25 juillet, 2006

¹⁸ Parmi les coutumes ibanes, celle de la guerre et de la collection des têtes ennemies (*headhunting*) était indispensable pour mettre un terme à la période de deuil lors du décès d'un membre de la communauté (Pringle, 1970: 23). La répression des guerres tribales menées en grande partie par les Ibans reposait sur la récupération de la culture guerrière ibane au profit du Régime Brooke contre les éléments rebelles de la société, soit-il Ibans, Kenyahs ou autres. L'État s'assurait ainsi le monopole de la violence.

¹⁹ Avec les termes de la langue anglaise pour désigner l'agriculture sur abattis-brûlis (*swidden cultivation*) on emploie fréquemment à tort le terme de *shifting cultivation* (agriculture itinérante) qui selon Ngidang (2005) est investi d'un sens péjoratif faisant référence aux peuples qui détruisent l'environnement, et utilisé pour ternir l'image des pratiques autochtones. Longtemps l'attribution de la dégradation forestière aux pratiques d'agriculture sur brûlis ibanes ont légitimées de nouvelles réglementations afin de circonscrire le territoire de cette population.

familiale²⁰. La famille nucléaire, *bilek*, constitue l'unité de base autonome de la communauté (Wadley, 1997). Le défrichement initial de la forêt vierge représente, effectivement, l'investissement en travail, de loin, le plus important. En conséquence, la famille conserve les droits d'utilisation exclusifs de cette parcelle aussi longtemps que celle-ci n'est pas abandonnée au-delà d'une période de temps permise par la communauté. Après ce laps de temps, elle est retournée à la propriété communale et éventuellement confiée à une autre famille (Cramb, 1986 : 16). Les familles disposent donc d'un droit d'usufruit conditionnel à l'utilisation soutenue de la parcelle (Appell, 1985). L'attribution des parcelles aux ménages est règlementée selon l'*adat*, en fonction d'une décision collective (le conseil des familles, *aum*, auquel les hommes et les femmes participent et où les décisions sont prises par consensus) (Horowitz, 1998; Rousseau, 1990 : 139). L'ensemble du domaine acquis par une famille pionnière doit ensuite être distribué aux enfants qui s'établissent dans le même village (*terun*), entraînant un fractionnement de la propriété foncière. Cependant, d'autres communautés dayaks telles les Kenyah du haut Kuala Baram habitent une région moins densément peuplée et n'ont nul besoin de faire valoir de droits d'usufruits familiaux²¹. Ils s'entendent généralement à l'amiable pour cultiver à nouveau la jachère forestière d'un autre paysan. La densité de population constitue ainsi une donnée fondamentale dans l'évolution des systèmes régulant l'accès à la terre.

En addition aux parcelles familiales, le territoire de la communauté légalement désigné par « *Native Customary Rights* » intègre aussi des ressources collectives. Celles-ci sont administrées conjointement par tous les membres d'un village, mais ces ressources ne sont pas moins privées, de type corporatif²². Les cours d'eau (*tegeran ai*) et régions laissées en

²⁰ Cramb (1989) citant Freeman (1970: 129) insiste sur les caractères individualiste et hautement compétitif de la société ibane dans laquelle chaque famille constitue une unité de pouvoir en elle-même, *power unto itself*, au sein d'une société égalitaire. Mais Cramb nuance ses affirmations en traitant de la forte propension des familles ibanes à la solidarité, à la coopération dans les travaux communautaires comme pour la préservation de la communauté. Ces notions sont néanmoins relatives.

²¹ Entretien personnel, informateur anonyme, district de Marudi, 8 juillet, 2006

²² Appell (1997) fait la lumière sur les typologies des modes de propriété. Il met l'accent sur la distinction entre *common property*, *open access* et *multiple ownership*. Selon celui-ci, le concept de *common property* constitue un oxymore que l'on confond avec *open access*. On aurait ainsi à tort tenté d'opposer la propriété

forêt primaire pour les besoins des ménages (*pulau*)²³, cimetière (*pendam*) possèdent également ce statut. Ces ressources collectives sont intégrées au territoire de la communauté. Malgré l'existence de droits d'usufruits sur les parcelles familiales, lorsque celles-ci sont abandonnées à la jachère forestière, le gibier et les plantes sauvages qui s'y retrouvent sont propriété collective. En général, les droits exclusifs s'appliquent uniquement sur les produits agricoles (Cramb, 1986 : 16). Ce mode de gestion des ressources naturelles avait été reconnu par le Gouvernement colonial, lequel l'avait rendu public dans un mémorandum dès 1939²⁴ (Bulan, 2006 : 47).

Cependant, l'adoption généralisée des cultures permanentes (hévée, poivre) par les Ibans et les Dayaks ont posé de nouveaux défis à l'organisation communautaire du territoire. Plusieurs cas de conflits ont été répertoriés dans lesquels des ménages ou individus s'arrogeaient l'utilisation des parcelles communales en plantant des cultures permanentes (Cramb, 1986 : 22). Néanmoins, de nombreuses communautés se sont dotées de lois afin de limiter les effets déstabilisateurs de la montée en importance des cultures permanentes sur la tenure traditionnelle. On retrouve des clauses dans l'adat Kayan-Kenyah qui règlementent la création d'un jardin consacré aux cultures permanentes, le soumettant à l'approbation des habitants du village. L'introduction des cultures arboricoles a favorisé la transformation de la tenure avec la quasi-généralisation d'un droit d'usufruit perpétuel sur les parcelles familiales. Toutefois, Cramb (1986, 1989) et Cramb et Wills (1998) insistent sur l'absence de tendance unilinéaire dans l'évolution des systèmes agraires ibans. En effet, selon ces auteurs, le passage d'un système de propriété communautaire à un système de propriété strictement individuel n'est pas inéluctable. Les modifications de la tenure relèveraient plutôt d'une réponse collective aux changements des circonstances économiques, écologiques et techniques tels la pression démographique et l'accès au

privée à la propriété communautaire, alors que ces deux concepts n'éclairent en aucun point la complexité des régimes de propriété autochtones ibans au Sarawak. Il s'agit plutôt d'un discours idéologique et occidental.

²³ Il est à suggérer que comme dans le cas de d'autres sociétés autochtones de Bornéo, telles les Rungus, les superficies forestières fermées à l'agriculture - pour la protection d'une source d'eau potable ou l'extraction de produits forestiers - soient devenues propriété collective corporative d'un village sous l'effet conjoint de la raréfaction des ressources et des contraintes imposées par le Régime britannique. C'est ce qu'Appell, (1997) nomme le *structuralisme émergent*.

²⁴ Secretarial Circular No. 12 of 1939

marché. Les tendances socioéconomiques les plus récentes laissent entrevoir un mouvement marqué du droit d'usufruit vers la propriété individuelle dans les territoires coutumiers du Sarawak. On attribue cette situation non seulement au développement rapide de l'agriculture permanente, mais aussi à l'abandon des activités agricoles (Doolittle, 2004). Bien qu'une portion croissante des autochtones s'engage dans des activités économiques hors-fermes, ils conservent un droit d'usufruit sur leurs parcelles en territoire coutumier. L'*adat*²⁵, étant donné son cadre adaptatif, favoriserait une modification continue des structures de la société, permettant ainsi une utilisation durable des ressources de la communauté sans sacrifier le modèle d'organisation communautaire (Cramb et Wills, 1998). Ces transformations ne sont pas moins représentatives de la transition agraire en cours.

Si certaines populations ont partiellement délaissé l'*adat*, ce code de traditions orales transcrit en loi est loin d'avoir sombré en désuétude. Il régit d'ailleurs toujours bon nombre d'aspects économiques et sociaux de la vie en communauté rurale. De plus, certaines associations ibanes travaillent actuellement à la mise à jour de l'*adat* en fonction des valeurs chrétiennes intégrées à la vie sociale²⁶. Dans les cas où on persiste à observer l'*adat*, les comportements sociaux doivent se conformer à ce code à défaut de quoi les individus lésés par des écarts de conduite seront dédommagés par un système d'amendes. Ainsi, chaque communauté, sur les limites de son territoire, constitue une forme de micro-État, un important ensemble de pouvoirs relevant de sa juridiction (Ngidang, 2006). Ce sont des pouvoirs qui, en principe, ne doivent pas interférer avec les prérogatives de l'État.

iii. La communauté : unité administrative et micro-État

Les relations sociales entre et à l'intérieur des communautés sont régulées par cette division sociale du territoire qui définit les échelles d'interaction et d'organisation. Ces échelles représentent des modes d'organisation culturels ibans, mais elles témoignent de

²⁵ L'*adat Iban*, (*Majlis Adat Istiadat*), a évolué en étroite relation avec l'État, de façon à identifier et traduire les concepts ibans afin qu'ils conviennent aux nécessités de l'Administration et de la législation du Sarawak (Hooker, 1999). Rendre intelligible et déchiffrable au système bureaucratique anglais les lois et traditions autochtones a immanquablement altéré le contenu et homogénéisé la signification de la tenure traditionnelle pour les autochtones. Il semblerait toutefois que l'*adat* dépasse encore largement son contenu codifié.

²⁶ Entretien personnel avec un informateur anonyme, Kuching, 4 août, 2006

l'intervention coloniale. Les Brooke ont en effet tenté de cristalliser ces échelles pour favoriser le contrôle des campagnes. Chaque maison longue constitue une entité politique indépendante, représentée par son chef, le *Tuai Rumah*. Un village (*kampung*) peut comprendre de une à dix maisons longues²⁷ dans certains cas exceptionnels. Ces habitations partagent un même territoire (*pemakai menoa*), sur lequel un des *Tuai Rumah* occupera le poste de chef du village, le *Tuai Kampung*. Le *tuai rumah* est généralement élu à la suite d'élections enclenchées lors de la démission d'un chef ou à la demande des habitants, exprimée par pétition. Cependant, le titre semble se transmettre de façon héréditaire dans bon nombre de cas pour des raisons d'influence familiale. Les recherches anthropologiques (Pringle, 1970; Cramb, 1986; Ngidang, 1998) ne manquent pas de souligner, avec raison, la nature historique égalitariste des Ibans. Une structure de gouvernance relativement égalitaire perdure effectivement dans la maison longue. Il apparaît toutefois que les transformations institutionnelles et l'intégration à l'économie de marché aient transformé les modes de fonctionnement sociaux ibans.

Il faut ainsi remettre dans le contexte de leur évolution ces systèmes qui ont été forgés pour transiger avec le pouvoir colonial et l'autorité indirecte qu'il exerçait sur les périphéries (Scott, 1998; Hooker, 1999). De la sorte, malgré leur nature égalitariste, les sociétés ibanes ont été forcées à travers l'histoire d'intégrer des éléments hiérarchiques pour satisfaire à une structure de gouvernance bureaucratique. Le *temenggong*²⁸ (chef suprême) *pemancha* (chef régional), *pengulu* (chef sub-régional) et *tuai Rumah*, *tuai Kampung* (chef de maison longue et de village) sont devenus des titres administratifs ethniques ibans (Viston et Sultive, 1988; Colcheser, 1993). Chaque groupe ethnique autochtone légalement reconnu au Sarawak est doté de cette structure. Il s'agit de postes exclusivement occupés par des hommes. Leur autorité se restreint pour l'essentiel à l'*adat*, mais ils sont également habilités dans d'autres domaines, comme l'enregistrement des naissances et l'octroi des

²⁷ La maison longue constitue une forme de condominium formée d'habitations attenantes, mais individuelles, chacune étant la propriété exclusive du ménage qui l'habite. Cette forme de construction favorise la cohésion sociale des habitants qui circulent à l'abri des intempéries sur le balcon (*ruai*) au devant.

²⁸ Ces titres d'origine malaise et non ibans, doivent leur existence à l'intervention britannique, ceux-ci ayant imposé cette structure politique en utilisant les titres de la hiérarchie des sultanats malais de la région.

cartes d'identité²⁹. Cette structure de gouvernance hiérarchique existe en parallèle au système légal de démocratie représentative de l'État. L'idée-même de communauté définie et représentée dans une hiérarchie de pouvoir constitue une construction idéologique coloniale qui a certes transformé la carte cognitive du monde iban au Sarawak. Il s'agit néanmoins de la superposition d'une nouvelle réalité par l'État pour les fins de l'administration et du contrôle (Mosse, 1999 : 84). Ce régime d'administration, qui demeure encore actuellement, a cependant permis l'émergence d'une élite ibane ayant eu de profondes répercussions en matière de gouvernance. Plusieurs perçoivent d'ailleurs ces représentants des communautés autochtones rurales comme des fonctionnaires de l'État. Viston et Sultive (1988) présentent l'impact direct de la création de ce nouveau pouvoir administratif dans la division de Sibü :

The second Rajah established a network of power ties with himself at the vortex, a system which was in stark contrast to the impermanence of leadership among the egalitarian Iban. [...] The creation of the status of pengulu had far reaching implications in the loosely structured Iban political organization. The Pengulu were to supervise collection of an annual family tax and to receive a commission of 10 percent on all taxes collected. The Pengulu were empowered to judge interhouse disputes, such as quarrels over land boundaries, adultery, or cases which the Tuai Rumah could not resolve... In the 1920s, under third Rajah, the Pengulu began to receive salaries in lieu of commissions on taxes and fines (Vinson et Sutlive, 1988: 144-145).

L'application des réglementations³⁰ du Régime colonial Brooke à la quasi-totalité des basses-terres du Sarawak affirmait les traits paternalistes du régime et protégeait les autochtones contre la dépossession terrienne. Toutefois, les nouvelles réglementations n'en limitaient pas moins les territoires autochtones aux superficies occupées physiquement ou directement utilisées. Derrière ses réglementations se profilait l'objectif de permettre le développement d'activités économiques capitalistes par les Chinois sur les autres territoires. Pour asseoir son contrôle des ressources naturelles, l'administration coloniale cherchait à limiter les pratiques de colonisation pionnière ibanes non-encadrées par l'État. Par la suite, d'autres réglementations (Forest Ordinance, 1953, Land Code, 1958, Wildlife

²⁹ Entretien personnel avec le Maître Harrison, Miri, 15 juin, 2006

³⁰ *The Code of Laws, 1842*: permettait aux immigrants chinois de s'installer uniquement sur les terres non-occupées par les Malais ou les Dayaks. Le *Land Regulation, 1863*, avait pour clause principale de rendre illégal tout développement agricole sur des territoires sur lesquels des droits avaient été établis au préalable par les premiers habitants du Sarawak (Ngidang, 2005 : 51).

Ordinance Protection, 1990) viendraient restreindre et formellement interdire la colonisation pionnière et l'ouverture de nouveaux domaines pour la riziculture traditionnelle sur brûlis (Ngidang, 2005 : 53). Ces réglementations constituent d'importants jalons dans l'intégration des territoires de la périphérie à l'État (Vandergeest et Peluso, 1995).

Le territoire coutumier (*Native Customary Rights, NCR*) est désormais confiné spatialement par un ensemble de lois étatiques. Ses institutions confèrent toujours une sécurité à des populations qui, seulement récemment, ont accédé aux secteurs de l'économie hors du domaine agricole. De nombreux individus demeurent attachés culturellement à la terre, comme partie intégrante de leur *milieu de vie*. En effet, les rituels, travaux communautaires, loisirs, savoir traditionnels sont indissociables du *kampung* iban et de son *Pemakai Menoa*. En effet, l'espace social qui a été constitué à l'intérieur des frontières du Pemakai Menoa est investi d'importantes fonctions économiques et culturelles. Des pans entiers de la population dayak pratiquent toujours la riziculture traditionnelle et la récolte des produits de la jungle. Malgré l'intégration croissante au monde urbain, des déplacements pendulaires entre la ville et la campagne³¹ demeurent répandus. Et de nombreuses communautés sont opposées de façon acharnée à voir s'éroder les droits coutumiers dont ils bénéficient, souvent, depuis des temps immémoriaux. L'identité communautaire est indissociable d'une territorialité constituée à travers l'évolution de l'État. Cette identité persiste, dans une certaine mesure, malgré les transformations sociétales (Ngidang, 2006). Mais rappelons que l'exode rural, trait majeur de la transition agraire en cours, contribue fortement à l'érosion des institutions et coutumes traditionnelles, et ainsi, à l'affaiblissement de la communauté. La cohésion sociale, apanage des sociétés traditionnelles, est donc minée par la disparition progressive de connaissances autrefois centrale à la culture ibane (Horowitz, 1998).

³¹ Entretien personnel, Sahabat Alam Malaysia, Marudi, 20 juillet, 2006

2. L'architecture légale du système agraire

The customary land rights they hold are precious to the heart and the mind of the Ibans and other indigenous people of Sarawak. They represent the fortress of their survival which they have defended from before the earliest days of Brooke Rule to present (Sandin, 1980, p.14; Colchester, 1993).

i. Le quadrillage des réglementations agraires

L'augmentation régulière du prix de l'huile de palme sur le marché international a entraîné une allocation rapide des territoires à cette fin par l'État. De nombreux autochtones³² du Sarawak ont vu les espaces qui leurs étaient ouverts être réquisitionnés pour le développement des grandes plantations. Les réglementations d'accès au territoire se sont ainsi complexifiées, faisant des frontières restées jusque-là strictement abstraites, des limites réelles dans un régime de convoitise territoriale. Ainsi, les législations agraires tendent à permettre la conversion d'importantes superficies en plantations de palmier à huile par le grand capital. Les frontières socialement construites des micro-États autochtones (Paasi, 1998) se voient donc soumises à de nouvelles réglementations. Le régime agraire actuel du Sarawak tend à miner le droit à la propriété autochtone sur d'importantes superficies qu'ils possèdent *de facto*, mais qui *de jure* constituent des terres gouvernementales. De la sorte, des régimes discursifs faisant l'apologie d'une gestion efficace et durable des ressources naturelles ont légitimé de nombreux exercices de réglementation territoriale afin de confiner l'agriculture sur brûlis. D'autres discours, ceux-là énonçant l'urgence de la croissance économique, visent également à justifier l'expansion des plantations de palmier à huile.

Historiquement, l'intégration des lois et coutumes autochtones au système légal par l'administration Brooke, reconnaissait le droit aux communautés d'occuper la terre, mais ne

³² Le titre d'autochtone du Sarawak désigne généralement les Dayaks (Melanau inclus), ainsi que les Malais. Contrairement au titre de Dayak et de sa signification difficilement saisissable, sauf en des termes historiques, celui d'autochtone (*Native, Bumiputera*), a une réelle portée légale et politique. Il confère aux groupes ethnoculturels désignés comme autochtones, sous la *New Economic Policy*, avantages et primautés économiques par rapport aux non-autochtones, principalement Chinois.

constituait pas un titre de propriété³³ (Dale, 1997). Le Régime Brooke est notoire pour avoir enchâssé dans les lois une interprétation pluraliste de la tenure autochtone (Barney, 2004) dès l'adoption du *Land Regulation* de 1863. Or, l'imposition d'un régime agraire occidental anglais reconnaissant uniquement les titres individuels comme partie intégrante de la propriété légale, a donné lieu à un système d'une exceptionnelle ambiguïté. À l'époque coloniale, l'étrécissement des critères de l'administration coloniale régissant l'accès à la propriété formelle décourageait les autochtones qui auraient souhaité y adhérer. C'est-à-dire, d'une part, que les terres sous jachère forestière et consacrées à la culture des arbres fruitiers n'étaient généralement pas reconnues lors de l'arpentage de l'administration. D'autre part, les autochtones se montraient rétifs à l'abandon des droits d'usufruits coutumiers préalables à l'obtention d'un titre officiel (Ngidang, 2005). Ils étaient d'autant plus découragés par le paiement des frais d'arpentage et de taxes, alors qu'ils se considéraient déjà propriétaires de la terre. Leur droits à la terre étaient effectivement protégés par les institutions traditionnelles et légalement reconnus par l'administration coloniale.

Selon les premières législations agraires, l'administration coloniale devenait virtuellement détentrice de toutes les terres sans titre de propriété individuelle formelle, qui devenaient, pour leur part, des terres de la Couronne³⁴. Les autochtones constituaient ainsi légalement des titulaires de licence pour l'utilisation des terres de la Couronne sans jamais accéder à la propriété. Également, les portions des territoires communautaires que nul famille ou individu ne pouvait revendiquer pour lui seul, et qui n'étaient pas ostensiblement aménagés, appartenaient à un espace juridique indéfini entre la légalité et l'extra-légalité. La reconnaissance d'un régime de propriété communautaire posait ainsi le plus grand défi aux juristes, qui d'ailleurs, demeure aujourd'hui. Afin de faire face à cette ambiguïté, le *Land Order* de 1933 habilita les postes de districts à créer des réserves autochtones coutumières,

³³ Le *titre de propriété* correspond à une définition légale abstraite qui n'implique en aucun cas l'occupation ou l'utilisation du territoire par son propriétaire. Cette forme de propriété nécessite l'existence d'un appareil légal universel en mesure de faire respecter les droits de propriété établis par les titres fonciers (Dale, 1997). Cette conception occidentale de la propriété foncière s'oppose aux conceptions traditionnelles ibanes et autochtones sarawakiennes qui régissaient originellement l'accès à la terre en fonction des besoins de chacun des membres de la communauté.

³⁴ *Crown land*: Toute terre pour laquelle aucun document ou titre n'a été émis.

Native Customary Reserve, comprenant les propriétés communales (Ngidang, 2005; Bulan, 2006). Ils étaient en droit d'en enregistrer les frontières, sans imposer de frais de taxes ou de primes d'allocation (*premium*), mais également sans fournir aucun document légal à la communauté.

Toutefois, les conflits liés à l'équivocité du régime agraire mixte se sont faits discrets avant une date plus récente. L'absence de convoitise sur les abondantes ressources naturelles de la plus grande portion du territoire expliquait cette situation. D'autant plus que les moyens employés pour étendre le régime de propriété formelle sous les Brooke, de 1841 à 1942, sont demeurés modestes. Les interventions en la matière ont été ciblées pour répondre à des problèmes ponctuels comme la régularisation du statut des squatteurs chinois et javanais dans la région de Kuching, dans un périmètre étroitement contrôlé par l'administration. En réalité, à l'extérieur des régions situées au-delà d'un rayon de quelques kilomètres d'un poste colonial, l'accès à la terre était plutôt libre (Pringle, 1970; Ngidang, 2005). Encore actuellement, les terres de l'État demeurent largement accessibles aux habitants des milieux ruraux qui y pratiquent leurs activités de chasse et de pêche, comme la collecte des produits de la jungle.³⁵

Le Sarawak fut cédé au Royaume-Uni en 1946 par le Régime Brooke aussitôt effectuée la reddition de l'armée japonaise. Dès 1948, le nouveau gouvernement britannique de l'État devait réaffirmer son contrôle sur la codification agraire et l'administration de la colonie. Il s'agissait de mettre de l'ordre dans l'ensemble des décrets et clauses des législations agraires antérieures. Le *Système Torrens* implanté en 1948, développé en Australie, marquait l'introduction d'un nouveau code d'enregistrement des titres de propriété (Bulan, 2006). Il rendait obligatoire l'arpentage de toutes les parcelles utilisées et la distribution des nouvelles en fonction d'un cadastre uniforme, celui d'une grille géométrique (Scott, 1998 : 51). D'ailleurs, ceci n'a pas encore été complété dans le cas des territoires autochtones coutumiers. Les droits historiquement acquis des autochtones et l'incompatibilité de leur tenure avec celle des modèles de propriété individuelle expliquent que perdure ce système

³⁵ Journal of the Bruno Manser Fonds

dualiste. De plus, la *Land Classification Ordinance* de 1948 introduisait une classification du territoire en cinq catégories qui prévalent encore aujourd'hui (Tableau I). Les propriétés terriennes des populations non-autochtones chinoises, se voyaient confinées aux zones mixtes. Les transactions foncières étaient interdites entre autochtones et non-autochtones dans les *Native Area Land*, *Native Customary Land* (NCL) et *Interior Area Land*. Le NCL était pour sa part intégralement incorporé à la structure législative agraire. Avec ces réglementations, l'appartenance ethnique se voyait définitivement institutionnalisée et intégrée au système agraire (Bulan, 2006). Ce modèle ethnique d'une exemplaire rigidité est toujours en vigueur actuellement, mais les populations trouvent allègrement à le contourner.

Tableau I. Superficie des principales classes d'utilisation du territoire au Sarawak

Catégories du territoire	Évaluation coloniale, (%)	Évaluation gouvernementale, 2003 (%)
Mixed Zone Land	8	13
Native Area Land	7	12
Native Customary Land	22	13
Reserved Land	16	26
Interior Area Land	47	36

Sources : *Ministry of Land Development, Sarawak*, 2003; Ngidang, 2005

Au Sarawak, les dispositions légales et institutionnelles ayant mené à la catégorisation du territoire en fonction du groupe ethnique constitue une forme singulière de réglementation territoriale. Cependant, toutes les nouvelles réglementations depuis la fin de la période coloniale en 1963 tendent à éroder les droits de propriété autochtones octroyés au cours de l'époque coloniale, surtout sous les Brooke de 1841 à 1942. La diminution substantielle de la proportion des *Native Customary Land* au profit du *Native Area Land* (Tableau I) marque l'intégration des territoires coutumiers au marché terrien légal, hors du régime de propriété communal. La croissance de la superficie de *Mixed Zone Land* évaluée, de la période coloniale à la période actuelle, représente également l'ouverture de nouvelles superficies à l'achat par des non-autochtones. Ces territoires seront potentiellement alloués à des corporations de palmier à huile. Aussi, la classe de *Reserved Land* indique l'augmentation des superficies forestières spécifiquement identifiées par le gouvernement pour leur exploitation (*Permanent Forest Estate*, PFE) ou leur protection.

ii. Le Land Code de 1958

Subséquemment à la *Classification Ordinance*, divers amendements ont eu pour but d'empêcher l'obtention de droits coutumiers sur de nouvelles terres défrichées. Ces réglementations pavèrent la voie au *Land Code* de 1958 qui constitue la pièce maîtresse de la législation agraire du Sarawak. En effet, le *Land Code* est venu souder l'ensemble disparate des lois et édits précédents (Hooker, 1999). En vertu de ce code, les droits coutumiers à la terre (NCR) pouvaient être acquis par moyens d'occupation et d'utilisation antérieurs à 1958³⁶ ou « tout autres moyens licites ». Cette dernière clause fondamentale, abrogée en 2000, a longtemps autorisé des communautés autochtones à asseoir leurs revendications à la terre coutumière sur d'autres principes (culturels notamment) que le seul territoire aménagé et utilisé. Les requêtes d'accès aux forêts communales coutumières ibanes (*pulau galau*) et penan (*pengurip*) n'avaient plus lieu d'être en fonction de cette nouvelle législation (Bian, 2000). Toutefois, selon d'autres opinions, malgré les ambiguïtés au niveau de la définition, le *Land Code* avait également pour finalité de conférer un pouvoir légal définitif aux droits territoriaux coutumiers autochtones³⁷. Mais le problème fondamental se situe au niveau de l'*adat*, de la conception traditionnelle du territoire autochtone qui relève de l'interprétation (Bian, 2000).

Malgré l'absence de définition univoque des droits coutumiers intégrée au *Land Code*, un cas de jurisprudence³⁸ a déjà clarifié la signification de ce concept dans le contexte du Code. Cette percée juridique n'a guère empêché les amendements successifs au *Land Code* durant les années 1970 et 1990, qui comportaient des ordonnances convergeant vers la

³⁶ Les droits pouvaient être créés par: a) le défrichement de jungle vierge et l'occupation de la terre, b) la présence de plantations d'arbres à fruits, c) l'occupation ou la mise en culture des sols, d) l'utilisation du sol pour des fins de sépulture, e) la présence d'une voie ou d'un droit de passage, f) ou toute autre méthode licite

³⁷ Sahabat Alam Malaysia, Entretien personnel, Marudi, 12 Juillet, 2006

³⁸ L'avocat Baru Bian cherche à voir intégrée au *Land Code* une signification non-ambiguë des territoires coutumiers. Il réfère ainsi à un cas de jurisprudence. "Section 2 of the Sarawak Land Code amongst other things defines Native Customary Land as 'Land in which native customary rights, whether communal or otherwise, have lawfully been created prior to the 1st day of January 1958, and still subsist as such'. There is no definition of 'native customary rights' in the Sarawak Land Code. But the landmark case of *Nor Anak Nyawai & Ors v. Superintendent of Lands & Surveys, Bintulu [2001]*, clarified what Native Customary Land means in the context of the Sarawak Land Code; i.e it is not only the cultivated farmland (*temuda*) or secondary forests but it also encompasses the 'reserved virgin forests' (the *pulau*) and the territorial domain around the longhouse (*pemakai menoa*) created before the 1st day of January 1958. The Court of Appeal affirmed this legal understanding last year (2005) in the same case on appeal by the Defendants."

restriction des utilisations des terres publiques (Ngidang, 2003, 2005; Hooker, 1999). Parmi ces mesures, certaines vont même jusqu'à l'augmentation des pouvoirs coercitifs, conférant à l'État le pouvoir d'exproprier les autochtones. Les droits coutumiers peuvent ainsi être révoqués au nom de projets de développement³⁹. À cet égard, les autochtones ne peuvent revendiquer l'utilisation exclusive des ressources en eau. Si bien que la convoitise actuelle des terres pour l'agriculture de plantation et les limites des recours légaux font souvent de l'occupation physique de la terre, par la mise en place de cultures permanentes notamment, la seule affirmation possible de la légitimité à posséder un territoire. En fonction de l'interprétation légale la plus stricte du *Land Code*, tout territoire coutumier laissé en jachère forestière après 1958⁴⁰ revient automatiquement à l'État. (Ngidang, 2005 : 66). D'autres groupes ethniques nomades, tels les Penans, n'ayant jamais cultivé la terre, ne sont admissibles à la reconnaissance légale d'un territoire exclusif.

**Tableau II. Superficie des terres coutumières autochtones par Division du Sarawak
(Native Customary Land)**

Division	Superficie revendiquée (ha)	Superficie non- reconnue en juin 1994 (ha)	Superficie reconnue par l'État depuis 1994 (ha)
Kuching	102 450	24 003	78 447
Samarahan	124 000	16 291	107 447
Sri Aman	174 192	35 723	138 469
Sibu	269 998	24 023	245 975
Sarikei	162 580	15 035	147 545
Kapit	475 255	11 098	446 157
Bintulu	82 000	5 224	76 776
Miri	201 063	19 703	181 360
Limbang	55 161	17 745	37 416
Total	1 628 699	168 845	1 459 854

Sources : Zainie, 1994; *Ministry of Land development*, Sarawak, 1997; Ngidang, 2004

Compte tenu des divergences dans l'interprétation des lois et coutumes autochtones, les tentatives d'intégrer une définition complète des droits coutumiers au Land Code n'ont pas encore porté fruit (Ngidang, 2005). L'étendue de l'ensemble de la propriété autochtone coutumière varie énormément selon les estimations, allant de 22% selon les défenseurs des

³⁹ Sarawak Land Code, 1999, Part II(3) "Any native customary right may be extinguished by direction issued by the Minister".

⁴⁰ Sarawak Land Code, 1988 33(1) (a); 1999, Section 5(2) (c)

droits autochtones, à 13% du territoire selon les représentants du gouvernement⁴¹. Depuis l'adoption du système *Torrens* et du *Land Code* de 1958, les communautés autochtones ont vu leurs espoirs d'accéder à la reconnaissance officielle de l'intégralité de leurs territoires coutumiers contrecarrés (Tableau II). De plus, il faut également considérer que la majorité d'entre elles ne possèdent aucun document officiel pour prouver leur occupation du territoire avant 1958 (Ngidang, 2005; Hooker, 1999). La bataille juridique qui peut mener à la reconnaissance d'un territoire autochtone coutumier est longue et coûteuse et son issue dépend de facteurs contingents. Le fardeau de la preuve repose sur le demandeur, alors que tout territoire est présumé être exempt de droit coutumier avant que ne soit établie la preuve du contraire⁴².

À cet effet, au mois d'août 2006, près d'une centaine⁴³ de communautés autochtones du Sarawak avaient engagé des procédures légales contre les compagnies de plantation de palmier à huile et l'État. Elles cherchent ainsi à faire reconnaître leur droit à l'occupation de territoires ancestraux, donc à être dédommagées pour l'empiètement des plantations et surtout à maintenir celles-ci hors de leurs frontières. La terre et la forêt étant de juridiction étatique, le pouvoir absolu dont jouit le gouvernement sarawakien dans l'octroi de concessions forestières (*Forest Department*) et de l'émission des baux pour la mise en place de plantations (*Land Custody and Development Authority, LCDA*), renforce la nature autoritaire et unilatérale des décisions concernant le développement rural⁴⁴. Les baux sont émis pour une période de 60 à 90 ans sur des territoires sur lesquels ne s'applique aucun droit de propriété formelle, alors qu'ils ont parfois le statut légal de territoires coutumiers. En fonction d'un amendement au *Land Code*, le bail provisionnel (*provisional lease*) émis est effectif six semaines après le décret. Bien que la décision soit annoncée dans le journal

⁴¹ Ngidang (1999) avance des estimations de la zone revendiquée, mais des évaluations beaucoup plus prudentes de la part des représentants du gouvernement (Zainie, 1994) font état de 13%.

⁴² Selon l'amendement apporté au *Land Code, Amendment Ordinance 2000, Section 7(A)(3)(b), 1996*: "whenever any dispute shall arise as to whether any native customary right exists or subsists over any state land, it shall be presumed until the contrary is proved, that such state land is free and not unencumbered by such rights." (Bulan, 2006).

⁴³ Entretien personnel avec le Maître Bian Baru, Kuching, 5 septembre 2006

⁴⁴ Entretien personnel avec le Maître Harrisson, BRIMAS, Miri, 14 juin, 2006

local pour une période prédéterminée, pendant laquelle la décision peut être contestée⁴⁵, l'opposition physique (érection de barricades, sabotage des bulldozers, etc.) est habituellement le seul moyen d'entamer les négociations. Des moyens de résistance sporadique et l'emploi de la violence ponctuent également l'évolution du domaine agraire au Sarawak depuis le milieu des années 1990⁴⁶.

Cet ensemble de législations agraires refaçonne le territoire de la périphérie du Sarawak. Ni objectives ou apolitiques, les mesures mises de l'avant par le gouvernement du Sarawak véhiculent la vision de l'État. Or, la logique de l'État, qui sera élaborée dans la partie suivante, se heurte à celle de nombreuses communautés paysannes ibanes. La communauté, incarnant une écologie politique façonnée au fil de l'histoire, fait face à la menace de changements radicaux.

⁴⁵ En 1974, selon la Section 5 (3 & 4) du *Land Code*, a conféré au Premier ministre le pouvoir de retirer les droits coutumiers après un délai de six semaines, période durant laquelle est affichée l'annonce dans un journal local.

⁴⁶ En 1999, les journaux du Sarawak ont abondamment traité de l'épisode de violence ayant eu lieu dans le sous-district de l'Ulu Niah. Des villageois auraient à cette occasion assassiné quatre personnes et en auraient blessé trois autres qui tentaient de s'introduire sur le domaine de la communauté. Les villageois ont déclaré par la suite que les intrus assassinés étaient des gangsters intimidant les habitants afin qu'ils cèdent à la pression du développement de grandes plantations sur leur territoire. Les compagnies de plantation ont ensuite allégué que certaines des personnes assassinées étaient leurs contractants (Majid-Cooke, 2003). D'autres cas de violence du même ordre, causant mort d'homme ont été relevés dans la Division de Miri en territoire Penan notamment (Francis, 2000).

3. La négociation de l'exercice de réglementation et ses limites

i. La marge de manœuvre des communautés

Le pouvoir de l'État fait face au contrepouvoir des communautés qui sont en mesure de mobiliser d'importantes ressources pour la défense et l'obtention de la reconnaissance légale de leurs territoires. Les conflits s'avèrent démontrer l'importance de la dynamique communautaire à l'œuvre, d'une part contre l'imposition par l'État de transformations territoriales non-consentis et surtout, d'autre part, contre la dépossession de terres ancestrales revendiquées. À l'heure actuelle, le recours au système judiciaire s'avère être le seul moyen de faire reconnaître légalement les revendications territoriales des autochtones du Sarawak. Étant donné la convoitise et l'empiètement des grandes compagnies de plantations de palmier à huile sur les terres coutumières, cette reconnaissance doit survenir par la défense du territoire de la communauté. La cartographie moderne est ainsi indispensable aux diverses formes de réglementations territoriales (Vandergeest et Peluso 1995). De la même façon, la relative démocratisation des moyens techniques de représentation cartographique permettant leur utilisation par certaines ONG habilite les communautés à faire reconnaître leurs territoires ancestraux en cour. L'emploi de moyens traditionnellement réservés à l'État pour légitimer les revendications d'accès à des ressources naturelles vise à contrebalancer le pouvoir de celui-ci (Peluso, 1995). Le « *counter-mapping* », la cartographie alternative défie l'hégémonie des moyens de réglementation territoriale de l'État (Majid-Cooke, 2003). Cette cartographie permet de délimiter les frontières d'une communauté et d'opposer, devant les tribunaux, les frontières du territoire coutumier contre les grandes compagnies secondées par l'État.

Afin d'obtenir des droits de propriété formelle, les communautés devraient, conformément aux lois de l'État, avoir recours au cadastre du *Land & Survey Department*. Cependant, afin d'affirmer leur revendication à l'intégralité des territoires coutumiers, elles sont souvent forcées d'y contrevenir. Malgré l'adoption récente d'une loi interdisant l'utilisation d'un

plan d'arpentage alternatif à celui de l'État⁴⁷, les communautés font fi de ces restrictions. Les demandeurs présentent à la justice des cartographies alternatives réalisées par des ONG, tablant sur le manque de clarté de ces lois. Les frais de la réalisation d'un cadastre des propriétés individuelles et collectives sont généralement défrayés par l'ensemble des membres d'une communauté. Les connaissances de chacun sont mises à contribution afin d'assurer le respect des limites des parcelles individuelles, et l'entente avec les communautés attenantes. La cartographie communautaire tend ainsi à représenter le territoire de la tradition, *adat*, des autochtones, celui du milieu de vie. Ainsi, les compagnies poursuivies tablent généralement sur la remise en question de l'authenticité des pratiques traditionnelles afin de miner la validité des revendications⁴⁸. Les ONG qui épaulent les revendications des communautés autochtones misent pour leur part sur un discours dont la plateforme repose sur la relation symbiotique entre les autochtones et leur environnement. Il s'agit là encore d'une stratégie qui comporte sa part de simplification. À l'issue de la procédure légale, sera déterminé dans quelle mesure l'emploi de moyens alternatifs de formalisation des droits de propriété auront été justifiés puisque l'appareil juridique est finalement le seul à pouvoir valider la cartographie alternative. Cependant, les procédures sont généralement très longues, s'échelonnant sur plus de cinq ans. Malgré les verdicts souvent favorables en Cour fédérale, les demandes d'appel semblent être la règle⁴⁹.

ii. Le paysage politique, quelle voix pour la communauté?

Considérant l'importance des aspects juridico-politiques dans le façonnement des droits et recours autochtones, nous nous attardons ici aux grands traits de la dynamique politique à l'échelle de l'État du Sarawak. En effet, la transformation du domaine communautaire iban est également régit par la dynamique politique de l'État. Les communautés autochtones qui s'opposent aux décisions de l'État et des grandes compagnies ont des canaux d'expression

⁴⁷ Sahabat Alam Malaysia, Marudi, entretien personnel, 13 août, 2006; "With the passing of the Land Surveyors Ordinance 2002, the combined effect of Sections 20 and 23 entail that a person who is not a licensed surveyor cannot make, authorise or sign any cadastral map" (Bulan, 2006: 61).

⁴⁸ The Rumah Nor case. Majid-Cooke, 2003

⁴⁹ Dans le cas du *Borneo Pulp and Paper project*, entendu devant la *High Court of Sarawak*, (Nor Anak Nyawai V.S. Borneo Pulp Plantation Sdn Bhd) le verdict du juré en 2001, suite à la première demande d'appel, reconnaissait l'illégalité de la saisie d'un territoire reconnu comme propriété de la communauté (NCL) et a contribué à éclaircir la définition légale du NCR. Les accusés sont allés à nouveau en appel. Le cas demeure en instance depuis.

politique officiels forts restreints, mis à part ceux que procurent les ONG⁵⁰. De nombreux facteurs concordent au maintien du même parti au pouvoir depuis 1971, sans que ne soit réellement disputée la gouverne de l'État malgré le système de démocratie électorale représentative. Le Sarawak, à cet effet, constitue un système politique autoritaire. Le clientélisme politique, le contrôle de l'information, comme la réquisition des plus grands journaux anglais et malais pour la propagande du gouvernement, et le faible niveau de scolarisation chez les autochtones, constituent autant d'éléments explicatifs du caractère embryonnaire de la société civile. Malgré l'existence de partis développés historiquement sur la base de l'appartenance ethnique, et l'absence de majorité absolue parmi ces groupes, (Tableau III) le même parti demeure à la tête du gouvernement depuis 1971. La formation d'une coalition multiethnique, le *Barisan Nasional*, (Front National) obtenant l'appui de la majorité de l'électorat, prévient l'alternance du pouvoir⁵¹. Le *Parti Pesaka Bumiputera Bersatu* (PBB) du Sarawak, appuyé par un vote musulman relativement uni (constitué de Malais et de Melanau) dirige la coalition qui assume la direction du gouvernement (Osman, 2000). Le maintien du PBB à la tête de l'État repose sur l'accès à une part importante du vote dayak et iban au sein des trois autres formations politiques de la coalition à la tête du pays. Ce parti, dominant à l'intérieur de la coalition du Front National, bénéficie d'un appui total de la part du gouvernement fédéral. Même davantage, le cautionnement fédéral s'avère même indispensable dans le contexte politique malaysien et maintient en place un pouvoir hégémonique (Chin, 1997; Trezzini, 2001).

« *(In the State Assembly) No one party or ethnic group can command a working majority without forging alliance with others. Furthermore, the ability to maintain a dominant political position [...] depends on securing the support of the federal ruling front [...]* » (King, 1993 : p.240).

⁵⁰ Ajoutons que les ONG ne constituent en aucun cas une panacée aux problèmes de représentation politique des classes marginalisées. Les ONG sont enclines à héberger les mêmes problèmes que toute organisation, particulièrement lorsque des intérêts pécuniaires s'interposent entre la mission fondamentale de l'organisme et ceux qui la dirigent. Même davantage, la nature ponctuelle des subventions internationales, l'absence de mécanismes de transparence et de suivi des dépenses contribuent à entacher les interventions de certaines ONG, au Sarawak, comme ailleurs (Edwards et Hulme, 1996; Fisher, 1997).

⁵¹ Ainsi les manœuvres nécessaires afin de maintenir soudées les factions de la coalition encouragent les pratiques népotistes, entre, et à l'intérieur des groupes ethniques. Le capitalisme d'État, comme le contrôle de la totalité des ressources naturelles par celui-ci, ont autorisé la distribution de privilèges renforçant les réseaux fondés sur la loyauté politique d'individus au gouvernement (Milnes, 1973; Jawan, 1993; King, 1993).

Tableau III. Population du Sarawak par groupe ethnique 1990, 2000, 2005

Groupes ethniques	1990	%	2000	%	2005*	%
Malais	339 000	20,7	462 268	23	515 700	23,1
Melanau	94 000	5,8	112 984	5,6	127 500	5,7
Bidayuh	137 000	8,4	166 756	8,3	185 500	8,3
Iban	482 000	29,5	603 735	30,1	670 400	30,1
Autres Dayak	88 000	5,4	117 690	5,9	131 400	5,9
Chinois	474 000	29	537 230	26,7	590 300	26,5
Autres	19 000	1,2	8 103	0,4	9 100	0,4
Total	1 633 000	100,0	2 008 768	100,0	2 229 700	100,0

Source : Recensements de Malaysia, 1990, 2000

*estimations basées sur le recensement de 2000

Les allégations du *Deputy Chief Minister* Tan Sri Alfred Jabu soutiennent que les Ibans et les Dayaks seraient laissés pour compte s'ils ne pouvaient articuler de façon unifiée leurs revendications en matière de développement⁵². Or, on attribue partiellement le problème de l'absence de voix politique influente ibane à la collusion d'une partie de son élite avec la classe politique dirigeante (Colchester, 1993; King, 1993). Par son influence et des pratiques népotistes, l'intelligentsia ibane ralliée au Front National s'assurerait l'appui d'une proportion suffisante des électeurs ibans pour sécuriser la victoire de la coalition aux élections⁵³. La récupération des membres de l'élite ibane (*Pengulu, Pemacha, Temenggong*) par le pouvoir du gouvernement est identifiée comme facteur clé du contrôle politique rural d'un État, somme toute fort⁵⁴ (Colchester, 1993). Les membres à la tête de la coalition au pouvoir ne sont contraints par aucune force politique de répondre aux demandes de la classe paysanne. En l'occurrence, les pratiques de gouvernance actuelles limitent grandement les possibilités d'habilitation des communautés dans le développement rural de l'État. Au cours des deux dernières décennies, les tensions entre paysans et grandes compagnies (forestières et agricoles) ont donné lieu à des interventions policières et paramilitaires musclées impliquant notamment des arrestations arbitraires dans la division

⁵² Jabu a dit: "the Dayak could have achieved greater success if their leaders had been more united, adding that the community would not be able to fully capitalise on their privileges if they were to continue to do things in their ways." (Rengah Sarawak, 17 février 2003).

⁵³ Entretien personnel avec le Maître Harrisson, BRIMAS, Miri, 14 juin, 2006

⁵⁴ Entretien personnel avec les responsables de Sahabat Alam Malaysia, Marudi, juillet, 2006; informateurs anonymes de la région de Suai; Colchester, 1993

du Miri⁵⁵. La dynamique politique est en grande partie responsable d'une gestion non soutenable, écologiquement et socialement, de la ressource forestière selon King (1993) et Drummond et Taylor (1997).

L'inclusion du Sarawak à la Fédération de Malaysia a contribué au renforcement du caractère autoritaire de la gouvernance de l'État. Fait politique majeur, la destitution du premier ministre « Dato Nigkan »⁵⁶ en 1971, a accentué le pouvoir du gouvernement fédéral dans l'administration du Sarawak, renforçant de la sorte le caractère autoritaire de la gouvernance de l'État. (Leigh, 2001). Dans cette configuration du pouvoir, les liens forgés entre l'élite musulmane (melanau et malaise) du Sarawak avec la classe politique malaise de la péninsule se sont avérés persistants. Cette situation, d'emblée, a limité l'attribution des pouvoirs politiques aux autres groupes ethniques. Selon Jawan (1991) ces manœuvres ont surtout démontré leur efficacité dans le dessein de contrôler la paysannerie dayak. Sous l'administration coloniale britannique et au sein du Régime fédéral, qu'aient été confiés principalement aux Malais et Melanau les postes gouvernementaux, a effectivement pu nuire à la démocratisation du développement rural de l'État (Colchester, 1993).

[...] the need for federal endorsement of the state leadership has continued to undermine the overall status of Sarawak vis-à-vis other states in the Federation, and the capacity to secure a fair proportion of the benefits of Malaysia's economic growth for the various ethnic groups there. What is more, the need of the minority leadership of the Melanau, and to some extent the Malays, to hold on power, has led to ethnic discrimination in order to subordinate and constrain the larger Dayak groups (Jawan, 1991 : 8).

À cet effet, la réunion des colonies britanniques du Nord-Est de Borneo (Sarawak et Sabah), de la Malaisie et de Singapour⁵⁷ pour former la Fédération tient d'abord à l'héritage

⁵⁵ Entretien personnel avec les responsables de Sahabat Alam Malaysia, Marudi, juillet, 2006

⁵⁶ L'intervention fédérale dans les affaires du Sarawak afin de destituer en 1970 le Premier ministre Dato Ningkan, a assuré la cohésion entre ces paliers de gouvernement et l'harmonisation des politiques de développement (Chin, 1997). Le premier ministre du pallier fédéral de l'époque avait invoqué des lois anti-terroristes pour destituer et emprisonner le premier ministre Stephen Kalong Ningkan, un Iban. On le jugeait alors trop favorable à l'autonomie sarawakienne. Ningkan avec son slogan « le Sarawak aux Sarawakiens » a été considéré comme la plus grande menace à l'unité malaysienne et emprisonné avec 500 membres lors des épisodes de 1970.

⁵⁷ Singapour fut expulsée de la Fédération Malysienne en 1965 par une décision du gouvernement fédéral qui percevait comme une dangereuse menace la popularité croissante à l'extérieur de Singapour du Parti dirigé par Lee Kuan Yew, faisant la promotion d'un Parti multiethnique de base chinoise.

colonial britannique commun dans la région plus qu'à tout autre volonté populaire⁵⁸. Le Sarawak, colonie indépendante à part entière, était perçu comme un État économiquement non-viable. On considérait aussi cette colonie dépendante d'une force étrangère pour assurer sa défense dans le contexte de la *Konfrontasi*⁵⁹ (Christopher, 2002 : 216). Le « Projet malaysien » au départ fortement appuyé par une partie de l'élite musulmane du Sarawak, a progressivement gagné la sympathie d'une part de l'élite dayak. Ce dessein rencontrait également une importante opposition, ayant donné lieu à des manifestations violentes. On s'opposait au projet malgré les prérogatives, *safeguards*, octroyées et reconnaissant dans la constitution la spécificité de l'État (*The Twenty Points*)⁶⁰. L'union du Sarawak à la Fédération a toutefois été concédée à l'issue d'un référendum auquel la participation avait été très faible. Cet exercice a scellé l'avenir de l'État à l'aube de l'accélération des échanges commerciaux, façonnant la dynamique politique au désavantage de la population rurale ibane. Néanmoins, le pouvoir politique d'une société est loin de se limiter à la seule représentation officielle. Bien que celle-ci ne soit pas à négliger, les actions spontanées des communautés constituent souvent des moyens de contestation qui pallient, dans une certaine mesure, à l'absence de voix politique officielle.

⁵⁸ Ce projet est issu du Premier Ministre de la Malaisie, alors nouvellement indépendante depuis 1957, *Tunku Abdul Rahman*. La réunion de ces colonies était activement promue par l'administration britannique ayant pris le relais des Brooke après la Deuxième Guerre Mondiale. L'objectif de rassembler les colonies de l'archipel malais à l'intérieur d'une même fédération devait simplifier le processus de décolonisation. Le dessein des britanniques devait surtout limiter les nouvelles entités étatiques avec lesquelles transiger (Chin, 1997).

⁵⁹ La menace du *Parti Komunis Indonesia* s'étant engagé à combattre le néo-impérialisme britannique faisant valoir ses velléités irrédentistes sur le Sarawak; la rébellion communiste menée par la population chinoise au Sarawak et appuyé tacitement par le régime de Sukarno; ainsi que le bref épisode de la révolte au Sultanat de Brunei, ont favorisé l'inclinaison vers la « Proposition Malaysienne ». (Ongkili, 1972: p.88).

⁶⁰ Chin (1997) résume les *Twenty Points*, desquels les éléments principaux sont: (1) Le statut de l'Islam en tant que religion nationale ne s'applique pas au Sarawak, (2) l'État a plein contrôle en matière d'immigration (3) Les populations autochtones de Sarawak bénéficient du statut de *Bumiputras* et des droits spéciaux s'appliquant aux Malais de la péninsule, et (4) l'État conserve un haut degré d'autonomie financière. Subséquemment, les prérogatives du Sarawak à titre de membre de la Fédération ont été modifiées ou abrogées par des *Acts of Parliament*, subordonnant le Sarawak aux autorités fédérales (Jawan, 1991).

4. La communauté dans l'État à l'époque contemporaine

In reality, native customary land development is the politics of power and control of land resources. Undoubtedly, whoever has these resources will also eventually control land development in Sarawak in the new millennium (Ngidang, 2002 : 177).

i. Le Konsep Baru comme pierre angulaire de la vision 2020 au Sarawak

L'État constitue une réalité qui pour la majorité des ibans s'est uniquement matérialisée vers le milieu du 19^e siècle. D'intrusions sporadiques dans la vie des Ibans, ses règlementations et interventions directes sont devenues omniprésentes. Bien qu'elle conserve son indépendance à de nombreux égards, la communauté est désormais imbriquée dans l'État. L'intégration de la société à une nouvelle structure de pouvoir a même contribué au façonnement de l'identité ethnique ibane⁶¹ (Viston et Sultive, 1988 : 31). Les acteurs étatiques, par le passé, et davantage actuellement, ont fourni le cadre de l'évolution de la communauté et en ont également réglé la transformation. La propagande de l'État par le biais des médias modernes a également créé un monde symbolique nouveau, également représenté par des icônes politiques, et notamment architecturales (Photo 1).



Photo 1. « Sarawak Gemilang »

Splendide Sarawak : Affiche présentant le Premier Ministre de la Malaysia et de son homologue sarawakien. L'image montre en arrière-plan les immeubles ultramodernes du Sarawak et leur architecture typique des projets associés à la Vision 2020, icônes du projet national.

Jean-François Bissonnette, 2006

⁶¹ Selon Rousseau, (1990: p.47) un groupe ethnique se définit fréquemment en opposition à un autre, et son identité changeante et adaptative selon les circonstances peut être attachée strictement à un village ou à une région donnée dans un État traditionnel. La mise en place d'un État moderne bureaucratique et ses mécanismes de socialisation à travers l'éducation et les moyens de communication modernes cristallisent généralement les identités ethniques à travers des « communautés imaginaires ».

Le projet de modernisation poursuivi par le gouvernement fédéral (la *vision 2020*⁶²) comme le *Rukunegara*⁶³ sont parties intégrantes du « paysage discursif » de l'État (Paasi, 1998). Le projet de société proposé par la *Vision 2020* a pour finalité de hisser la Malaysia au rang des nations « développées » en 2020. Cette orientation de développement a souvent précipité et légitimé d'importants bouleversements territoriaux à l'échelle nationale (Korff, 2001). Au Sarawak, sous le gouvernement dirigé par le premier ministre Taib Mahmud, la *Vision 2020* s'est matérialisée dans plusieurs projets d'envergure dont le complexe hydro-électrique de la rivière Bakun et d'importantes infrastructures de communication (Majid-Cooke, 2002).

Dans sa rhétorique, l'État sarawakien cherche à s'attaquer au problème de « sous-développement » économique affectant la population autochtone rurale⁶⁴. À cet effet, l'ethnie ibane demeure plus pauvre que la moyenne et affiche le taux de scolarisation tertiaire le plus faible⁶⁵. Par leur appartenance à la ruralité, sans doute plus qu'à leur identité ethnique, les Ibans constituent un groupe particulièrement défavorisé sur le plan matériel⁶⁶. Afin de favoriser l'intégration économique des Ibans, et la croissance économique de l'État dans son ensemble, le gouvernement a mis de l'avant le « Nouveau Concept » de développement (le *Konsep Baru* en langue malaise). Avec ce projet, les populations habitant les réserves coutumières sont appelées à joindre un mode d'organisation territorial et économique basé sur la culture du palmier à huile à grande échelle. Le *Konsep Baru* vise à faire du paysan iban, un rentier, actionnaire d'une compagnie de palmier à huile exploitant sa parcelle. Celui-ci peut également devenir employé de la plantation dont il est actionnaire, s'il le souhaite. Le paysan, petit exploitant,

⁶² La *Vision 2020*, adoptée en 1991 sous la gouvernance du Dr. Mahathir, constitue la pierre angulaire de la « National Development Policy » NDP adoptée pour sa part en 1971 après les émeutes ethniques de 1969.

⁶³ Idéologie nationale adoptée suite aux émeutes ethniques de 1969 exprimant les objectifs de croissance économique, de développement technologique et de paix sociale entre les groupes ethniques.

⁶⁴ Reprenant l'approche critique de Appell (1985) les processus de dévalorisation des caractères intrinsèques des peuples autochtones en concomitance avec l'imposition de valeurs occidentales sont toujours à l'œuvre et constituent la source du discours faisant la promotion du développement et de la modernisation. Un progrès qui ne peut se traduire qu'en des termes matériels et monétaires.

⁶⁵ Le taux de scolarisation tertiaire en fonction de l'appartenance ethnique selon Sarawak Human Development, UNPD, 2000: Iban: 2%; Malais: 6%; autres autochtones: 4%; et Chinois: 7%. Le taux de pauvreté, en 1989 (la dernière date disponible) se chiffrait ainsi: Malais: 16,5%; Iban: 36,4%; Bidayuh: 26,1%; Melanau: 32,9%; autres autochtones: 18,4% (Ishak Shari, cité par Sarok et Ngidang, 2004).

⁶⁶ Certains facteurs culturels sont également à considérer dans l'explication de cette situation.

renonce ainsi en partie à la gestion traditionnelle de son économie agricole. Cela va de soi, le Konsep Baru, en sapant les modes de gestion des ressources communautaires précipite la transition agraire. Cependant, officiellement, le projet ne vise pas à déposséder le paysan ou à le forcer à vendre sa force de travail à la plantation, mais seulement à lui permettre d'accéder à une nouvelle source de revenu, en dynamisant par le fait même l'économie de l'État. L'interprétation du Konsep Baru par les paysans autochtones et son application réelle viennent néanmoins complexifier les plans de l'État. De la sorte, les moyens, davantage que les fins du projet (l'enrichissement des ménages), demeurent contestés.

Ce projet prévoit la fusion (*consolidation*) des parcelles autochtones d'un *pemakai menoa* afin de former une plantation. On cherche ainsi à favoriser l'utilisation la plus lucrative du domaine agricole sarawakien autochtone. De la sorte, le projet consiste à convertir les vastes superficies de jachère forestière, utilisées par les Dayaks pour la riziculture sur essartage, en plantation de palmier à huile. Il vise spécifiquement tous les territoires détenus sous le titre de *Native Customary Land*. Cette stratégie implique la refonte de la tenure traditionnelle. La quasi-entièreté du territoire de la communauté doit ainsi être convertie en plantation de palmier à huile. Selon les ententes entre les chefs de la communauté et les compagnies privées, une portion du territoire de la communauté peut être conservée pour les activités agricoles traditionnelles. Le projet inclut également la possibilité de fusionner différents *pemakai menoa* afin d'obtenir la superficie optimale pour le développement d'une plantation dans une structure corporative. Avec le concept de *Land Bank*, la consolidation des diverses parcelles agricoles et forestières fragmentées doit permettre la création d'un périmètre de 5 000 à 10 000 hectares. Cette superficie est requise à la construction d'un moulin d'extraction de l'huile de palme (Ministry of Land Development, Sarawak (MLDS), 2006). Le programme demeure activement promu par les ministères et agences de développement agricole dans les campagnes qui y voient aussi un moyen efficace de développer les infrastructures routières rurales. Des séances d'information s'adressant surtout aux *Tuai Rumah* ibans d'un sous-district se tiennent

régulièrement. Elles sont généralement présidées par le *pengulu* de la région⁶⁷. La majorité de la population, d'ailleurs illettrée, n'est généralement pas en mesure de se prononcer sur le projet, les taux de participation sont ainsi très faibles pour l'implantation de ce type de périmètre de développement (Songan, 1993). Les autorités ont pour objectif de transformer 400 000 hectares de territoires autochtones en culture commerciale avant 2010. En septembre 2006, 41 périmètres de plantation de palmier à huile avaient été désignés et 271 000 hectares étaient déjà convertis en plantations ou sur le point de l'être⁶⁸.

Le *Konsep Baru* fait appel au modèle de la JVC, *Joint Venture Company* (compagnie commune). De la sorte, les capitaux privés doivent être mis à profit dans le développement des terres autochtones. Considérant le manque de capital et d'expertise chez les populations autochtones, l'État présente l'union du capital privé et de la terre autochtone comme une solution naturelle à leurs problèmes de développement économique. La formation de la corporation d'exploitation d'huile de palme et les ententes concernant la répartition des profits doivent être gérés par une des agences étatiques : *Land Custody and Development Authority* (LCDA) ou la *Sarawak Land Development Board* (SLDB) (Ministry of Land Development, Sarawak, 1997). Ces agences ont pour objet de voir au respect des droits et privilèges des membres de la communauté, en position de vulnérabilité par rapport aux compagnies (Bulan, 2006). En tant que dépositaires (*trustee*) des intérêts des membres de la communauté, il est du ressort des agences de négocier les termes de la formation de la compagnie commune à l'avantage des villageois. La formation d'un comité à l'échelle du ou des villages appuyant le projet (*Area Land Development Committe*) est également requise pour l'établissement du nouveau mode de gestion territoriale. Une étude d'impact environnementale doit également identifier au préalable les enjeux naturels et sociaux de l'implantation du projet (NREB, 1996). Une fois formée l'entreprise commune, l'État procède à l'octroi d'un titre de propriété à l'entité corporative, pour une période d'exploitation de 60 ans. L'obtention d'un titre de cet ordre ne saurait cependant constituer une assurance perpétuelle de propriété pour les familles et leurs descendants.

⁶⁷ Entretien personnel avec des consultants du Département de l'Agriculture du Sarawak, District de Bakong, août 2006

⁶⁸ Entretien personnel avec le représentant du Ministry of Land Development, M. Alfred Jolly, Kuching, 6 septembre 2006

Les étapes préalables à la création de la compagnie imposent néanmoins la reconnaissance officielle de la superficie sur laquelle s'étendent les terres autochtones. De la même façon, le comité de développement agricole a la charge d'effectuer le cadastre des propriétés familiales, ce qui ne va pas, dans bon nombre de cas, sans occasionner des conflits (IDEAL, 2001). Les ménages doivent ainsi recevoir des parts dans la compagnie équivalentes à leurs possessions terriennes d'antan. Les informations relatives à la possession de chacun des ménages sont colligées dans un acte de fiducie au nom de l'entité corporative. Le territoire appartenant à la classe du *Native Customary Land*, devient ainsi classifié comme *Native Area Land*. On décloisonne de cette façon les réserves autochtones pour en faire des propriétés strictement individuelles, mais soudées par la corporation. Pour favoriser l'acceptation du projet, on mise sur la distribution d'une rente équivalant à 10% de la propriété terrienne familiale dès la formation de la compagnie. Cette modalité vise l'adhésion au projet des plus âgés qui craignent de ne pas accéder aux bénéfices de la plantation, considérant le temps nécessaire à la rentabilisation des activités. Les propriétaires autochtones doivent également accéder à une part de 30% des bénéfices à titre d'actionnaire minoritaire et profiter de nouvelles opportunités d'emplois. Même avant l'introduction du *Konsep Baru*, des compagnies communes⁶⁹ avaient été formées pour le développement agricole de terres autochtone dans le sous-district de Niah-Suai. Cependant, dans plusieurs cas localement connus, les ententes n'ont pas été respectées et la majorité de la communauté a été flouée par la compagnie et les membres autochtones influents à l'origine du projet⁷⁰.

ii. Le *Konsep Baru*, outil de développement?

Le gouvernement sarawakien, par le *Konsep Baru*, autant que dans ses décrets et programmes de développement, promeut le développement chez les communautés rurales.

⁶⁹ La formation des compagnies communes (*joint venture*) dans laquelle seraient mis à profit les possessions foncières autochtones et les capitaux non-*bumiputras* a été rendue possible au cours des années 1980 dans le cadre de projets de développement urbain par la *Land Conservation Development Authority* (LCDA) (Majid-Cooke, 2002 citant Cramb, 1990).

⁷⁰ Entretien personnel avec un informateur anonyme, Suai, 15 juin 2005. Selon celui-ci, depuis les 12 années de fonctionnement du projet d'exploitation d'huile de palme, les familles ayant confié une partie de leur terre à la compagnie n'ont obtenues que 700RM chacune, soit environ 230\$ CAN aux taux courants de 2006.

Le développement, *pembangunan*⁷¹ en malais, tout en exprimant la recherche d'un mieux-être matériel est chargé du sens que lui attribuent les pouvoirs en place. Le plus haut taux de pauvreté qui prévaut au Sarawak par rapport à d'autres États de la Fédération de Malaysia y explique l'ardeur du discours développementaliste. Le développement est présenté dans l'univers médiatique étroitement contrôlé par le gouvernement de l'État, comme un processus incontournable qui se matérialise dans ses projets officiels⁷². Le développement est réifié et apparaît ainsi comme un changement technologique, économique et social inéluctable et surtout apolitique⁷³ (Escobar, 1995). En questionner les termes publiquement est d'autant plus difficile.

Avec le *Konsep Baru*, le gouvernement entend instaurer un changement de paradigme de développement. Le nouveau paradigme insiste sur l'importance d'amener les autochtones à rompre la dépendance qu'ils entretiendraient envers l'aide du gouvernement. On cherche donc à précipiter la transformation des conceptions de la propriété et du travail; d'héritage familial qu'elle représentait, la terre doit devenir actif financier (SLDM, 1997). Le projet se veut être une école idéologique où les communautés autochtones font l'apprentissage de l'entreprise et de la compétition capitaliste. Les études réalisées sur le projet pilote de Kanowit implanté en 1996 (Ngidang, 1997) ont permis d'observer des changements socioéconomiques drastiques, tels que l'abandon de l'agriculture traditionnelle et des institutions communautaires qui la régissent (IDEAL, 2001; Ngidang, 2002). L'enrichissement notoire d'une portion importante des familles et la construction de nouvelles infrastructures ont également été notés. Le périmètre de Kanowit, situé dans la division de Sibuhayan dans la vallée de la Batang Rajang, est érigé en exemple, icône du modèle de développement autochtone au Sarawak⁷⁴. Mais davantage, ces études étayaient l'inégalité des termes de l'entente entre la compagnie et les villageois. Elles illustrent également le

⁷¹ D'un point de vue sémantique, ce concept malais est porteur d'un sens propre. On entend par le verbe *bangun*, racine du mot, se réveiller, aller de l'avant, etc. (Rigg, 2003).

⁷² Suivi de la campagne électorale sarawakienne de 2006, revue des journaux de langue anglaise, *The Eastern Times* et *The Borneo Post*, durant le mois de mai 2006.

⁷³ Le Deputy Chief Minister du Sarawak, Tan Sri Alfred Jabu, a affirmé d'une façon paradoxale: "*Don't politicise land policy, Jabu dares opposition to lodge police reports if government had snatched people's land*" (Borneo Post, 26 April, 2006).

⁷⁴ Entretien personnel avec M. Alfred Jolly, représentant du *Ministry of Land Development*, Sarawak, 6 septembre 2006.

biais des agences gouvernementales en faveur des compagnies dans l'établissement de la plantation et la distribution des dividendes. Surtout, de nombreux villageois se sont sentis lésés en ce qui a trait à la distribution des fruits de ce développement, revenant, selon ceux-ci, principalement aux membres de l'élite politique ibane (Ngidang, 2002).

La pression pour adopter le *Konsep Baru* est grande au Sarawak. Dans les diverses communications des hauts représentants du gouvernement, on décèle constamment l'impératif de ne pas être exclu (*left out, left aside*⁷⁵) de cette forme de développement agricole. Le gouvernement martèle que les communautés autochtones doivent opter pour de nouvelles pratiques à défaut de quoi elles seront écartées de la nouvelle économie, de la vision de l'État. On décèle dans cette rhétorique la pression qui s'exerce sur les sociétés autochtones afin de précipiter leur adhésion à un nouveau mode de fonctionnement social et économique. Cela signifie également que le rythme de leur « développement » est réglé par la volonté de l'État qui fait naître artificiellement cette urgence conjoncturelle. Le gouvernement brandit sans cesse cette menace, comme si nulle réussite économique n'était possible à l'extérieur du modèle proposé. Notons au demeurant la nature réductionniste d'une telle conception du développement en ce qu'elle concerne uniquement l'accroissement des revenus.

Le système agraire par lequel on tente de remplacer la tenure traditionnelle ibane véhicule une idéologie qui correspond à la rationalité d'un État moderne. Une rationalité qui tend à simplifier la gestion ainsi que le contrôle du territoire afin d'accroître les revenus de l'État (Scott, 1998). Le système coutumier se dresse ainsi comme une entrave devant l'établissement d'économies foncière et agricole arrimées au modèle dominant. Cette approche a été relevée au Sabah à l'époque coloniale par Doolittle (2001). Malgré les progrès à l'égard de la reconnaissance légale des droits coutumiers, les projets et recommandations de l'État en matière agricole appuient tous l'abolition des droits coutumiers (Ngidang, 2005). Cette stratégie est dénoncée par un nombre important de

⁷⁵ Allégations notamment faites par le Ministre de l'agriculture et du développement communautaire, Deputy Chief Minister Tan Sri Datuk Amar Alfred Jabu et Datuk Leo Moggie, ex-Ministre malaysien de l'énergie des télécommunications et des postes (Handbook on New Concept of Development On Native Customary Rights (NCR) Land, Ministry of Land Development Development, Pelita, Sarawak).

chercheurs et d'activistes militant pour les droits autochtones. Cependant Doolittle, (2004) insiste également sur la rigidité des systèmes communautaires. Selon cette auteure, l'agrobusiness autochtone en territoire coutumier favoriserait la concentration terrienne par la facilité avec laquelle peuvent être vendues les parcelles familiales. Selon cette auteure, l'impossibilité de vendre sa parcelle sur le marché formel en territoire coutumier, prive les habitants qui désirent renoncer à l'agriculture de la pleine valeur monétaire du territoire qu'ils ont aménagé. Le maintien du modèle communautaire, légalement reconnu par le titre coutumier, ne bénéficierait pas à tous ses membres et irait à l'encontre de la volonté de certains (Doolittle, 2004). La résultante au Sarawak étant un marché extra-légal de transaction terrienne dans lequel on acquiert la propriété terrienne nettement sous le prix du marché (Ngidang, 2006). Faut-il, à la lumière de cette nuance, considérer le *Konsep Baru* pour son potentiel de développement?

iii. Le nouveau contexte de l'intervention développementaliste

Brosius (cité par Barney, 2004 : 332) reconnaît trois grandes stratégies d'intervention en matière de développement rural dans le Sarawak postcolonial : (1) la promotion de l'exploitation forestière; (2) le développement de périmètres de développement agricole et plus dernièrement; (3) la création de grandes plantations sous l'égide du *Konsep Baru*. Dans cette dernière stratégie de développement, les interventions des acteurs étatiques privés et publics sont fondées sur un paradigme néolibéral, et dictées en partie par des réglementations internationales (Fold, 2000). Le retrait de l'État et le recours au privé s'inscrivent dans un courant national et international de privatisation des mesures de développement agricole. À cet égard, les périmètres agricoles de la de la SALCRA⁷⁶ au Sarawak, - une société d'État dont le potentiel de développement socioéconomique et l'adaptabilité relative aux pratiques coutumières autochtones avait été reconnu (Cramb, 1992; Ngidang, 1997, 2006) - ont été abandonnés. On a de la même façon aboli de nombreux programmes de soutien à la production de caoutchouc et de poivre à la petite

⁷⁶ Sarawak Land Development Authority a mis en place un programme de développement agricole *in situ* conçu à l'image de la FELDA, Federal Land Development Authority. Les périmètres de développement octroyaient des prêts financiers remboursables en échange des soutiens technique et financier pour la production d'un produit agricole commercial (Bulan, 2006). Au Sarawak, cependant, malgré son but non-lucratif, les périmètres SALCRA ont connu un succès mitigé, et même de forts taux d'opposition en bonne partie parce qu'ils suscitaient crainte et scepticisme, tout comme le *Konsep Baru* (Songan, 1993).

paysannerie parcellaire. Aux côtés de la SALCRA avait été fondé la LCDA, en 1981, dont la raison d'être était la promotion du développement de projets agricoles et non-agricoles. La LCDA a été investie du pouvoir d'acquérir légalement les territoires publics et les terres coutumières pour la formation de plantations privées. Le *Land Code* a été amendé en 1989 afin de permettre aux corporations, incluant les corporations étrangères, d'acheter les territoires coutumiers pour le développement de la culture du palmier à huile. Ces arrangements légaux constituaient les prémisses de l'ouverture du terroir autochtone aux capitaux nationaux et internationaux, et allaient de pair avec le retrait de l'État (Bulan, 2006). Alors que ces agences gouvernementales canalisent désormais des fonds privés, l'État justifie son retrait par l'augmentation, au cours de la dernière décennie, des contraintes financières⁷⁷ (MLDS, 1997). Le modèle proposé, et sa relative rigidité, limite l'émergence d'initiatives de développement agricole commercial spontanées. Le prosélytisme gouvernemental ne saurait empêcher la paysannerie parcellaire d'œuvrer, de son propre chef, à la croissance de la culture du palmier à huile. Mais malgré sa capacité d'adaptation, la communauté demeure soumise à des tendances politico-économiques mondiales, nationales et étatiques qui dépassent de loin son champ d'action.

La part du budget de l'État allouée aux projets de développement rural (*minor rural project*) demeure toutefois substantielle en 2004 (14%) sur l'ensemble des budgets de développement (Trésorerie d'État, Sarawak, 2005). Les investissements proprement agricoles, pour leur part, ne comptent plus que pour 7,6% des dépenses de développement en 2004. Ces dépenses se chiffraient pourtant à 22% du budget total de l'État, en moyenne de 1986 à 1990 (Jawan, 1991). En proportion de l'ensemble des fonds alloués, on observe que les dépenses pour le développement des milieux ruraux sont soutenues. C'est davantage la réduction absolue, de près de moitié des investissements au développement de 2000 à 2004, qui est perceptible dans les campagnes du Sarawak (Trésorerie d'État,

⁷⁷ L'Industrie du bois a joué depuis son développement rapide à partir des années 1950 un rôle crucial dans les revenus de l'État et ainsi [...] (a) *dramatic reduction in exports of the rainforest logs underpinned both state revenues and the rapid privatization of community wealth* (Leigh, 2001: p.162).

Sarawak, 2005). Déjà, depuis les années 1970, les politiques de la NEP⁷⁸ ont amené un biais urbain dans les investissements de développement au Sarawak.

Le *Konsep Baru* qui s'impose actuellement comme seul projet de développement rural est ancré dans une tradition paternaliste et autoritaire, malgré l'implication du privé. En matière agricole, l'État conserve, malgré son retrait apparent, la capacité de réguler les investissements du privé. Case (2005) reconnaît dans son étude la persistance des liens entre les sphères politiques et économiques en Malaysia malgré le mouvement de privatisation. En réalité, une tradition historique de relations économiques fondées sur des rapports patrons-clients⁷⁹ confère une mainmise totale à l'État sur les décisions ayant trait à l'exploitation des ressources naturelles. Cela s'avère particulièrement vrai dans le domaine de l'exploitation forestière et du développement des plantations. Les membres du gouvernement sont également engagés directement dans l'exploitation forestière, comme l'est l'État par le biais de compagnies semi-privées de plantations de palmier à huile⁸⁰.

Le développement des grandes palmeraies apparaît d'autant plus crucial compte tenu de l'impératif de remplacer les revenus provenant de l'exploitation forestière au sein des sources de financement de l'État sarawakien. Les revenus provenant des taxes sur le bois ont effectivement nettement diminué pour cause de gestion déficiente de la ressource. Si bien que d'importantes superficies forestières rendues moins productives sont remplacées

⁷⁸ La *New Economic Policy* (NEP) impliquait au Sarawak une intervention accrue de l'État fédéral en matière économique. La NEP avait été adoptée en 1971 suite à la tenue d'élections controversées dont les résultats avaient fait monter les tensions interethniques, principalement entre Malais et Chinois de la péninsule. Cette mesure devait permettre à l'État d'allouer une plus grande part des ressources de la nation afin de favoriser le rattrapage économique des Malais (*bumiputras*, autochtones, littéralement *sons of the soil*) sur la population chinoise.

⁷⁹ Milne, (1973: p. 906) dans son étude analyse l'émergence politique des rapports népotistes de patron-clients au Sarawak, les concessions forestières, bénéfiques de projets de développement, allouées de façon stratégique aux élites de divers groupes ethniques pour assurer la création d'*électeurs-clients* et l'élection d'une coalition politique interethnique et promouvoir « l'intégration verticale entre le capital d'État et les habitants des régions rurales reculées.

⁸⁰ Citons à cet effet *Rinwood Oil Palm Plantation* dont la LCDCA *Land Custody and Development Authority* détient 30% des actions, alors que la balance est transigée sur les marchés internationaux, ayant trouvé comme preneur en septembre 2006 le conglomérat d'origine malaysienne IOI Group, conglomérat spécialisé dans le domaine des plantations de palmier à huile et de la production de Biodiesel. Le IOI Group appartient aux entreprises malaysiennes dites patrimoniales, en ce qu'elles sont passées dans le giron du capitalisme d'État.

par des plantations de palmier à huile. La relation entre l'exploitation forestière⁸¹ et l'expansion des plantations de palmier à huile est directe, la seconde remplaçant presque irrémédiablement la première. Les chemins forestiers, comme moyen de pénétration vers l'intérieur des terres, seront récupérés pour l'extension du domaine des plantations. Les exemples de ce patron d'investissement du territoire sont visibles sur de nombreuses routes d'exploitation forestière dans l'arrière-pays sarawakien. D'autant plus que les intérêts économiques de ces deux activités économiques sont les mêmes. La bourgeoisie chinoise est historiquement détentrice d'une grande partie du capital et omniprésente par ses investissements dans le domaine des plantations et de l'exploitation forestière (King, 1993 : 242; Milnes, 1973). Les immenses profits générés par les activités d'exploitation forestière ont été dans une très modeste mesure réinvestis au Sarawak, compte tenu de la grande mobilité des capitaux (Leigh, 2001). Sans compter que l'importance de l'exploitation pétrolière et gazière dans l'économie sarawakienne (47% du PIB) doit être relativisée. Des dividendes de l'extraction pétrolière, seuls 5% reviennent à l'État sarawakien. Le solde est redirigé vers le gouvernement fédéral à travers les taxes, les royautés et les actifs de la compagnie d'État fédérale *Petronas*. De la sorte, les revenus dérivés des taxes sur la vente et l'exportation de l'huile de palme⁸² revêtent une importance croissante dans une économie, qui malgré un début de diversification, demeure dépendante du secteur primaire, soit de l'extraction des ressources naturelles.

iv. La culture du palmier à huile : un phénomène économique mondial

Les politiques formulées au niveau de l'État malaysien qui favorisent la croissance du secteur de la production d'huile de palme ne peuvent être détachées du contexte

⁸¹ Jomo et al., 2004 avancent les chiffres de la superficie sur laquelle ont été effectuées les coupes forestières. De 1981 à 1985, 1 207 111 hectares de forêt auraient été l'objet de coupes et lors des années 1990, le taux moyen de déforestation aurait été de 40% supérieur par rapport aux années 1980. Ces données ne rendent pas compte des degrés auxquels ont été dégradées les forêts en fonction des techniques employées (coupe à blanc, coupe sélective) et de l'état dans lequel se trouvait la forêt avant la coupe (forêt primaire, forêt secondaire, friche laissée par l'agriculture sur essartage). Reconnaisant la rapidité avec laquelle se reforme un couvert végétal fermé ou ouvert en milieu tropical humide après les coupes forestières, l'expansion des cultures permanentes est la cause première du recul forestier au Sarawak.

⁸² Bien que les revenus de l'État ne soient pas disponibles sous forme détaillée, Leigh (2001) a calculé qu'ils reposaient encore en 1998 à 51% sur le secteur de la foresterie et à 17% sur le pétrole et le gaz naturel. Quantifiant la part de la foresterie aux revenus de l'État Jomo (2004) pour sa part avance un chiffre de 54% des revenus de l'État en 1990 et plutôt 35% en 1999.

international dans lequel elles s'insèrent. On ne peut concevoir le développement des plantations de palmier à huile au Sarawak sans l'accélération des flux de capitaux à l'échelle mondiale (Thompson, S.J. et Cowan J.T. 2000; Sutton 2001; Fold, 2000). Les négociations de libéralisation de la *General Agreement on Tarrifs and Trade* (GATT) dans le cadre de l'*Uruguay Round* et la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1993 ont pavé la voie à la libéralisation du commerce agricole annoncée dès les débuts des années 1990, (Thompson et Cowan, 2000). Cette nouvelle stratégie s'est rapidement répercutée au niveau des politiques nationales, remodelant le domaine rural et favorisant le secteur agroindustriel. La *Third National Agricultural Policy 1998-2010* est venue sceller cette tendance en privilégiant l'augmentation de la compétitivité et de la productivité dans le secteur agricole. Le passage mondial à l'idéologie néolibérale a entraîné une restructuration des termes de production dans le secteur agroindustriel dont les conséquences sont notoires en Malaysia.

Il est également reconnu que les flux de capitaux transnationaux, les habitudes de consommation mondiales - telles l'engouement pour les « énergies vertes », comme le biodiesel - agissent en tant que catalyseurs principaux de l'expansion agricole au Sarawak (Fold, 2001; Majid-Cooke, 2002). Même les mesures politiques afin d'encourager la production d'huile de palme sont liées à la résilience dont a fait preuve ce secteur lors de la Crise Financière Asiatique de 1997-1998 (National Agricultural Policy, 1998; National Economic Recovery Plan, 1998). De plus, l'adaptabilité de cette culture à de nombreuses conditions environnementales tropicales et ses rendements naturels exceptionnels expliquent sa croissance rapide (Härdter *et al.*, 1997; Hartemik, 2005). Au niveau fédéral, l'impératif de consolider le secteur agricole et d'accroître sa contribution relative à l'économie nationale confère une importance renouvelée à l'expansion du palmier à huile (9MP) (National Agricultural Policy, 1998; National Economic Recovery Plan, 1998). La production d'huile de palme au Sarawak est partie intégrante des projets d'énergies alternatives et renouvelables nationaux. À cet effet, l'État malaysien a mis sur pieds des moyens technoscientifiques de pointe permettant la production de biodiesel (Bernard, 2006).

5. Un espace économique aux frontières floues

[...] upland farming systems in Sarawak now almost invariably comprise several component activities or sub-systems of which the cropping system termed shifting cultivation is just one. [...] Hence, to evaluate shifting cultivation correctly it must be viewed within the context of the farming system of which it is a part. It is the sustainability of the system as a whole to farmers that matters and [...] this does not imply the need of each sub-system to be sustainable (Cramb, 1993 : 213).

i. Intégration capitaliste et diversification économique

L'économie ibane, de façon générale, ne saurait être définie comme étant traditionnelle, surtout en regard des transformations planifiées par l'État. Cependant, les traits de l'économie ancestrale sont toujours omniprésents dans le paysage, décrivant une transition agraire plutôt originale. Le modèle agricole iban semi-traditionnel se caractérise, selon les travaux de Cramb (1993), par son pragmatisme, sa flexibilité et sa durabilité. Il s'agit d'une économie mixte comprenant la polyculture, (de cultures vivrière et commerciale) à laquelle s'ajoutent des activités hors du domaine agricole (pluriactivité), ainsi que la chasse et la cueillette. Sans précipiter le délaissement des pratiques traditionnelles, la persistance de l'*adat* aurait permis aux autochtones une adaptation graduelle aux nouvelles opportunités économiques offertes par les cultures commerciales. Ce cadre institutionnel traditionnel, lié à la position périphérique des communautés autochtones dans l'économie du Sarawak, a assuré la continuité des modes de gestion communautaires des ressources naturelles, ralentissant de la sorte la transition agraire et la marchandisation capitaliste de l'économie agricole. La riziculture sur essartage ainsi fut conservée à travers les époques, jusqu'à aujourd'hui, malgré la part croissante des cultures commerciales dans l'économie agricole des ménages. Parmi la petite paysannerie parcellaire autochtone, l'hévéaculture demeure la culture commerciale la plus répandue. Également importantes sont les cultures du poivre, du cacao, celle des fruits et plus récemment, celle du palmier à huile qui gagne rapidement du terrain.

L'hévéa, dont les plants ont été distribués dès 1908 aux autochtones du Sarawak par le Régime Brooke, (Dove, 1993) s'est rapidement intégré à l'économie traditionnelle ibane. Dove (1993) insiste sur le potentiel de cette culture offrant une gestion flexible, une

dépendance limitée sur un savoir technique, un produit dont il est facile de disposer et un bon potentiel commercial. Des intervenants locaux ajouteront que cette culture s'adapte parfaitement aux tempéraments et aux coutumes des Ibans, ceux-ci étant libres de le récolter quand bon leur semble. Le gouvernement sarawakien, ayant compris l'importance de l'hévéa pour l'amélioration des conditions de vie des Ibans, poursuivit à travers le 20^e siècle la distribution *ad hoc* de graines et plants d'hévéa, de façon à permettre à chaque ménage de constituer des jardins allant de un à quelques hectares (100-350 arbres). Les faibles moyens financiers et logistiques requis pour cette entreprise l'ont grandement facilitée.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement du Sarawak a développé des périmètres d'hévéaculture afin d'assister la petite paysannerie parcellaire dans l'établissement des cultures commerciales, en commençant en 1956 avec le *Rubber Planting Scheme* (Cramb, 1986). Ces périmètres *in situ* impliquaient l'approvisionnement en semences, la subvention des intrants, le soutien technique ainsi que des prêts en argent. De plus, les producteurs étaient liés aux acheteurs par des contrats d'approvisionnements, ce qui constitue selon Morrison et al. (2006) une stratégie mieux adaptée aux besoins des groupes autochtones ruraux. L'appui technique et logistique à la production était accordé à l'échelle de la communauté, ce qui permettait à la tenure et aux institutions traditionnelles de se perpétuer. Comme l'hévéaculture, la culture du poivre, dont les prix augmentaient rapidement, s'est rapidement répandue au début des années 1970 chez les autochtones. Là encore, des programmes d'assistance à cette agriculture chez la petite paysannerie parcellaire ont été introduits en 1972 par le gouvernement (Wadley, et Metz, 2005). Les courts cycles de vie des plants de poivre, la relative fragilité de la plante qui requiert des applications soutenues de fertilisants, d'herbicides et de pesticides, limite toutefois le potentiel économique de cette culture. De la même façon, l'introduction de la culture du cocotier et du cacaotier faisait partie de programmes gouvernementaux d'aide à la diversification agricole. Le modèle des périmètres de développement a également été utilisé à cette fin. La culture de différents fruits est aussi importante au Sarawak, mais comme cette production est consommée localement et ne requiert guère de transformation, elle est

vendue principalement sur le marché informel. Aucune statistique n'est donc disponible sur la superficie de cultures de fruits et de légumes au Sarawak.

Les mesures d'aide à l'intensification et à la commercialisation agricole décrites ont limité les risques et contraintes (Løvenblak et al., 2003) inhérents à de telles entreprises. Compte tenu de l'accès limité au capital dans ces économies agraires, l'aide financière de l'État était indispensable au développement de ces activités. Les programmes en question faisaient partie de plus vastes transformations structurelles économiques favorisant alors la diversification des revenus. D'importants investissements publics pour la construction d'infrastructures de transport, de santé et d'éducation, ont été effectués en concomitance avec l'explosion des offres d'emploi à l'extérieur du domaine de l'agriculture au cours des années 70 et 80⁸³ (Morrison, 1993). Ces changements ont déclenché une phase d'exode rural sans pareil dans la majorité des villages ibans (et dayaks) du Sarawak. De 1991 à 2005, la population rurale est passée de plus de 80 % à 52 % du total, et sa moyenne d'âge a beaucoup augmenté. Durant la même période, le poids économique de l'agriculture a fondu rapidement, passant de 24 % à 7 %⁸⁴ dans sa contribution au PIB de l'État. Cette réduction relative est attribuable en bonne partie à l'expansion rapide du secteur de l'extraction des combustibles fossiles (Jawan, 1991; Sarawak Yearbook, 2005). Alors qu'une proportion de 60% de la force de travail était toujours engagée dans l'agriculture en 1991, ce taux était pour sa part passé à 27% en 2005. Les manifestations de la transition agraire en cours sont donc omniprésentes dans les campagnes du Sarawak. L'agriculture n'en constitue toujours pas moins le secteur d'emploi le plus important, bien qu'une portion croissante des agriculteurs soit aussi engagée dans d'autres activités économiques. Dans ce contexte, la maison longue (*Rumah Panjai*), centre social et culturel de la vie rurale des Ibans, doit désormais être appréhendée comme un espace ouvert sur l'économie capitaliste

⁸³ Morrison (1993) dans son étude portant sur la diversification des sources de revenu du Kemana Basin, identifie les cinq principaux domaines d'emploi au Sarawak: 1) l'agriculture, 2) les activités de commerce au détail, 3) l'administration locale, 4) les activités d'exploitation des combustibles fossiles, LNG, localisé autour de Bintulu, mais attirant une main-d'œuvre de partout au Sarawak et 5) les activités d'exploitation forestière.

⁸⁴ La part de l'agriculture dans le PIB, pour 1990 et 2004 correspond réellement à une classe agrégée dans laquelle est également compris le secteur des pêches qui représente en 2004, 2% des 7% présentés ci-haut. Le chiffre de 2004 correspond également à une évaluation provisoire.

et urbaine (Morrisson, 1993). Déjà, les kampungs (villages) sarawakiens correspondent, à divers degrés, au modèle de deagrarianization proposé par Rigg (2001).

ii. La persistance de l'agriculture sur abattis-brûlis

Néanmoins, par choix ou nécessité, la riziculture traditionnelle sur brûlis et les cultures commerciales, comme unique, première ou seconde occupation, constituent un aspect économique fondamental du Sarawak. Plusieurs études ont tenté d'établir la nature des relations entre les deux types d'agriculture chez les Ibans (Wadley & Metz, 2005), (Cramb, 1993) et (Dove, 1993). La riziculture traditionnelle sur essartage constitue selon Cramb (1993) un aspect culturel de l'économie locale, de même qu'une sécurité contre les fluctuations continues des prix des cultures commerciales. Cet auteur conçoit les cultures commerciales et la riziculture traditionnelle comme parties intégrantes d'un système agricole durable aux plans économique et environnemental. Nielsen et al., (2006) dans une vaste étude pantropicale ajoutent que la pratique de la riziculture sur abattis-brûlis correspond en premier lieu à une stratégie économique, au même titre que Boserup (1965) et Cramb (2005). Mais la persistance de l'agriculture traditionnelle, qu'entoure de nombreux rituels et pratiques communautaires, reflète aussi pour certains, ne l'oublions pas, une facette de leur culture. De la même façon, O'Brien (2002) insiste sur l'importance d'une conceptualisation réaliste de l'agriculture sur essartage et de son importance. Ce type d'agriculture ne devrait donc plus être appréhendé en tant que cause fondamentale de déforestation ou encore comme un symbole de l'« éden » des sociétés traditionnelles, mais bien en tant qu'activité économique. Effectivement, selon le modèle de Cramb, (1993) la riziculture traditionnelle exerce un effet tampon assurant la sécurité alimentaire des populations autochtones. Cette pratique agricole constitue une source alimentaire fiable, amortissant ainsi les impacts de la chute du prix des cultures de rente, ou la diminution des possibilités d'emploi hors-ferme, sans compromettre la durabilité environnementale⁸⁵.

⁸⁵ Potter et Badcock (2004) en arrivent aux mêmes conclusions dans une étude réalisée auprès de communautés autochtones indonésiennes. Quand à elles, les conclusions de Wadley et Metz (2005) remettent en question la justesse du modèle de Cramb (1993). Ces auteurs insistent néanmoins sur les limites de leurs résultats. Ils ne manquent pas de noter l'importance des offres d'emploi hors-ferme limitant le recours à la riziculture traditionnelle.

Par ailleurs, dans une autre optique, la poursuite de cette activité démontre la précarité économique dans laquelle vivent certaines communautés ibanes. En effet, les revenus des populations autochtones peuvent être sérieusement affectés en cas de recul du prix des denrées commerciales. Les ménages qui seraient incapables de bénéficier de soutien financier de la part de pairs ne peuvent généralement faire appel à un programme d'aide économique étatique. Le riz cultivé dans les *pemakai menoa*, de même que le gibier et les produits récoltés dans la jungle (et parfois commercialisables dans les marchés locaux) (Metz et Christensen, 1997) sont généralement disponibles en tout temps. Ces produits locaux complètent les besoins alimentaires de certaines populations ibanes, indépendamment des aléas de l'économie mondiale.

Les agents gouvernementaux ont longtemps attribué à la riziculture traditionnelle sur abatis-brûlis la responsabilité pour la dégradation des écosystèmes. Plus précisément, on la croyait responsable de la destruction forestière dans des contextes de haute densité de population. Freeman (1955 : 134) offre à cet égard un témoignage éloquent et bien étoffé empiriquement démontrant la dégradation des sols soumis à une utilisation trop intensive. Cependant, il considère la riziculture sur brûlis comme la seule pratique agricole, plutôt que comme partie intégrante d'un plus vaste système. Selon Nyuk-Wo Lim et Douglas, (1998) le confinement de l'agriculture traditionnelle à territoire restreint par des réglementations causerait une réduction des périodes de jachère, une pratique hautement néfaste à la conservation de la qualité des sols. Lorsque considérée de la sorte, cette pratique est effectivement insoutenable. Cependant, on néglige la considération de la multiplicité des sources de revenu propre au système économique iban actuel. Dans la majorité des cas, les apports monétaires et caloriques ne reposent guère uniquement sur l'agriculture traditionnelle. L'apport monétaire des autres activités économiques limite la dépendance envers l'agriculture traditionnelle et prévient la surexploitation des sols par cette pratique. La stabilité des rendements rizicoles et donc la durabilité des systèmes au Sarawak a été établie par plusieurs études (Cramb, 1993 ; Nielsen et al., 2006). Les statistiques de la production de riz non irriguée démontrent à cet effet un maintien des rendements depuis les 30 dernières années et donc que sont respectées les conditions minimales assurant la pérennité des sols (Cramb, 1993). De 2000 à 2002, on cultivait le riz par la technique

de l'abattis-brûlis sur une superficie moyenne de 68 000 hectares, pour un rendement moyen de 684 kg à l'hectare (Statistic Yearbook, Sarawak, 2005). Dans les tentatives de discréditer le système de l'agriculture sur abattis-brûlis en lui apposant l'étiquette de la non-durabilité, on remarque une continuité avec son rôle surfait dans la déforestation antérieurement. Ces manœuvres discursives ont longtemps tenté, à l'échelle de l'Asie du Sud-Est, de détourner le débat de la source de déforestation la plus importante, nommément, les coupes forestières.

Compte tenu de l'ampleur de la riziculture sur essartage au Sarawak, et des contraintes à l'agriculture permanente, comme le relief accidenté et la mauvaise qualité des sols, le Département de l'Agriculture a adopté par rapport à cette pratique une attitude conciliante. L'agence gouvernementale ne cesse tout de même d'encourager le remplacement de cette pratique par l'agriculture commerciale. Toutefois, dans le seul district de Marudi, on a distribué 30 kg de fertilisants pour chacune des 30 000 parcelles enregistrées au Département de l'Agriculture en 2005. Cependant, la subvention d'engrais chimiques pour l'agriculture sur brûlis est limitée au strict minimum afin de contrôler cette pratique⁸⁶. Dans les régions où existent d'autres offres d'emploi profitables, les paysans préféreront généralement limiter au strict minimum la production rizicole vivrière (Cramb, 1993, 2005). Les activités économiques hors-fermes sont normalement plus rentables en fonction de l'investissement en temps. Il survient donc inévitablement une réorganisation dynamique de la population active pour tirer un maximum de profits des ressources économiques disponibles (Wadley et Metz, 2005). En effet, de nombreuses communautés cultivent uniquement le riz des collines pour leur consommation personnelle et se rabattent sur d'autres denrées comme le caoutchouc et les emplois hors-ferme pour l'obtention des capitaux nécessaires. Les conditions influençant l'agriculture demeurent nombreuses et changeantes. À cet égard, la diminution des subventions gouvernementales pour la culture du poivre et de l'hévéa auprès des petits agriculteurs au cours des dernières années est susceptible d'avoir influencé les pratiques. En somme, « l'objectif économique (d'un système agricole au Sarawak) est un compromis entre la maximisation de la productivité du

⁸⁶ Entretien personnel avec Anthony Awak, Department. Of Argiculture, Marudi, 11 juillet, 2006

travail et la limitation de la prise de risque pour la famille » (Ducourtieux, 2006 : 38, citant Scott 1976).

iii. L'option économique du palmier à huile

En 1995, il y avait moins de 118 000 hectares de culture de palmier à huile au Sarawak. Ce chiffre avait pratiquement triplé pour atteindre plus de 330 000 hectares en 2000 (Tableau IV). Les compagnies de plantation possèdent l'essentiel de cette économie tout de même aussi présente chez les exploitants parcellaires. L'expansion rapide de la culture du palmier à huile chez les petits paysans parcellaires, bien que concernant des superficies modestes à l'échelle de l'État, n'en demeure pas moins une manifestation de la diversification de l'économie villageoise dayak. On reconnaît ici un processus d'intégration de la production agricole au marché. L'introduction d'une culture de rente permanente dans un territoire communautaire peut être lourde de répercussion. Cependant, tel que Cramb le relevait déjà en 1986, le palmier à huile s'intègre à la tenure traditionnelle ibane. De plus, la croyance selon laquelle seule la plantation fournit le modèle le plus avantageux pour la culture du palmier à huile s'avère démentie (Ismail et al., 2003). Une étude réalisée dans le Johor démontre que les coûts de production des petits exploitants indépendants sont inférieurs à ceux des plantations, bien que la productivité, le rendement à l'hectare, soit moindre. Selon Scott (1998 : 189) la petite paysannerie parcellaire a toujours surpassé, en termes d'efficacité, le modèle de la plantation. La souplesse de la gestion d'une main-d'œuvre familiale, même l'élimination des frais afférant à la gestion, seraient considérées au premier plan dans l'explication de ce phénomène. Toutefois, selon Hayami (2002), la relation entre l'agriculture de plantation et celle des exploitations familiales n'est pas fondamentalement antagoniste ou compétitive. Malgré les torts et défauts attribués au modèle de la plantation de palmier à huile (pollution et création d'environnements propice au développement des pestes, exploitation de la main-d'œuvre, etc.), les infrastructures mises en place sont indispensables à l'adoption de cette agriculture par les petits exploitants familiaux.

Tableau IV. Évolution récente de la superficie de culture du palmier à huile au Sarawak selon le type de producteur (en hectares)

Année	Total	Plantations (<i>Estate</i>)	Périmètres de développement	Petits exploitants
2000	330 387	231 720	91 860	6 807
2002	414 260	312 255	91 140	10 865
2004	508 309	391 160	101 885	15 264
2005	543 398	422 552	102 844	18 002

Source: *Palm Oil Registry and Licensing Authority* (PORLA), Malaysia

Tableau V. Superficie des principales cultures au Sarawak (en hectares)

Cultures principale en superficie	2000	2002	2004
Palmier à huile			
Total	330 387	414 260	508 309
Plantations	231 720	312 255	391 160
Petits exploitants (a)	98 667	102 005	117 149
Hévéa (b)			
Petits exploitants	168 253	156 883	156 761
Cocotier (c)			
Petits exploitants	25 578	25 495	25 439
Cacao (a)			
Petits exploitants	6 832	5 144	4 962
Paddy			
Total	130 881	127 634	126 419
Irrigué	58 364	59 344	60 354
Culture sur brûlis	72 517	68 290	66 065
Poivre			
Petits exploitants	13 327	13 862	13 440

Source : *Department of Statistics, Sarawak Yearbook, 2005*

- a) Inclus les superficies appartenant aux périmètres de développement gouvernementaux
 b) Il n'y a pas de plantations d'hévéa, de cocotier, de poivre ou de cacao au Sarawak
 c) Les superficies de cocotiers réfèrent à des périmètres de diversification agricole de l'État

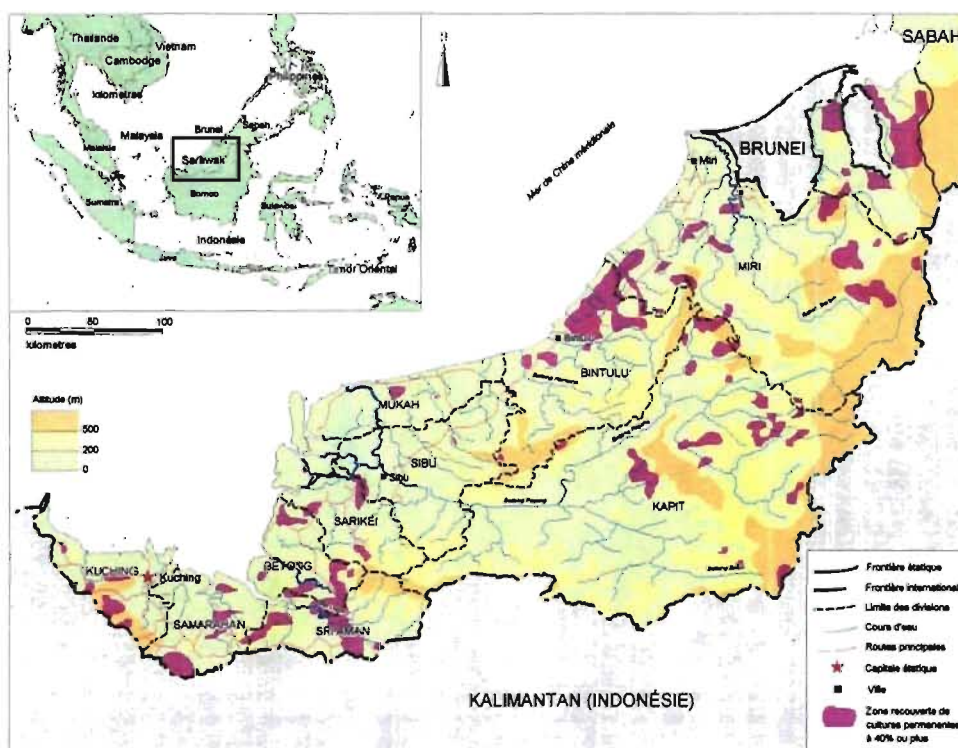
On comptait en 1999, 1139 petits exploitants de palmier à huile au Sarawak⁸⁷, un nombre ayant augmenté rapidement depuis (Ngidang et Majid-Cooke, 2006). Comme les autres cultures intégrées à l'économie ibane, le palmier à huile⁸⁸ autorise la pluriactivité et la conservation de la pratique de l'agriculture sur abattis-brûlis. Cette activité économique constitue souvent la plus avantageuse pour les paysans. Il est toutefois manifeste que des

⁸⁷ Information relative au nombre de licences d'exploitation de palmier à huile émises aux petits agriculteurs parcellaires (smallholders) selon la Palm Oil Registration and Licensing Authority (PORLA).

⁸⁸ Les premiers plans de palmier à huile à fins commerciales ont été introduits dans un projet pilote gouvernemental en 1966 au Sarawak, dans la Division de Limbang (Ministry of Land Development, Sarawak, 2006).

économies d'échelles importantes sont réalisées par les propriétés de plus de 2000 hectares. L'intégration des opérations de récolte et de transformation à celles du moulin sont d'autres facteurs avantageux pour les grandes plantations (Noor et al., 2004). Les petits exploitants détenant des licences d'exploitation, indépendants des programmes de l'État, avaient tout de même mis en terre plus de 18 000 hectares de palmier à huile au Sarawak en 2005. Ce chiffre demeure modeste par rapport à l'étendue de l'hévéaculture, mais déjà, la culture du palmier à huile des agriculteurs parcellaires dépasse en superficie la culture du poivre (Tableau V).

Figure 3. Le déploiement des cultures permanentes



Sources : Selon les données cartographiques de la FAO provenant du : *World Land Cover dataset from the USGS EROS Data Centres Global Land Characteristics Database, 1997*

La production, comme la vente des fruits de palmier à huile requièrent des conditions particulières. Les petits agriculteurs qui sont en mesure de le cultiver se voient souvent restreints par l'accessibilité au moulin d'extraction de l'huile de palme. En effet, les fruits doivent être acheminés au moulin en moins de 24 heures; les agriculteurs nécessitent donc l'accès à un bon réseau routier. On considère que le seuil de rentabilité est dépassé lorsque

plus de deux heures de transport sont nécessaires à l'acheminement des fruits au moulin⁸⁹. Les trois années nécessaires à la maturation des palmeraies implique également l'accès à une autre source de revenus durant cette période. Tirer profit des opportunités économiques offertes par le développement des infrastructures d'exploitation du palmier à huile n'est pas donné à tous. On observe sur la Figure 3, l'importance de l'agriculture permanente sur la région côtière entre les villes de Miri et de Bintulu.

Bien que le contexte législatif favorise l'expansion des grandes plantations, cette situation n'empêche pas l'émergence d'un important mouvement de petits paysans parcellaires produisant également des fruits d'huile de palme (Ngidang et Majid-Cooke, 2006). Malgré l'absence de statistiques récentes exhaustives à l'appui, l'étude de Ngidang et Majid-Cooke (2006) a démontré un engouement croissant pour cette activité économique. Sur les 253 chefs de ménage interrogés qui cultivaient le palmier à huile dans les sous-districts de Niah, Tinjar et Bakong, cela représentait pour 90,5% d'entre eux, leur occupation première⁹⁰. Mais l'importance du secteur de la petite paysannerie parcellaire investie dans la culture du palmier à huile doit être mise en perspective. Malgré l'expansion rapide de cette culture, le modèle de la plantation retient plus que la part du lion dans ce secteur, avec près de 96% des quelques 540 000 hectares de palmier à huile au Sarawak. De plus, le phénomène de la culture du palmier à huile par la paysannerie parcellaire est très fortement concentré dans les régions de basses terres alluviales de la Division de Miri (Niah, Tinjar, Bakong, le haut Baram). L'importance de cette culture chez les agriculteurs parcellaires ne peut être sous-estimée étant donné sa popularité croissante et surtout ses implications économiques et politiques.

À travers les aspects de l'économie, de l'organisation territoriale et la gestion des ressources se dessine le milieu de vie des communautés ibanes. Bien sûr, ces aspects doivent être replacés au sein du cadre étatique historique dans lequel ils ont été façonnés et le sont toujours. La société ibane est ainsi profondément marquée de nouvelles

⁸⁹ Entretien personnel avec Anthony Awak, Department. of Agriculture, Marudi, 11 juillet, 2006

⁹⁰ Les explications méthodologiques de l'étude de Ngidang et Majid-Cooke (2006) n'incluent pas certains éléments du protocole d'échantillonnage. Il est ainsi impossible de savoir si l'échantillonnage stratifié a exclu les personnes qui ne cultivaient pas le palmier à huile, ni comme première ou deuxième occupation.

caractéristiques indiquant l'importance des processus de la transition agraire. Nous avons vu à travers les réglementations territoriales de l'État et ses projets de développement, une trajectoire rectiligne vers l'intégration territoriale des communautés ibanes laissées dans la périphérie économique. Cette intégration menace de causer la disparition des institutions traditionnelles autochtones et de leur mode de gestion des ressources. Mais la transition agraire, non pas unilinéaire, est modulée par des décisions prises au niveau de la communauté. Il nous faut donc opérer une incursion au sein de celle-ci afin de mieux saisir la réponse et la perception ibanes aux bouleversements en cours.

Chapitre 4. Le développement vu d'en bas

“Negotiating modernity and globalisation reveals the way in which households and ethnic groups come to terms with capitalism, in both its definitions of market and social property relations. Yet it is always a capitalism which is contingent, modified by cultural and traditional elements. It is often constrained by government action (or inaction), but retains space for human agency as people struggle to improve their lives and re-fashion their identities in the face of continuing change”. (Potter et Majid-Cooke, 2004).

1. La communauté du Sunghai Ghelasa : choix communautaire et action individuelle

i. La conquête du territoire, la formation de la communauté

La communauté a été érigée à travers l'histoire coloniale en modèle d'organisation sociale autochtone, doté d'une reconnaissance légale non-négligeable. Les espaces communautaires et leurs ressources, transformés par l'incorporation progressive des sociétés autochtones à l'économie moderne dominée par le marché capitaliste, sont également soumis à la vision d'un État autoritaire. Par le passé, l'autorité coloniale a contrôlé l'évolution géographique de la population ibane par l'institutionnalisation du modèle de la communauté⁹¹. Actuellement, les micro-États ibans sont appelés à se mobiliser devant les transformations institutionnelles étatiques et les changements idéologiques mondiaux qui les affectent. L'étude du cas de la communauté du Sungai Ghelasa fait ressortir les adaptations de cette société à l'évolution du contexte socioéconomique. En fonction du problème de recherche défini, nous insisterons sur l'évolution de l'entité communautaire en fonction de sa tenure, de ses institutions informelles et son économie, particulièrement depuis l'émergence des menaces de dépossessions foncières dans le régime de convoitise territoriale mis à jour. Nous accordons pour se faire une attention particulière aux changements environnementaux survenus dans

⁹¹ Les propensions belliqueuses et les mouvements de colonisation pionnière des Ibans en ont fait à l'époque précoloniale le peuple le plus redouté du Sarawak. La dissémination de cette population, à partir du 18^e siècle, de l'amont du fleuve Kapuas, au Kalimantan, de la région de Lubok Antu, vers le nord-est jusqu'au Limbang, constitue une transformation démographique, qui au Sarawak, n'a d'égale que celle qu'a induite l'immigration chinoise (Pringle, 1970). L'expansion ibane, plus qu'un simple déplacement de population impliquait également l'absorption et le déplacement des populations rencontrées. L'immigration ibane interne n'était pas moins inévitable compte tenu de la vigoureuse natalité de cette population jusqu'aux années 1970, et de l'urbanisation tardive du Sarawak. La pacification des Brooke allait de pair avec la réglementation de ces mouvements de population.

la communauté. Rappelons que les transformations observées au sein des micro-État sont liées à une trajectoire unique de transition agraire, fruit d'une écologie politique singulière.

Le développement de la communauté étudiée est lié à l'histoire de ce déplacement de population qui impliquait également l'extension du mode iban de gestion traditionnelle des ressources. Les gens du Sungai Ghelasa, dans le sous-district de Niah-Suai, parmi lesquels certains aînés rencontrés pour la recherche à l'été 2006 faisaient partie des migrants, sont de ceux qui ont gagné un nouveau territoire pour poursuivre leurs activités agricoles. La formation de la communauté pionnière a été dirigée par des ménages provenant de l'amont de la rivière Skrang, dans la division du Sri Aman. Il s'agit du bastion historique de la résistance ibane contre le Régime Brooke au Sarawak. Une fois la paix conquise par le Régime, les résistants, dont faisait parti le chef, ancêtre pionnier de la communauté, a été relocalisé dans la région de Kuching. La demande d'une permission pour immigrer au Suai avait été approuvée à l'époque, en 1955 par l'Administration coloniale britannique, successeur du Régime Brooke. La région précise dans laquelle les colons prévoyaient s'établir était alors inhabitée et demeurée sous le couvert de la forêt primaire (*hutan besai*). Auparavant, dès 1952, le chef de la nouvelle communauté avait négocié les frontières du domaine qu'occuperaient les familles sous son autorité avec le chef penan, dont le groupe était déjà établi à proximité du Sungai Ghelasa. Jamais nul conflit concernant le tracé de la frontière (*garis menoa*) n'est survenu entre la communauté du Sungai Ghelasa et les autres. Afin d'entreprendre la colonisation, le chef avait recruté quatre ménages ibans dans la ville de Bintulu, notamment, ainsi que trois dans le Lundu. Ces familles s'ajoutaient aux neuf autres provenant originellement du Sungai Skrang. Malgré leurs lignages distincts, les membres de la communauté se sont organisés dans une apparente cohésion qui perdure depuis.

L'allocation du territoire par les autorités compétentes à Kuching a été suivie par une visite des fonctionnaires de la Division du Miri (*Orang Putih dari Perintah*). Ceux-ci ont effectué le cadastre du territoire de la communauté avec le chef du village en interdisant aux habitants de cultiver la terre à l'extérieur de ces frontières. Une copie de la carte sur laquelle figurait le tracé des limites du territoire de la communauté fut ainsi remise au chef

à la fin de l'année 1954 par l'Officier du sous-district de Niah-Suai. Selon les autorités de l'époque, cette reconnaissance officielle du territoire coutumier était suffisante pour permettre aux villageois de cultiver la terre. Cependant, comme dans le cas de la quasi-totalité des territoires coutumiers, l'approbation en question ne constituait pas un titre de propriété formel. À partir de cette date, les familles ont commencé à défricher la forêt, suivant le cours des rivières tributaires du Sungai Ghelasa. Selon les déclarations du *Tuai Kampung* actuel de la communauté, tout le processus de colonisation pionnière et d'extension des superficies d'agriculture sur abattis-brûlis a été effectué en accord avec l'officier du district de l'époque. Durant la phase d'établissement où a été façonnée la relation entre cette société et son environnement, la subordination de la communauté à l'État est manifeste, comme l'absence d'antagonisme entre ces deux entités.

ii. L'extension du domaine communautaire sous la tutelle de l'État

Le territoire de la communauté en entier a ainsi été distribué aux familles qui en l'espace de deux générations ont étendu l'agriculture sur brûlis jusqu'à occuper tout l'espace disponible. Par le défrichement de la forêt vierge, en vertu des institutions traditionnelles, ces familles obtenaient un droit d'usufruit à perpétuité, conditionnel à l'utilisation des territoires, jusqu'à ce qu'ils soient légués ou alloués de leur vivant à leurs enfants. La coutume l'*adat* veut que les parcelles cultivées par une famille et sa descendance soient adjacentes les unes aux autres. De la sorte, il est interdit de s'approprier la zone de forêt vierge se situant entre les champs des membres d'une même famille. Le patron de rotation annuelle des cultures voulait ainsi qu'une famille étende sa superficie cultivée sans raccourcir la période de jachère jusqu'à ce qu'elle atteigne les limites de la propriété voisine. Les familles pionnières étaient ainsi en droit de délimiter des domaines sur lesquels leur lignée s'établirait. Dans le cas de ce village, évoluant dans un territoire au préalable délimité par l'autorité coloniale, l'accès à la terre de la deuxième génération impliquait le fractionnement des propriétés acquises par les aïeux. L'épuisement des terrains vierges sur lesquels ne s'exerce aucun droit d'usufruit, et leur distribution à la nouvelle génération, a ainsi donné lieu à une certaine complexification de la tenure.

L'économie du village, d'abord strictement traditionnelle et autarcique, a, dès ses débuts intégré des cultures à valeur marchande. Compte tenu de l'époque à laquelle la communauté s'est installée, plusieurs programmes d'aide à la diversification des activités agricoles étaient en place. La communauté n'a eu à dépendre entièrement de la riziculture traditionnelle et des produits de la jungle que pour quelques années. Depuis les premiers plans d'hévéa distribués aux familles durant les années 1960, l'État a multiplié ses interventions. Les subventions du Département de l'Agriculture au programme d'expansion des cultures commerciales se sont poursuivies durant les décennies subséquentes. Ce programme de financement a assuré la croissance de la production agricole commerciale chez les autochtones du Sarawak. Plantations familiales d'hévéa et arbres fruitiers comptent toujours actuellement pour d'importants aspects de l'économie des ménages.

En 1988, la mise en place du projet de *Creamy White Pepper* par le Département de l'Agriculture a permis à la majorité des ménages d'entamer cette production. Les deux maisons longues ont eu droit à des sommes substantielles proportionnelles à la taille de leur population. La Rumah Lasan a reçu à cette occasion un prêt de 250 000 RM et la Rumah Timboo de 200 000 RM. De la même façon, d'autres subventions de la part de l'agence gouvernementale *Pepper Marketing Board* (PMB) ont été allouées pour la culture du poivre. Ces investissements furent la dernière manifestation d'envergure de l'appui gouvernemental au développement économique de la communauté du Sungai Ghelasa. Ces interventions visaient l'amélioration de leurs conditions de vie, mais elles s'inscrivaient également dans le développement économique de l'État. Si les mesures décrites avaient également une portée idéologique d'intégration des territoires marginaux au marché, elles opéraient dans le respect de la tenure autochtone. Les moyens de l'enrichissement devaient s'intégrer à l'économie traditionnelle de la communauté, sans créer de rupture.

De plus, les officiers du Département de l'Agriculture de Suai supervisaient la bonne marche du développement agricole sur les terres de la communauté. Ils inspectaient les parcelles sur lesquelles les paysans du village prévoient mettre en terre les cultures permanentes. L'État, par l'entremise de son agence, le Département de l'Agriculture, exerçait son contrôle de l'évolution territoriale de la communauté. De plus, la tutelle de

l'État s'est exercée dans de nombreux aspects de l'évolution du milieu de vie de la communauté. Notamment, les installations d'accès à l'eau courante de la Rumah Timboo ont été subventionnées par le gouvernement en 1973. Aussi, on compte à ce titre les aides sporadiques pour la réparation des maisons longues.

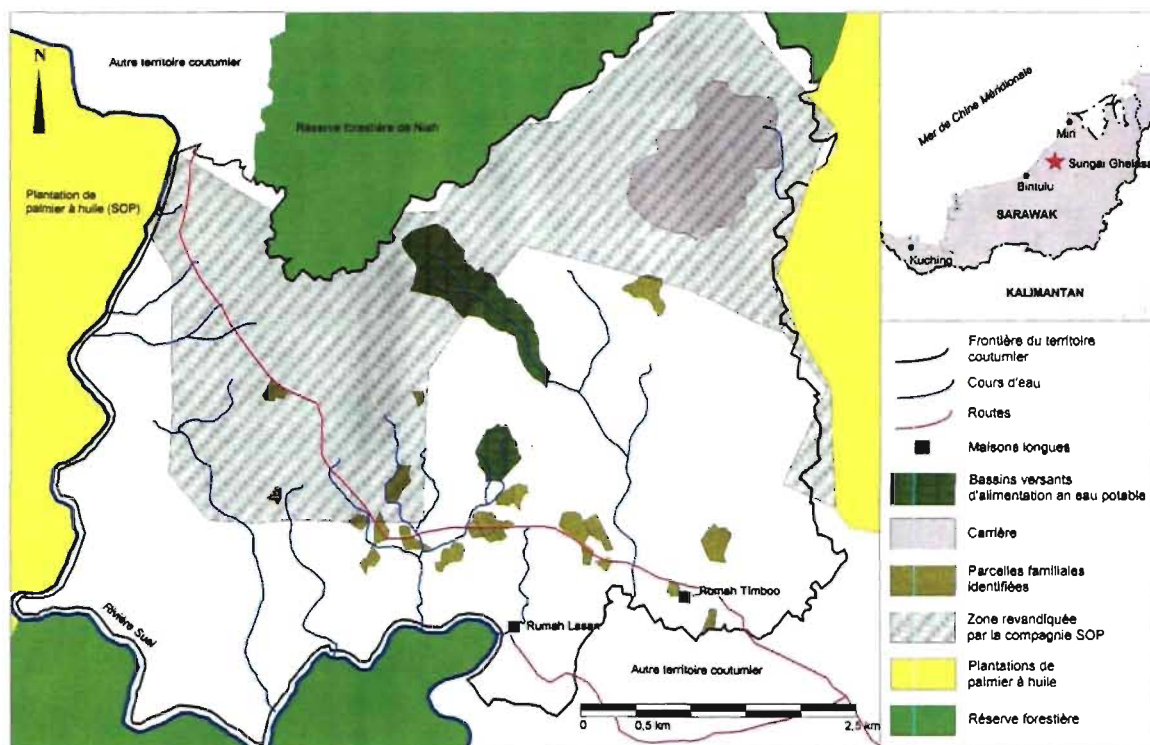
Malgré son indépendance territoriale, tout laisse paraître une intégration économique et sociale fructueuse de la communauté et de son territoire à l'État. Le dédommagement en argent offert aux membres de la communauté lors de l'aménagement d'une route sur son territoire par l'État en 1981 témoigne d'une reconnaissance formelle, de la part de l'État, du droit de la communauté d'occuper son territoire. De plus, la construction d'un pont pour faciliter l'accès des habitants aux routes principales constituait aussi une intervention directe afin de faciliter la diversification des sources de revenus de la communauté. Toutefois, les services directement offerts par l'État, mis à part les projets mentionnés, sont demeurés modestes. Notamment, malgré la proximité de villes d'importances, tel Batu Niah, la communauté n'est pas reliée au réseau d'électricité. Chaque famille produit son énergie à l'aide d'une génératrice. À l'instar de la faible portée des services offerts par l'État, aucune taxe foncière ou résidentielle n'est collectée. Seule une somme de 5 à 7RM annuellement assurerait l'enregistrement de chaque unité d'habitation, afin de confirmer sa « légalité ». Mais la légalité demeure à prouver pour la population du Sungai Ghelasa. Compte tenu des nouvelles réglementations de l'État, les modes de gestion environnementaux ibans ont été appelés à se transformer.

iii. Le milieu de vie dans un environnement changeant

Actuellement, les 81 familles membres de la communauté se partagent un territoire de 3 226 hectares que leur a légué la fortune de l'histoire. La population du village comprend un peu moins de 300 individus, en incluant les enfants d'âge scolaire qui sont pensionnaires dans les villes de Batu Niah et de Suai à proximité. Cette superficie, plus faible que celle des territoires des communautés limitrophes qui comptent grossièrement entre 8000 et 12000 hectares, est liée à l'arrivée plus tardive de la communauté. Les frontières du territoire coutumier sont actuellement bordées par une plantation de la compagnie *Sarawak Oil Palm Berhard* (SOP), le territoire penan, de quatre autres *pemakai menoa* ibans, ainsi que de deux réserves forestières étatiques. Le paysage de la région environnante est fait de

valons, sans pourtant être très accidenté. Le village, situé à environ 40 km de la ville de Batu Niah, est facile d'accès par la route pavée reliant la ville de Miri à celle de Bintulu et la route secondaire qui y dessert les plantations de palmier à huile de la région.

Figure 4. Le territoire de la communauté du Sungai Ghelasa



Source : Borneo Resource Institute, BRIMAS, 2006

La communauté est actuellement constituée de deux *rumah panjai*. Les membres de la communauté, au départ regroupés dans une seule unité d'habitation, ont construit une nouvelle maison longue en 1981 pour faire face à la croissance démographique du village. La Rumah Timboo compte 35 familles et l'autre, la Rumah Lasan, pour sa part en abrite 49. Chaque *rumah panjai* rassemble des clans familiaux distincts, tous les membres d'une même famille élargie habitant généralement sous le toit de la même maison longue. Les activités agricoles, notamment, sont gérées à l'échelle de la maison longue. Cependant, un bon nombre de ménages possèdent une habitation unifamiliale située sur la propriété familiale en plus de leur *pintu* dans la maison longue. Les habitations individuelles

manifestent d'importantes disparités de revenus entre les ménages, visibles entre autre par la qualité variable des maisons individuelles des ménages.

Au cours des 20 dernières années, la communauté du Sungai Gelasah s'est trouvée entourée de plantations de palmier à huile (figure 4). Les infrastructures nécessitées par l'exploitation de l'huile de palme ont impliqué la construction de routes et d'un moulin d'extraction non loin. L'environnement de la population du village a connu d'importants changements, entraînant plusieurs répercussions sur son milieu de vie. Notamment, le Sungai Suai, principal affluent de la région, est pollué et son eau rendue inutilisable à cause des rejets du moulin de la compagnie SOP. De plus, l'expansion des plantations sur les terres de l'État à proximité circonscrit le domaine de chasse de la communauté. Cette situation se reflète directement dans la disponibilité en gibier. Paradoxalement, il est maintenant plus facile de capturer des proies. Il s'agirait, selon les habitants du village, d'un résultat du rétrécissement de l'habitat du gibier et de sa concentration dans les parcelles de forêts rémanentes. Ajoutons que l'ouverture de nombreuses routes au cours des dernières années, ainsi que les nouvelles méthodes de chasse nocturne à la lampe impose une pression sur les stocks de gibier, une ressource dont l'accès est ouvert (*open-access*) (Horowitz, 1998). Les habitants accèdent également aux terres étatiques (*Forest Reserve*) hors du domaine de la communauté pour leurs activités de chasse et de loisirs. Dans une certaine mesure, les règlementations territoriales demeurent des abstractions sans réelle portée.

Par ailleurs, les villageois se plaignent de baisses de rendements agricoles qu'ils associent aux émissions polluantes des moulins d'extraction d'huile de palme. Tous les paysans interrogés ont soulevé le problème des pluies transportant les substances polluantes émises dans les fumées du moulin voisin. Il est impossible d'infirmer ces allégations, d'ailleurs démenties par les représentants du Département de l'Agriculture interrogés à cet effet. Elles évoquent néanmoins une réalité, celle de conditions moins favorables à l'agriculture vivrière, quelles qu'en soient les raisons. D'autres pratiques culturelles sont quand à elles restées inchangées, notamment l'utilisation des plantes sauvages pour l'alimentation et les rituels. Les vertus protectrice et sacrée attribuées à certaines plantes (*kayu hujan panas*,

kayu merkubung, etc.) et la récolte de plantes sauvages demeurent au cœur des pratiques quotidiennes⁹². L'absence de bétail semble être compensée par l'importance de la basse-cour pour l'alimentation des ménages. L'écologie de la communauté implique un fort degré d'interaction entre les paysans et leur environnement, ceux-ci étant souvent directement dépendants des ressources naturelles pour leur survie.

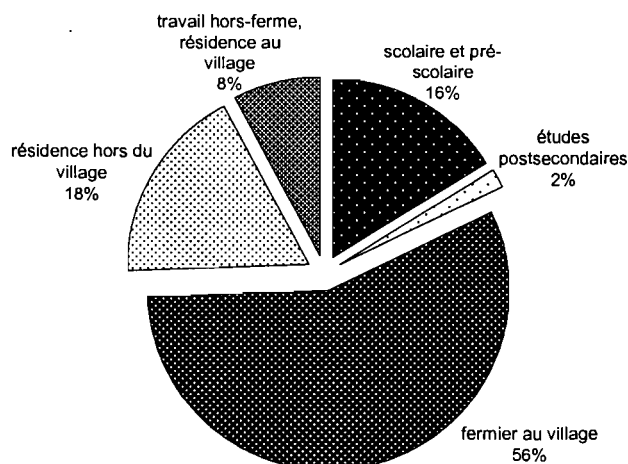


Figure 5. Occupation principale des habitants du Sungai Ghelasa

*L'échantillonnage de 25 ménages a permis d'accéder aux informations concernant les enfants des chefs de ménage, ce qui constitue un total de 129 individus, dont 23 (18%) ne font théoriquement plus parti de la population du village, car ils ont émigrés.

Par ailleurs, les changements du milieu de vie ne se limitent pas au seul secteur de l'agriculture. La proximité des marchés urbains et du moulin d'extraction d'huile de palme offrent plusieurs options économiques. Les activités agricoles des ménages sont souvent complétées par les maigres revenus de la collecte des fruits de palmier à huile dans les plantations environnantes. Lors de l'enquête, près de 10% de la population de l'échantillon, surtout des jeunes hommes célibataires, déclaraient le travail de journalier dans les plantations comme première source de revenu. Or, de nombreux habitants, non pas seulement les jeunes, vont quérir les 9 à 15RM qui sont versés quotidiennement aux journaliers des plantations et qui servent comme revenu d'appoint. De plus, les secteurs de la vente des produits agricoles commerciaux et du transport des fruits d'huile de palme génèrent la plus grande part des revenus de la communauté. En tirant partie de la route à proximité, certains sont spécialisés dans la réparation de voitures et dans les services de transport. Le développement des plantations donne accès à de nouvelles sources de revenus

⁹² Les habitants utilisent dans leur alimentation quotidienne et leur artisanat un nombre important de végétaux retrouvés à l'état naturel dans les forêts secondaires matures de la région (*pisang, nibung, ratan, pantu, aping, bindang, lalis, ambunuk, muluang, sago, jelayan, tepus*).

accessibles aux populations rurales. Les villageois sont témoins de l'ouverture des frontières de leur domaine économique. Déjà, ce sont près de 20% des gens du village qui ont trouvé à s'établir hors du village (Figure 5) et l'exode rural semble se poursuivre.

Mais autant cette population tire profit des possibilités économiques de la région, autant elle demeure attachée aux multiples traditions ibanes. Les familles du village dont la majorité du revenu provient d'activités hors-ferme forment une minorité. Même que la plupart demeurent agriculteurs et pratiquent toujours la riziculture sur brûlis à raison d'une récolte annuelle à la fin de la saison des pluies en juin. On compte également un certain nombre de ménages qui, ayant accès aux terrasses alluviales des affluents secondaires, pratiquent la riziculture inondée. Néanmoins, le changement environnemental le plus significatif à être survenu à l'intérieur des frontières de la communauté consiste en la croissance de la culture du palmier à huile. Jusqu'à il y a environ cinq ans, seuls deux ménages avaient entrepris cette culture qui constitue désormais l'occupation première d'une majorité d'exploitants agricoles. L'agriculture demeure, selon les déclarations du chef lui-même, l'activité principale de tous les habitants du village. Mais le potentiel d'expansion agricole commercial endogène de la communauté est circonscrit, dans ce cas, le plus souvent par manque de capitaux. La situation marginale des paysans, héritage historique, apparaît ici dans les limites économiques qui leurs sont imposées. Des familles sans enfants au village ont peine à cultiver leur terre et la laisse, pour l'essentiel, en jachère forestière, malgré leur volonté. Les transformations politico-économiques survenues au cours des dernières années au Sarawak ont créé un contexte économique agricole nouveau pour les villageois. Nous insistons d'abord sur les implications, pour la communauté en question, du nouveau régime de convoitise territoriale.

iv. Esquisser les contours du conflit, le positionnement des acteurs

Depuis l'établissement de la communauté du Sungai Ghelasa, jusqu'aux années 1980, le rôle de l'État, malgré sa stricte réglementation de l'expansion territoriale ibane, apparaît plutôt bénéfique et fondamentalement paternaliste dans son approche. Les relations entre le pouvoir traditionnel du village et les représentants de l'État apparaissent harmonieuses jusqu'aux années 1990. Conséquemment, les villageois accordaient généralement leur vote

au parti de la coalition au pouvoir. À certains égards, l'aide ponctuelle qui était fournie à la communauté entretenait des rapports politiques clientélistes qui visaient clairement à assurer l'appui politique d'électeurs-clients. Aux mêmes fins, des allocations directes sont accordées par le gouvernement à chaque famille et au chef de la Rumah Panjai durant les campagnes électorales.

Tableau VI. Synthèse des acteurs impliqués dans le conflit du Sungai Ghelasa

Acteurs	Origine		Nature des intérêts	
	exogène	Endogène	Politique	économique
Communauté du Sungai Bong		■	■	■
Tuai Rumah		■	■	■
ONG de défense des droits autochtones	■		■	
Sarawak Oil Palm Berhad (SOP)	■			■
Miri High Court	■		■	
Land & Survey Department	■		■	
Government of Sarawak	■		■	■

Mais la nouvelle économie politique allait mener en 1998 à la radicalisation du sentiment des membres de la communauté par rapport à l'État. En effet, au début de cette année, des habitants du village ont lu dans le journal local que le Lot 78 de Suai, qu'ils considéraient faire partie de leur territoire, avait été attribué à la corporation *Sarawak Oil Palms Berhad* (SOP)⁹³. Alerté par cette annonce, certains habitants ont entrepris de vérifier au *Land & Survey Department* de la Division de Miri, pour voir confirmée leur crainte. Selon les cadastres officiels, près de la moitié du territoire de la communauté devait officiellement être convertie en plantation de palmier à huile (Figure 4). Ce que les Ibans nomment le *sempadan*, les frontières de leur territoire, étaient contestées par l'État par le biais du *Land & Survey Department*. Les protestations qui ont été exprimées par les membres de la communauté auprès de ces deux organisations n'ont pas porté fruit. La compagnie SOP a plutôt réaffirmé qu'elle possédait l'autorisation d'étendre sa plantation sur ce qui était légalement considéré comme les terres de l'État. Et en effet, les documents concernant le

⁹³ Des représentants de la compagnie de la compagnie de palmier à huile auraient offert au négociateur en chef du village une somme de 2 000 000 RM et la création d'un *Joint venture* dans l'espoir de le faire fléchir sur ses positions, apparemment sans succès.

territoire coutumier remis à la communauté par le gouvernement colonial n'avaient pas la valeur légale d'un bail à perpétuité ou d'un titre de propriété⁹⁴ (Tableau VI).

La situation à laquelle est confrontée la population du Sungai Ghelasa est partagée par de nombreuses autres communautés autochtones au Sarawak. Cependant, à la différence de la plupart des territoires coutumiers autochtones (NCR), des ressources environnementales jugées importantes par les membres de la communauté interrogés sont situées en zone convoitée par la SOP et non-reconnue par l'État. Alors que d'autres communautés limitrophes, notamment celle de la Rumah Meringai, ont également subi l'empiètement des grandes plantations sur leur terre coutumière, les superficies soutirées correspondaient à une faible proportion du total et ne les privaient manifestement d'aucune ressource vitale. Les coûts des procédures légales ont ainsi découragé toute poursuite. Pour sa part, la communauté du Sungai Ghelasa se trouvait plus directement menacée par l'empiètement des grandes plantations sur son territoire et encline en engager des poursuites judiciaires⁹⁵. Au regard des habitants rencontrés, la survie économique (à laquelle nous ajouterions, culturelle et identitaire) de la communauté se voyait potentiellement compromise par la pression expansionniste des grandes plantations de palmier à huile.

Devant les menaces de dépossession, la défense du territoire est apparue impérative et inéluctable à la communauté. Certains habitants du Sungai Gelesah se réapproprient dans leur rhétorique leur passé guerrier⁹⁶. Les violences survenues dans le district voisin de l'Ulu Suai en 1999, bien connues des habitants, sont érigées en exemple de résistance. Durant cet

⁹⁴ Dans une autre communauté du même district on exprimait en ces termes: *"The Land and Survey Department came to see us, we said we needed the NCR title, they said: you are a native, you don't need any land title. And after the company came and asked to see the title, since there was no title, the company declared it was State Land and the government gave land titles to the company"*.

⁹⁵ In the High Court in Sabah and Sarawak at Miri, suit no. 22-54-1998 (MR) Lasan AK Rangai, Timboo Ak Undi, Kalom Ak Empili, Jusn Ak Badaru, Giang Ak Dol VS Superintendent of Lands & Surveys Miri Division, Government of Sarawak and Sarawak Oil Palm Berhad.

⁹⁶ L'État semble engagé à maintenir la paix sociale au Sarawak. Les provocations sont évitées et les auteurs des meurtres de Suai ont obtenus des peines légères compte tenu de la sympathie dont ils jouissaient auprès d'une large portion de la population autochtone. Néanmoins, parmi les paysans interviewés au Sungai Ghelasa, nombres d'entre eux semblaient résolus à conserver le contrôle de leur terre: *"I would rather die than to see my land taken away. We want to develop our land alone. I will fight until I die. I want to plant oil palm by myself."* (agriculteur iban) Un autre disait également: *Polis belum datang di sini, Polis takut*, La police n'ose se risquer sur nos terres (pour nous intimider). On affirme de la sorte l'indépendance du territoire de la communauté par rapport au pouvoir de l'État.

épisode, des paysans ibans qui avaient dressé des barricades ont tiré sur des employés de la compagnie de palmier à huile qui avaient recouru à l'intimidation pour tenter de les faire céder. L'orientation politique de la communauté a également changé pour le principal parti d'opposition du Sarawak, le SNAP, Sarawak National Party⁹⁷. Un antagonisme identitaire est exprimé dans la communauté opposant l'ethnie ibane, chrétienne ou animiste aux hauts représentants de l'État, majoritairement musulmans. Cet antagonisme transparait dans les histoires des paysans et leurs invectives, dirigées contre les symboles du pouvoir politique⁹⁸. L'émergence du conflit est survenue pratiquement en concordance avec le retrait de l'aide financière et matérielle sporadique offerte par les agences gouvernementales à la communauté. Depuis 1997, les habitants du Sungai Ghelasa affirment n'avoir reçu aucune forme d'appui de la part des agences gouvernementales. Cette année-là a d'ailleurs marqué le début de la crise financière asiatique et un net retrait de l'État de ses champs de compétence traditionnels.

Depuis 1998, des sommes faramineuses, à l'échelle de la communauté, ont été investies par les familles afin de faire reconnaître une fois pour toutes les frontières du *pemakai menoa*. Il va sans dire que les quelques 200 000 RM qui ont été dépensés par la communauté dans ce combat légal, jusqu'à maintenant, ont pu nuire à son développement économique. L'effacement de l'État, en partie lié à la conjoncture économique et idéologique, va de pair avec la polarisation des opinions politiques autour de la question terrienne. Les membres de cette communauté ont donc opté pour que soit préparé le cadastre de leurs parcelles individuelles et de l'ensemble du territoire par la plus grande ONG de la région. Ainsi, les frontières des parcelles familiales, auparavant identifiées par des éléments naturels, sont désormais enregistrées sur un système de cartographie numérique à référence géographique. Par cette méthode, les parcelles individuelles constituant la tenure

⁹⁷ "So many people know we can buy the Iban people so easily" dit-on au village. On ajoutait également que durant les périodes électorales, des représentants gouvernementaux offrent de faibles sommes à chaque ménage pouvant aller jusqu'à 30RM (9\$CAN), et parfois plusieurs milliers de ringgits au *Tuai Rumah*.

⁹⁸ Dans la *Rumah Timboo*, on raconte en ces termes une histoire qui démontre le sentiment d'humiliation vécu par les paysans ibans : "The most gifted kid at school of the village was visited by officers from the government. They offered him sponsorship for his studies but to one condition: he had to become Muslim. So he accepted. When he comes back, now that he's a grown up, he looks at his parents like if they were pigs. His parents are now very old, they work in the estate, earn 9-11RM a day. How can we make our family become like that?"

traditionnelle de la communauté se trouve cristallisées. L'utilisation du territoire par chacun des ménages peut ainsi être légitimée devant les tribunaux. De la sorte, le recours à la cartographie communautaire se veut un moyen de défier le cadastre établi par le *Land & Survey Department*. Fait important, le chef de la communauté, le fils aîné du *Tuai Rumah*, exerce son autorité et mène la cause qui oppose les gens du village aux desseins des grandes compagnies et de l'État. Son association aux ONG de la région lui permet d'intégrer les réseaux transnationaux luttant pour les droits des autochtones. Les organisations de défense des droits humains comme *Suhakam*⁹⁹ occupent depuis la dernière décennie une place croissante dans l'espace de contestation politique au Sarawak. Les ateliers et séminaires de formation institués par ces organismes permettent la propagation d'une conscience politique et ouvrent la voie à une meilleure connaissance des recours légaux qui leur sont disponibles. On compte un nombre important d'ONG subventionnaires internationales et actives sur le terrain au Sarawak (*Uma Bawang Residents' Association* (UBRA), *Borneo Resource Institute* (BRIMAS), *Borneo Project*, *Sahabat Alam Malaysia*, etc.). Le faible niveau de scolarisation générale dans les villages, et l'émigration des plus éduqués fait reposer la tâche de la défense sur des individus qui nécessitent une assistance dans l'apprentissage des mécanismes légaux.

Le modèle de gestion des ressources naturelles, bien qu'il intègre la propriété individuelle des ménages à la base de son fonctionnement, va également plus loin. En effet, l'affirmation de la communauté comme unité politique cohésive devant la menace qui pèse sur un territoire partagé en parcelles familiales constitue un fait notoire. Contrairement à la majorité des *pemakai menoa* ibans, le territoire du Sungai Gelasah est dénué de réserve forestière communale (*pulau*). Dans la plupart des cas, c'est précisément le *pulau* que l'on convoite et que l'État hésite particulièrement à reconnaître comme partie intégrante des territoires coutumiers communaux¹⁰⁰. Les seules propriétés collectives de la communauté sont: deux bassins versants qui constituent chacun la source en eau potable des maisons longues et une zone réservée à l'extraction minière (Figure 4). Il apparaît clairement que la

⁹⁹ "Not so long ago people were scared to talk, they could be imprisoned, but now, with *Suhakam* from peninsular Malaysia, it seems less bad" (Informateur anonyme du haut Baram, Juillet, 2006).

¹⁰⁰ Entretien personnel avec le Maître Bian, Kuching, Juin 2006

superficie convoitée par la compagnie SOP menace différemment les ménages. Le territoire revendiqué par la compagnie comprend seulement le bassin versant consacré à l'approvisionnement en eau potable de la Rumah Timboo. La zone d'exploitation minière, elle aussi dans la mire de la SOP, est détenue à titre de propriété corporative communautaire (Appell, 1997) et administrée selon les coutumes et lois traditionnelles de l'*adat*. Mais malgré l'inégalité des intérêts des membres de la communauté devant cette menace, les liens qui les unissent semblent l'emporter sur les intérêts économiques de chacun. Du moins, la communauté paraît faire front commun¹⁰¹ contre ce qui menace l'intégrité de sa gestion territoriale. Et indépendamment de cela, les villageois demeurent attachés à plusieurs traditions (institutions) communautaires tels le *gotong-royong*¹⁰². Toutefois, insistons sur l'important déséquilibre des pouvoirs des différents membres de la communauté dans cette lutte, et surtout l'accès différentiel des habitants à l'information. Alors que les intérêts et les modes de vie des habitants diffèrent, des membres manifestement influents œuvrent pour la sauvegarde du territoire communautaire. La pression sociale amène chaque membre de la communauté à contribuer également à ce combat légal, mais l'étude ne permet d'en savoir davantage sur l'inclinaison de chacun des membres.

Les moyens qui ont été investis par les ménages reflètent leur conviction (ou celle des plus influents) dans cette affaire. Leurs notions d'éthique, le sentiment d'affronter l'injustice et de faire valoir leur légitimité habite également de nombreux ménages. Aussi, les aspects contingents au village sont indissociables du consensus qui s'y est établi. Notamment, la présence d'un chef ayant pris les devants des revendications en observant l'*adat*¹⁰³ afin

¹⁰¹ Les ibans utilisent le concept malais de *perhubugan* pour décrire les liens familiaux et communicationnels qui unissent les membres de la communauté entre eux. La communauté à cet effet est structurée en familles élargies à l'intérieur desquelles sont partagées au quotidien d'importantes ressources économiques. Malgré la reconnaissance de traits individualistes et compétitifs de la société ibane (Freeman, 1965; Viston et Sultive, 1988) la coopération demeure omniprésente.

¹⁰² Cette expression malaise également employée dans le vocabulaire iban signifie aide mutuelle ou coopération et réfère aux travaux collectifs qui sont entrepris et auxquels toutes les familles sont tenues de contribuer à défaut de quoi elles auront à verser un montant en guise de compensation. Cette véritable institution traditionnelle est indispensable à certains travaux de désherbage ou de réparation des infrastructures collectives, comme les routes, les ponts, les barrages, etc.

¹⁰³ Afin de décrire à un étranger l'*adat* iban, les habitants réfèrent au concept malais de *berbudi budaya*; *bersopan santun*; *menjaga hati orang* qui dans l'ordre signifient: culture de gentillesse et de bonnes actions,

d'assurer une gestion transparente des fonds de la communauté est à prendre en compte. Toute comptabilisation et transaction de l'avoir collectif fait l'objet d'une surveillance d'un comité de doyens du village. De plus, le territoire restreint et la présence d'une identité de résistance y consacrent la résolution des habitants dans cette entreprise. Les institutions traditionnelles servent la communauté et renforcent sa cohésion dans sa lutte contre l'État et les grandes compagnies. Mais le retrait de l'État, tel que nous allons le voir, n'a pas signifié un ralentissement du processus d'intégration de la communauté au marché. Par ailleurs, l'antagonisme entre la communauté et l'État – avec l'attachement apparent de la population au modèle coutumier de gestion des ressources – compromettent l'intégration de la communauté aux structures légales de l'État.

vi. Le palmier à l'huile : une réponse économique au contexte changeant?

Les systèmes agricoles ibans tels que les conceptualisent Cramb (1990; 1993; 2005), Wadley et Metz (2005) et Dove (1993) sont dans leur essence hautement adaptatifs aux transformations économiques de la société. Et les Ibans du Sungai Ghelasa ont vu au cours des deux dernières décennies se tarir l'aide financière de l'État qui avait favorisé la diversification de leur économie et l'amélioration de leur qualité de vie. Comme le démontre l'évolution économique de la communauté du Sungai Ghelasa, l'État avait généralement subventionné le passage à une nouvelle culture commerciale. Toutefois, la culture du poivre, sur laquelle reposait une partie importante de l'économie du village a connu un déclin majeur au cours des cinq dernières années. D'une part, les prix ont chuté drastiquement de 1999 à 2000 et sont demeurés au-dessous du niveau de 1997 depuis (Pepper Marketing Board, Malaysia, 2006). D'autre part, la faible résistance des plans de poivre et les épisodes fréquents d'infestation d'un fungus rendent inévitable le remplacement des cultures lorsqu'elles sont atteintes. Parmi les habitants du Sungai Ghelasa, la majorité des plans de poivre étaient en phase avancée de sénescence lors de ma visite. Contrairement aux affirmations d'un représentant du Département de l'Agriculture¹⁰⁴, le programme de remplacement des jardins de poivre infestés n'avait pas été offert au Sungai Ghelasa. De nombreux paysans, par choix ou encore par obligation,

se conformer à des standards de décence et de politesse et veiller sur ses semblables (entretien personnel avec les paysans de la Rumah Agin, Juin 2006).

¹⁰⁴ Entretien personnel avec un représentant du Département de l'Agriculture, Marudi, juillet 2006

remplaçaient alors leurs plants de poivre, dans la mesure de leurs moyens, par des pousses de palmier à huile (Photo 2).

Alors que l'État a interrompu ses programmes d'aide agricole, le risque et les coûts inhérents au passage à une nouvelle culture doivent être assumés par chacun des ménages. Cultiver le palmier à huile ne demeure pas moins inévitable selon la plupart des chefs de famille pour qui la priorité est l'accroissement des revenus, que ce soit pour l'éducation des enfants ou pour l'amélioration de leur qualité de vie. La localisation du village, à proximité de plusieurs moulins d'extraction d'huile de palme favorise cette production. Le palmier à huile, par sa robustesse et sa rentabilité, (Hårdter et al., 1997) constitue dans bien des cas, et particulièrement dans celui du Sungai Ghelasa, l'option économique la plus profitable. Ajoutons également que les prix de l'huile de palme, contrairement à ceux du poivre qui ont été hautement volatiles, ont affiché une relative stabilité depuis 1990 et une tendance à la hausse depuis 2001 (Annexe 2). L'argument économique explique en bonne partie le passage à la culture du palmier à huile par les petits exploitants (Metz et Christensen, 1997).



Photo 2. De la culture du poivre à celle du palmier à huile.

Un paysan iban sur sa parcelle retire les plants de poivre sénescents pour les remplacer par les pousses de palmier à huile.

Jean-François Bissonnette, 2006

Dans le contexte de l'étude, l'obstacle principal à l'extension des superficies cultivées était le manque de ressources financières. Tous les ménages interrogés, à l'exception d'un seul, avaient l'intention de poursuivre l'extension de leurs *kebun* de palmier à huile, investissant progressivement l'argent disponible. Les dépenses de base requises au démarrage de la

« plantation personnelle » sont substantielles, se situant sur une échelle de 2000 à 10 000RM selon l'enquête de Ngidang et Majid Cooke, (2006)¹⁰⁵. Les données d'Ismail (2005) offrent un portrait similaire, les investissements requis au développement étant d'environ 1900 RM (\approx 650\$ CAN) par hectare pour les trois premières années de production. Il s'agit au demeurant de la période de maturation des plants avant que ne puissent être récoltés les premiers fruits. Des cultures peuvent toutefois être effectuées entre les plants de palmier à huile, alors qu'un certain ensoleillement demeure disponible. Compte tenu de l'utilisation de main-d'œuvre familiale, les coûts de la production dépendent, dans une proportion de 85% (Ngidang et Majid-Cooke, 2006), de la quantité de fertilisants et d'herbicides utilisée. Malgré les recommandations des agences agricoles à cet effet, certains ménages décident de limiter au maximum l'utilisation d'intrants chimiques, au risque de compromettre l'obtention d'un rendement maximal. Compte tenu du cycle de maturation de cette plante et des dépenses qu'elle exige, un bénéfice ne peut être tiré de son exploitation qu'à partir de la sixième année (Ismail, 2005) (Tableau VII). La productivité maximale de la plante est atteinte vers la huitième année. Si certaines familles ont acquis d'importantes bases en capitaux avec leurs cultures commerciales, et sont en mesure de modifier leur économie agricole et d'affronter les transformations qui surviennent à des échelles supérieures, d'autres n'ont par cette potentialité. En effet, certains agriculteurs ibans, qui comme les autres ne disposent point de titres de propriété foncière ou immobilière légaux se voient refusés le crédit. Ils sont ainsi prisonniers de leur situation économique extra-légale qui leur bloque tout accès à l'emprunt. Dans cette perspective, les liens familiaux, institution informelle fondamentale en milieu paysan, permettent souvent de palier à la marginalité économique des ménages et de combler les manques de capitaux¹⁰⁶.

¹⁰⁵ Étude réalisée dans trois districts de la division du Miri auprès de 253 chefs de familles issus de 39 maisons longues.

¹⁰⁶ Les exemples de coopération intergénérationnelle sont multiples au sein des familles. Dans un cas, les enfants qui travaillent à Bintulu reviennent au village pour la saison du défrichage et des semis. Dans un autre, l'exploitation de palmier à huile d'un jeune couple est financée par les parents. Généralement, les jeunes hommes, avant leur mariage travaillent au champ familial et à la plantation lorsque les travaux sont terminés en terre coutumière. On peut comprendre au regard de ces phénomènes, pourquoi des paysans interrogés craignent de voir leurs enfants quitter le village.

Aux yeux de certains paysans, le palmier à huile symbolise l'espoir d'atteindre une meilleure condition économique¹⁰⁷. Au prix courant de 2006, une tonne de fruits frais de palmier à huile (*Fresh Fruit Bunch*, FFB) avait une valeur marchande de 280 RM. Les agriculteurs locaux prétendent avoir la possibilité de gagner de 5000 à 6000 RM par mois avec une exploitation de 12 hectares, (1500 à 2000 palmiers à huile matures) ce qu'une famille à elle seule peut entretenir sans main-d'œuvre journalière¹⁰⁸. Un chiffre passablement surestimé considérant les évaluations d'Ismail (2005) qui avance des revenus mensuels entre 3500 et 4000 RM pour la même superficie, en démontrant l'importance des dépenses préalables et du temps nécessaire à la maturation de cette culture sur une parcelle de paysan. Une rémunération de cet ordre est actuellement bien au-dessus du revenu moyen des habitants qui se chiffre, de façon approximative, selon leurs évaluations personnelles, à 670 RM mensuellement. Ce salaire semble d'autant plus modeste lorsque l'on considère les dépenses annuelles moyennes de 1400 RM consacrées aux intrants agricoles chimiques. Ajoutons que la dépendance envers les intrants d'origine industrielle est liée à l'absence de bétail dans le monde agricole iban. Cette caractéristique suppose un degré important d'intégration au marché (Cramb, 2005). Bien sûr, le temps de maturation de la plantation familiale, près de trois ans, et les soins qu'elle nécessite, exige d'avoir accès à d'autres sources de revenus, comme ceux qui proviennent de la vente du latex ou des revenus hors-ferme. La culture du palmier à huile est avantageuse au plan de la relative rapidité de sa maturation, par rapport à l'hévéa. De plus, la période de productivité de la plante lui confère, près de 25 ans, la rend fort attrayante comparativement au poivre. Également, les coûts de production moyens du palmier à huile sont inférieurs à ceux de l'hévéa (Tableau VII).

¹⁰⁷ Un agriculteur iban en voie de convertir la totalité de sa parcelle poivrrière en culture de palmier à huile s'exprimait en ces termes: "*Future may be bright with oil palm*". Au même titre, des paysans du Sungai Ghelasa exprimaient vouloir en dédommagement du gouvernement une somme suffisante afin de permettre à chaque ménage de démarrer une exploitation du palmier à huile. On répète que chaque pousse de palme à huile coûte cher, 6RM (1,85\$CAN), achetée auprès du Département de l'Agriculture.

¹⁰⁸ La quantité d'intrants ajoutée détermine la productivité de la plante. Dans les plantations, on épand généralement pour un rendement optimal, 2kg/4 fois par an/arbre (Informations des cultivateurs et intervenants locaux de diverses organisations colligées).

Tableau VII. Comparaison des caractéristiques des trois cultures commerciales principales cultivées en pays iban

Caractéristiques des cultures	Hévéa (<i>Hevea b.</i>)	Palmier à huile (<i>Alea g.</i>)	Poivre noir (<i>Piper n.</i>)
Durée moyenne de la production	20 à 30 ans	≈ 25 ans	10-15 ans
Début de la production (x années après la mise en terre)	6 à 9 ans	3,5 à 4 ans	7-10 ans
Bénéfice maximal atteint (x années après la mise en terre)	≈ 15 ans	8-10 ans	7-10 ans
Coût annuel moyen* de production pour les 15 premières années (pour 1 ha) ^a	5025 RM	1657 RM	N.D.
Prix à la tonne (pour 2005)	6368 RM	1394 ^c RM	4278 RM
Rendement moyen annuel (tonne/ha)	1,3 ^b	3,8 ^c	1,7 ^d

Sources : Ismail, 2005; Sadanandan, 2000

* Les coûts de la main d'œuvre sont quantifiés et ajoutés au total par Ismail 2005, ce qui permet d'évaluer le travail requis pour ces cultures.

^a Les coûts et bénéfices sont calculés en fonction des prix courants de 2003, selon Ismail, 2005

^b Source : Malaysia Rubber Board, moyenne pour les petits producteurs parcellaires; rendement moyen de 2003 à 2005

^c Source : Malaysia Oil Palm Board, moyenne malaysienne d'huile de palme brute (*Crude oil palm*); rendement moyen de 2003 à 2005

^d Source : FAOstat, moyenne malaysienne, rendement moyen de 2002 à 2004

Afin de s'engager dans la culture du palmier à huile, la plupart des ménages disposaient, pour la majorité, d'importantes superficies de territoires en jachères forestières ou arbustives (*temudah*). En moyenne, selon l'échantillonnage effectué, chaque ménage a un droit d'usufruit sur un peu plus de 44 hectares. Au moment de la visite, mis à part la culture du palmier à huile, celle du riz et de certains fruits et légumes, l'essentiel des terres d'une majorité des ménages était laissé en jachère (Figure 6). Le *temudah* occupait ainsi une moyenne de 40 hectares pour l'ensemble des possessions foncières d'une famille. Les habitants comptaient au cours des prochaines années convertir à la culture du palmier à huile un maximum de ces superficies afin de s'assurer un meilleur revenu. Parmi les chefs de familles interviewés, 80% déclaraient cultiver le palmier à huile comme première occupation. Ils avaient mis en terre une moyenne de 628 palmiers, dans des exploitations allant de 200 à 1500 arbres, plantés au cours des cinq dernières années pour la majorité. Si plusieurs répondants avaient déjà abandonnés la riziculture sur brûlis, la plupart, 92%,

poursuivaient cette pratique. Cependant, un nombre plus important, le quart des chefs de ménage interrogés, projetaient d'abandonner cette culture lorsque leurs revenus, générés par l'huile de palme, seraient supérieurs¹⁰⁹. Le désir d'abandonner ou non la riziculture traditionnelle témoigne d'attitudes variables par rapport à la modernité. Les stratégies de gestion des risques inhérents aux transitions de l'économie justifient la poursuite de l'agriculture sur brûlis pour d'autres. La riziculture traditionnelle, de base économique des ménages qu'elle constituait, est devenue une forme de sécurité alimentaire secondaire. Ces observations concordent avec l'étude réalisée sur une plus grande échelle par Songan, (1993) et Ngidang et Majid-Cooke, (2006). La diversité des sources de revenus et notamment les prix du latex, produit auquel chacun a accès grâce aux programmes gouvernementaux passés, assure à tous les ménages un revenu minimal et fiable, à condition qu'ils puissent le récolter¹¹⁰.

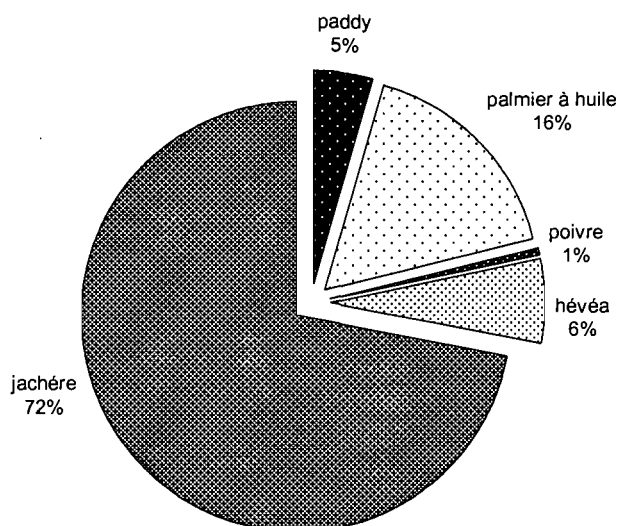


Figure 6. Utilisation du sol des 25 répondants du Sungai Ghelasa, 2006

* La superficie en jachère peut être sur ou sous-évaluée puisque la plupart des répondants ne connaissent pas avec précision l'étendue de leur *temudah*, leur terres laissées en jachère.

De plus, l'augmentation continue de la population, passée de 16 à 81 familles de 1952 à 2006, dans un territoire défini, impose la fragmentation de la propriété. Ainsi, si la communauté n'avait pas effectué un virage vers les cultures permanentes, le temps de jachère devrait être raccourci pour maintenir les productions vivrières, avec les

¹⁰⁹ « *dulu, lebih banyak sawit* », avant d'abandonner la riziculture traditionnelle, nous allons attendre de cultiver à plus grande échelle le palmier à huile.

¹¹⁰ Au Sungai Ghelasa, une vieille dame, en perte de mobilité, tire sa subsistance du latex que ces enfants récoltent en entaillant ses hévéas régulièrement. Il s'agit-là de sa seule source de revenu, compléter par des récoltes de riz auxquelles elle contribue.

conséquences que cela peut avoir sur la qualité des sols. Mentionnons que les investissements majeurs, à l'échelle paysanne, qui sont effectués dans les exploitations familiales de palmier à huile représentent une stratégie relativement risquée. En somme, au niveau économique, ce mouvement paysan vers la culture du palmier à huile indique la poursuite de l'intégration au marché, alors que celle-ci est désormais commandée par la communauté elle-même.



Photo 3. La culture du palmier à huile par la paysannerie parcellaire ibane.

Parcelle de palmier à huile enchevêtrée de cultures vivrières et jonchée de souches calcinées, aménagée par un agriculteur iban de la communauté du Sungai Ghelasa : paysage qui n'est pas sans rappeler celui d'une agriculture sur brûlis.

Jean-François Bissonnette, 2006

vii. Le palmier à huile : une économie politique alternative

L'économie revêt nécessairement une portée politique, et c'est également sous cet angle qu'il faut appréhender les transformations au Sungai Ghelasa. La culture du palmier à huile par les exploitants indépendants constitue un message politique en lui-même. En premier lieu, cette culture sert la stratégie visant à occuper l'espace au plus vite, et ainsi légitimer l'utilisation du sol devant les grandes compagnies (Ngidang, 2006). En présence du tribunal, les représentants de la communauté auront à prouver l'utilisation continue depuis 1958 des territoires convoités et, ainsi, le caractère essentiel de cette superficie dans l'économie du village et des ménages qui en possèdent les droits d'usufruit¹¹¹. De plus, le

¹¹¹ Entretien personnel avec un représentant du Department of Agriculture, lequel affirmait que l'établissement de la légitimité des revendications des territoires coutumiers était effectué à l'aide de photos aériennes datant de 1958.

développement de cette culture vient damer le pion au projet des grandes compagnies appuyées par les réglementations de l'État. La compagnie commune (*joint venture*) proposée aux villageois par la SOP, a été associée à la menace de dépossession et aussitôt refusée par les villageois. Malgré les difficultés d'accès aux capitaux, les paysans choisissent de maintenir le contrôle de leur production agricole. La communauté, en conservant son territoire se soustrait à de contraignantes réglementations limitant l'adaptabilité de son économie agricole. Mais également, elle refuse un remodelage planifié de son domaine territorial et de son milieu de vie. Il s'agit d'un milieu de vie permettant une plus grande sécurité alimentaire et qui soit culturellement significatif. À cet effet, cultiver le palmier à huile permet l'enchevêtrement des cultures, au travers des pousses de palmier à huile¹¹² (Photo 3). Ces pratiques favorisent une utilisation optimale d'une superficie agricole mêlant cultures de rente et vivrières (Ewel, 1986).

Par la proximité des infrastructures essentielles à l'économie du palmier à huile, les membres de la communauté sont en mesure d'obtenir le meilleur prix pour la vente des grappes de palmier en choisissant le moulin de la région auquel vendre leur production (*Sarawak Oil Palm* ou *Golden Hope*). L'exposition de la communauté au marché semble ainsi optimale (Sikor et Vi, 2006). De plus, les sources de capitaux hors-ferme sont également relativement importantes. Les revenus d'emplois de d'autres secteurs peuvent être réinvestis dans le développement de cultures de rente sur les parcelles familiales. Néanmoins, la vente des fruits de palmier à huile d'un exploitant indépendant à une compagnie détenant un moulin exige d'autres formes de réglementations. L'obtention préalable d'un certificat attestant de la taille de l'exploitation auprès du *Malaysia Palm Oil Board* (MPOB)¹¹³ est obligatoire. Une fois l'inspection effectuée, ce permis autorise la

¹¹² À cause de leurs moyens financiers limités, les ménages autochtones rencontrés devaient défricher manuellement, à la scie mécanique, d'importantes superficies d'une forêt secondaire, pourtant mature. La location d'un bulldozer aurait coûté 1000RM de l'heure et aurait pu préparer les 3 hectares de Ating et sa femme en moins d'une journée. Cependant, les opérations de défrichage ont nécessité de 40 à 60 jours de travail au jeune couple sans enfants. Les troncs et racines sont brûlés et de nombreuses souches sont parsemées dans les champs. Cette technique, affirment les agriculteurs locaux, préserve la couche supérieure du sol, la litière, riche en matière organique, contrairement à l'action du bulldozer.

¹¹³ La *Malaysia Palm Oil Board* (MPOB), ainsi que la *Palm Oil Research Institute of Malaysia* (PORIM) chapeautent le développement de toute l'industrie en Malaysia, en tentant de réglementer l'évolution de la

vente des fruits et constitue une preuve de valeur collatérale, permettant ainsi l'emprunt dans certaines conditions. Cette forme de réglementation offre un accès aux structures légales capitalistes, sans interférer avec la tenure traditionnelle ibane. L'État, indépendamment de l'épineuse question de définition de la propriété autochtone en territoire coutumier, favorise ainsi l'extension du domaine de l'économie de marché. De plus, malgré le retrait de son soutien agricole, le gouvernement offre une formation minimale à la petite paysannerie parcellaire ibane sur les techniques de culture du palmier à huile. Le rôle de l'État apparaît à cet égard paradoxal. Ainsi, les chefs politiques des deux *Rumah Panjai* du Sungau Ghelasa ont eu droit à des ateliers de formation portant sur la culture du palmier à huile. Les connaissances circulent ainsi et l'influence des chefs dans leur maison longue respective, comme les qualités évidentes de cette culture, se traduisent par une large adoption de celle-ci. Les techniques sont diffusées par les liens sociaux très étroits qui unissent les membres de la communauté. La stratégie consistant à cultiver le palmier à huile, dans sa forme endogène, apparaît comme la réponse la plus avantageuse sur les plans économique et politique; ne l'oublions pas, elle constitue une alternative viable au *Konsep Baru*.

viii. Un virage individuel ou communautaire?

La culture du palmier à huile chez les petits exploitants ibans correspond à une stratégie économique d'auto-développement (*self-help*) ou d'auto-habilitation (*self-empowerment*) (Ngidang et Majid-Cooke, 2006). Cette approche se situe aux antipodes d'une dépendance envers les interventions de l'État central et démontre l'indépendance de la communauté. Il s'agit à maints égards d'une forme d'affranchissement obligatoire par rapport à l'État. Mais également, la communauté, face aux pouvoirs gouvernementaux qui tentent de la déposséder, cherche à manifester son indépendance autant économique qu'identitaire. Il y a, sur une base familiale, mobilisation des ressources financières des ménages afin d'œuvrer à la reconstruction de sa capacité économique. De plus, l'abandon des modes de subsistance par une portion croissante des petits exploitants traduit une croissance de la confiance accordée à l'économie de marché, de même qu'au prix du palmier à huile. À cet

production. Au même titre, les productions de poivre et de caoutchouc impliquent le même type de réglementation de la part des agences concernées.

effet, les paysans affirment qu'après avoir assisté aux activités des plantations avoisinantes depuis deux décennies, ils sont en droit de réclamer leur part dans cette économie. Cela n'exige pas pour autant le délaissement d'activités de chasse et de cueillette des produits de la jungle. Malgré le retrait de l'aide gouvernementale à la diversification de l'économie agricole, l'intégration au marché se poursuit avec l'émergence d'un secteur dynamique de petits exploitants de palmier à huile. Conséquemment, il apparaît clairement que le changement de paradigme que souhaite instaurer le gouvernement sarawakien avec le *Konsep Baru* a déjà eu lieu au village du Sungai Ghelasa, et ce au moins depuis l'implantation des périmètres de culture du poivre. Il est manifeste que la majorité des paysans ne sont plus dépendants des perfusions gouvernementales. Cette population, non pas passive devant les transformations économiques, multiplie les stratégies d'adaptation au contexte nouveau. Même que les revenus qui doivent être générés de cette intégration au marché seront réinvestis en partie dans l'éducation des enfants. L'objectif de la communauté est ainsi, de façon consciente, ou non, d'accroître son intégration au centre de la société. L'idéologie du développement qui prévaut dans la communauté est également celle du reste de la société.

L'accroissement de l'intégration au marché, conséquence de l'expansion agricole du palmier à huile au sein de cette communauté, se produit dans un cadre de propriété individuelle formellement définie, donc sans l'intégration aux structures légales de l'État. Les institutions locales préviennent donc les transgressions du droit à la propriété, malgré leur marginalité par rapport au cadre foncier légal de l'État. Ces mécanismes traditionnels règlementent les droits relatifs à la propriété terrienne en l'absence du système légal de l'État. Mais on assiste également, avec le « boom » du palmier à huile, à un phénomène de marchandisation foncière embryonnaire à l'échelle de la communauté. C'est que contrairement à d'autres cultures comme celle du poivre, celle du palmier à huile réclame d'importantes superficies. Même si la plupart des ménages du Sungai Ghelasa possèdent généralement des parcelles suffisamment grandes pour cette entreprise, certains peuvent souhaiter prendre possession de terrains plus facilement accessibles ou de meilleure qualité. Cette donnée pourrait occasionner éventuellement une transformation de la tenure par la concentration de la possession foncière. Les transactions foncières entre les parties

autochtones (les montants obtenus se situant nettement sous les prix courants du marché) sont généralement réglées par des ententes à l'amiable¹¹⁴. Ces transactions démontrent l'adaptation des structures de la communauté au nouveau contexte économique et, notamment, au contexte du marché. La délimitation définitive des parcelles individuelles, désormais statiques et cartographiées, est préalable à la marchandisation foncière. Nous suggérons ici que l'évolution vers un système de délimitation définitive des propriétés individuelles a été provoquée par la phase actuelle de convoitise terrienne. Bien que les ménages et les communautés aient toujours été conscients de leurs droits exclusifs sur des territoires, ces nouvelles dispositions affirment définitivement la propriété foncière. La concentration de la propriété terrienne chez les membres les plus prospères et entreprenants de la communauté est rendu possible dans l'ère de l'agriculture commerciale. On observe que la nouvelle classe d'exploitants du palmier à huile possédait généralement d'importantes superficies de poivre, au point d'avoir recours à une main-d'œuvre journalière pour la récolte. En somme, à l'intérieur de l'espace social défini par les frontières du territoire coutumier, on régit encore, à l'exception de la marchandisation de la production, les rapports à la propriété. Ceux-ci s'inspirent de rapports marchands capitalistes, malgré leur nature informelle et extralégale aux yeux de l'État (De Soto, 2001). Néanmoins, les liens sociaux demeurent, comme une institution informelle limitant les potentiels de dépossession¹¹⁵ et de marginalisation économique à l'intérieur de la communauté.

La lutte afin de conserver l'intégralité du contrôle du territoire affirme la persistance de la communauté comme unité fonctionnelle et cohésive pour la gestion des ressources naturelles. Toutefois, la cristallisation de la possession individuelle met un terme à l'usufruit conditionnel à l'utilisation continue du territoire. Les membres de la communauté autochtone, comme les agences de l'État, convoitent le potentiel économique

¹¹⁴ Dans un cas connu, un ménage disposant des moyens économiques nécessaires et d'une superficie insuffisante à l'expansion de sa culture de palmier à huile a acheté dix hectares de terre à un proche. Dans un autre, la communauté a défrayé la somme nécessaire à l'achat d'une superficie de plusieurs centaines d'hectares appartenant à la communauté penan limitrophe.

¹¹⁵ Appell, 1985; Li, 2002 ont tous deux documentés des cas où les Rungus du Sabah et plusieurs habitants des hautes terres de Sulawesi dans la région de Lindu, étaient dépossédés de leur terres suite à la généralisation des rapports marchands au cœur de sociétés autochtones de l'archipel malais.

des terres laissées en jachère. Par la défense de son territoire, la communauté s'affirme en tant qu'entité et vise le maintien du contrôle de ses moyens d'existence en réaffirmant son attachement au modèle communautaire. Cette stratégie semble paradoxale, alors que la production locale s'oriente, dans une proportion croissante, vers le marché international. La stratégie communautaire favorise néanmoins l'habilitation des ménages dans leur développement économique. Les individus conservent ainsi une importante marge de manœuvre économique avec la persistance de la polyculture, bien que le marché règle une part croissante du travail. D'ailleurs, les rapports capitalistes ont été intégrés par la plus jeune génération qui conçoit l'accumulation du capital comme inéluctable pour son fonctionnement social, ainsi que pour lutter contre la marginalisation. Tous les surplus de fruits ou de toute culture vivrière sont vendus dans les marchés informels, les *pasar tamu*. Cette société individualiste attribue une valeur monétaire aux échanges de temps et de services à l'intérieur d'une même communauté, qui avant consistait en échanges de biens, tel le notait Cramb (1986). Et si l'intégration totale des ressources foncières de la communauté au marché formel de l'État pourrait être bénéfique monétairement, ne serait-ce que pour toucher les prix fonciers du marché, l'attachement au modèle d'organisation communautaire l'empêche. Cette conciliation apparaît *a priori* impossible puisque les titres fonciers formels, à l'exception de la reconnaissance légale du *Native Customary Land*, ne peuvent être octroyés, à moins de renoncer à ce statut. Mais la communauté s'assure ainsi un droit de regard sur son évolution agraire en empêchant que des intérêts extérieurs à la communauté ne s'approprient de vastes superficies. Les institutions régulant l'accès à la terre dans cette communauté semblent faire preuve de résilience dans le contexte actuel dans lequel il demeure impossible d'obtenir des titres de propriété formels. Et la tenure, pour sa part, demeure relativement inchangée, si ce n'est que les conditions nouvelles liées à la culture du palmier à huile pourraient favoriser la concentration terrienne.

2. La communauté du Sungai Bong : tracer les frontières de la dissension en territoire convoité

“The economics given are crucial; they define much, but not all, of the situation that human actors face; they place limits on the responses that are possible, imaginable. But those limits are wide and, within them, human actors fashion their own response, their own experience of class, their own history”. (Scott, 1985 : 42)

i. Le territoire de la communauté

L'étude du cas d'une autre communauté doit nous permettre d'élargir notre compréhension des réponses communautaires possibles aux transformations en cours. Il existe des différences notoires entre la communauté du Sungai Ghelasa et celle du Sungai Bong. Ces dissimilitudes relèvent notamment de la localisation, de la configuration sociale et territoriale, ainsi que de l'histoire, propres à chacune des communautés. Les différences au niveau de ces caractéristiques permettent d'entrée de jeu d'expliquer partiellement les particularismes locaux. En effet, à la différence de la communauté du Sungai Ghelasa, celle du Sungai Bong s'est établie sur le territoire qu'elle occupe actuellement, dans le district de Marudi (sous-district de Long Lama), plus tôt dans l'histoire coloniale du Sarawak. Dès 1910, les habitants de cette communauté, originaires pour la plupart de la populeuse région de la ville de Marudi, ont obtenu l'autorisation nécessaire de l'administration coloniale pour fonder un nouveau village. Ils se sont alors déplacés vers l'amont de la *Batam Baram*, ce long fleuve longeant la frontière du Sultanat de Brunei qui remonte jusqu'au piedmont des hautes terres de la Division du Miri. Ils occupent un territoire sur lequel se situent les tributaires secondaires de ce fleuve. Le territoire qui leur a été dévolu demeure encore aujourd'hui faiblement peuplé, à l'exception des quelques communautés kayans, kenyahs et ibanes des alentours. Comparativement au cas du Sungai Ghelasa, les habitants du Sungai Bong, bien qu'ils possédaient aussi une autorisation officielle d'utilisation du territoire au moment de leur établissement, ne connaissaient pas les limites exactes de son étendue. En effet, la faible densité de population de la région et son éloignement relatif des centres d'importance rendaient accessoire la délimitation précise de la superficie sur laquelle s'appliquaient les droits coutumiers. La souplesse des réglementations territoriales de l'époque s'explique également par les moyens forts limités de l'administration. Cette

situation a permis aux compagnies forestières de couper l'essentiel de la forêt du territoire au cours des années 1960 contre une forme de compensation en argent. Alors mal informés, sans l'assistance des ONG, les membres de la communauté n'avaient rien pu faire contre une décision décidée à d'autres échelons.

Bien que les chemins forestiers qui relient la communauté aux villes de la région soient carrossables à l'année, ou presque, le bateau constitue souvent le seul moyen de transport pour ceux qui n'ont pas accès à un véhicule. Près de sept heures sont nécessaires, de l'exutoire de la *Batam Baram*, pour gagner le village qui se situe à environ 150km de la ville côtière de Kuala Baram. L'éloignement des centres marchands, mais surtout la rareté des voies de communication nuisent grandement à l'intégration de la production agricole au marché. L'importante distance qui sépare le village des marchés a inhibé le développement des activités agricoles commerciales sur ce territoire, à l'exception de l'hévéaculture et de la culture du poivre. À cause de cette situation, l'ensemble des membres de la communauté seraient autosuffisants en riz. Durant les années 1980, le Département de l'Agriculture a mis en place des périmètres de développement agricoles pour faciliter la culture du poivre. L'octroi de ces subventions agricoles nécessitait la formation de groupes d'environ 10 familles à chacune desquelles étaient données 2000 plants de poivres. Cependant, l'aide technique et financière nécessaire à cette production et à sa régénération se serait tarie vers la fin des années 1990. C'est que la chute des prix du poivre et la diminution des investissements en intrants ont contraint à l'abandon de cette culture au village.

Les agences gouvernementales ont également distribué des semis d'hévéa aux membres du village, de façon à permettre à chacune des familles de disposer de trois acres de cette culture de rente, soit environ 1,2 hectares. Un périmètre de culture d'hévéa *Rubber Scheme* a été implanté au cours des années 1970 grâce aux subventions gouvernementales, alors que d'autres ménages ont étendu eux-mêmes leurs exploitations d'hévéaculture. La récolte du latex constitue actuellement la principale source de revenus agricoles et procurerait aux ménages entre 400 et 600RM par mois. Pratiquée par l'essentiel des ménages à des fins d'autoconsommation, la riziculture se poursuit aux côtés de la culture fruitière et de la collecte des produits de la jungle. Le Département de l'Agriculture poursuit à cet effet la

distribution de fertilisants chimiques aux paysans de la région. Dans ce cas, comme dans celui du Sungai Ghelasa, la majorité des jeunes travaillent dans les industries de la région, qu'il s'agisse de l'exploitation forestière ou des activités gazières et pétrolières. Mais contrairement aux habitants du Sungai Ghelasa, le palmier à huile n'est pas cultivé par les petits exploitants du Sungai Bong. Plusieurs facteurs, dont l'éloignement des marchés, sont à considérer dans l'explication de cette différence. Mais le domaine de la communauté n'en est pas moins soumis aux mêmes pressions précipitant sa transformation et tentant de le soumettre à de nouvelles réglementations.

ii. La convoitise du territoire

La communauté du Sungai Bong revendique un territoire de plus de 11 000 hectares constituant actuellement le milieu de vie d'une population d'environ 150 ménages répartis en huit maisons longues. Chacune des maisons longues est attenante aux parcelles agricoles de ses habitants, au sein d'un même *pemakai menoa* (figure 11). Ici, l'apparente unité des habitants qui partagent un même territoire est trompeuse. Dans le cas de cette communauté, les opinions sont polarisées autour du projet de développement du périmètre de palmier à huile sur les terres du village. Ce territoire est adjacent à celui de la communauté de l'*Ulu Teru*¹¹⁶ qui a accueilli un des deux périmètres de palmier à huile *in situ* effectués à titre de projet pilote du *Konsep Baru*¹¹⁷. L'implantation du périmètre sur ces terres devait également s'étendre, simultanément, à la communauté voisine du Sungai Bong. Pourtant, certains membres de la communauté en ont décidé autrement. Des compagnies forestières ont tout de même tenté de procéder à une coupe sur le territoire de la communauté en 1997¹¹⁸. La tentative de déboiser le territoire en 1997 devait paver la voie à l'implantation d'un périmètre de palmier à huile en fonction du *Konsep Baru*, alors nouvellement adopté en juin de la même année. Les licences de coupe forestière ont été émises sans consultation

¹¹⁶ Ngidang (2002) traite des ambiguïtés liées au développement du périmètre de palmier à huile sur le territoire de la communauté de l'*Ulu Teru*. Selon son étude, le projet a été accepté par les représentants locaux du pouvoir, en fonction de relations patron-clients, sans que la majorité ne comprenne les modalités légales et les implications du projet. Les mêmes mécanismes ont été observés au Sungai Bong.

¹¹⁷ Le périmètre de la Baram en question a débuté en Février 1997, incluant 550 ménages issus de 14 maisons longues dans une compagnie commune entre la compagnie Perlis Plantation Berliad et la SLBD, mais la compagnie s'est retirée des projets de la région au début 2002 (Bulan, 2006).

¹¹⁸ Entretien personnel, Maître Harrison Ngau, Miri, août 2006

de la population, alors que la corruption entourant l'octroi de la licence a été alléguée par des intervenants locaux. L'objection formulée par certains membres de la communauté, devait en principe, selon les réglementations de l'exploitation forestière en territoire coutumier, suspendre les activités. Des requêtes formulées par les habitants à la *Miri High Court* demandant la révocation de la licence ont été reçues et des ordonnances de la *Court* ont été transmises au Département de la foresterie. Même des lettres exigeant l'abrogation de la licence ont également été adressées au *Forest Department*, sans qu'il n'y ait de suites. Et malgré l'injonction de la *Court*, certains habitants ont du recourir à l'érection de barricades afin d'empêcher le déboisement du territoire par la compagnie *Ogawa Sdn Bhd*, puisque même négocier le montant de la compensation était impossible. Cependant, ces interventions juridiques n'auraient pu prévenir l'exploitation forestière qui a eu lieu sur une partie du territoire, tout en limitant les dommages¹¹⁹. La compagnie forestière pour sa part agissait, avant le décret de la *Court*, selon les lois de l'État, en toute légalité. De plus, l'étude des photos aériennes de 1958 révélerait en effet que la superficie revendiquée, de près de 12 000 hectares, dépasse les quelques 8 000 hectares qui sont reconnus jusqu'à maintenant¹²⁰. Le verdict final n'est pas encore connu.

Lorsque les agents du *Land & Survey Department* ont tenté d'effectuer le cadastre du territoire coutumier afin d'implanter le périmètre de palmier à huile, ils ont été boutés hors du territoire par certains membres de la communauté. Le contexte mouvementé de l'expulsion des agents du *Land & Survey Department* et la construction des barricades à plusieurs reprises, a donné lieu à l'intervention de la police au lendemain des événements. Ainsi, 42 personnes auraient été brutalisées, arrêtées et emprisonnées durant une dizaine de jours¹²¹. Durant la même période, il y eut empiètement d'une plantation de palmier à huile sur le *pemakai menoa*, déclenchant l'érection d'autres barricades. Afin de répondre à cette dépossession de leur héritage collectif, d'autres actions ont été mises de l'avant, celles-là

¹¹⁹ "This is very clearly another example of how the Forest Department in Sarawak acted without regard to the law and the rights of the Sarawak natives." (Maître Harrison Ngau Sarawak, December 1996) <http://forests.org/archive/indomalay/peforsar.htm>

¹²⁰ Informations provenant de plusieurs informateurs colligées devant l'impossibilité d'accéder aux documents du cas, les procédures juridiques n'étant pas terminées.

¹²¹ Sahabat Alam Malaysia; Bruno Manser Fund; Entretien personnel avec informateurs anonymes, Miri, Juillet 2006

transformant le domaine de la communauté. Notamment, des ménages ont entrepris de mettre en terre des cultures annuelles le plus rapidement possible sur les superficies directement menacées par les coupes effectuées par la compagnie *Ogawa Sdh Bhd*. De nombreuses espèces arboricoles indigènes protégées ont également été mises en terre par les habitants du village afin de marquer l'utilisation du territoire. En effet, en vertu des lois qui règlementent l'exploitation forestière, il est formellement interdit de couper certaines espèces d'arbres qui sont traditionnellement utilisées par les Dayaks¹²². Ce sont ces espèces (*ratan*, *illipe nut*, etc.) que les membres de la communauté se sont empressés de planter dans les zones convoitées par la compagnie¹²³. Cette modification du paysage, justifiée par l'urgence de défendre le domaine ancestral contre les ambitions corporatives, constitue un moyen supplémentaire de légitimer l'occupation de la terre aux yeux de l'appareil judiciaire. La stratégie décrite a été observée chez un nombre important de communautés autochtones à travers le Tiers-Monde (Unruh, 2006). Au Sungai Bong, les végétaux en question ont été plantés à l'extérieur des parcelles individuelles des membres de la communauté ou sur leurs lopins en jachère forestière. Les dissidents tentaient ainsi de marquer physiquement les frontières du territoire de la communauté. Contrairement au cas du Sungai Ghelasa, tous les membres de la communauté du Sungai Bong n'ont pas adopté la même attitude face aux décisions et projets du gouvernement. Cette communauté plus nombreuse s'est trouvée scindée en deux clans suite à la polarisation des réactions devant les transformations proposées.

iii. La confrontation des visions de développement au sein de la communauté

Malgré l'opposition rencontrée sur le terrain, une majorité de la population du village ne s'est pas opposée à la coupe forestière sur le territoire. Une part importante des habitants appuyait tacitement ou explicitement, aux côtés du *Pengulu* et des autres *Tuai Rumah*, le projet de compagnie commune, *Joint Venture* de palmier à huile du gouvernement. Sur la base du patronage de l'État et des alliances politiques traditionnelles des maisons longues, le projet aurait obtenu l'aval du chef du village et du *Pengulu*. Ce dernier constitue un agent

¹²² Entretien personnel avec informateurs anonymes, Miri, Juillet 2006

¹²³ Associant directement la convoitise de leurs terres par les grandes compagnies aux politiques gouvernementale, on disait au village: "*The government doesn't want to see the land empty, so we have to plant paddy and protected trees*".

de l'État selon les intervenants du milieu, chargé d'appliquer les politiques officielles en échange de bénéfices. Le *Pengulu*, habitant la communauté voisine de l'Ulu Teru, est reconnu pour disposer d'un pouvoir d'influence important auprès des ménages¹²⁴. De nombreux ménages ont ainsi signé les contrats individuels qui autorisent la cession de leurs parcelles, une fois le cadastre effectué, à l'entité corporative. L'évolution du domaine communautaire, non pas conditionné par une opposition unilatérale aux projets de l'État, est l'objet de visions contradictoires concernant son développement. Encore une fois, les positions sont changeantes et nullement statiques, puisque le nombre des opposants au projet de compagnie commune aurait cru durant les mois de juin à août 2006.

Nonobstant le ralliement des chefs de la communauté au *Konsep Baru*, la souplesse des structures politiques et organisationnelles de la communauté a permis à des individus répartis inégalement dans les sept maisons longues de s'opposer à la cession des terres de la communauté à une compagnie exogène, et ce dès le début. Conformément à la tradition ibane, en cas de dissension majeure, les ménages opposés au projet se sont rassemblés dans une nouvelle maison longue (Cramb et Wills, 1998). Par la suite, une autre maison longue aurait également rejoint le parti des premiers dissidents. La configuration sociale de la communauté a donc été redéfinie par l'impératif de s'opposer aux compagnies qui convoitent le territoire de la communauté et à « l'urgence du développement » imposée par le gouvernement. C'est à l'échelle de la maison longue et de ses institutions sociales très cohésives, entretenues par des contacts sociaux essentiels au bon fonctionnement des activités agricoles, notamment, que les projets économiques sont décidés sur la base de consensus. Lors du passage du chercheur, la maison longue de dissidents nouvellement constituée n'avait plus de chef après la démission du précédent, jugé trop vieux. À cette échelle et considérant les caractéristiques égalitaristes reconnues à la société traditionnelle ibane, la présence d'un leadership établi n'est pas essentielle au fonctionnement d'une maison longue. La maison longue constitue une entité sociale politique, généralement homogène, mieux en mesure de définir des projets de développement que la communauté villageoise. Dans le cas qui nous intéresse, ce projet se définissait davantage de façon

¹²⁴ Entretien personnel avec un informateur anonyme du Haut Baram, Miri, août 2006

négative, par un refus de céder sa parcelle à une corporation exogène. Cependant, un projet alternatif à celui proposé par l'État, consistant à poursuivre la culture du poivre, a été articulé au niveau de la maison longue avec des subventions d'une ONG. Hélas, les fonds qui auraient été promis par cette organisation ne seraient jamais parvenus aux villageois¹²⁵.

En l'absence de consensus au sein de tous les *Tuai Rumah* du village et devant l'opposition acharnée d'une portion significative des membres de la communauté, le périmètre de palmier à huile est demeuré en suspens. De plus, les dissidents ont même poursuivi les démarches en cour afin d'obtenir réparation pour la superficie des terres coutumières converties en plantation de palmier à huile (Figure 7) et les coupes illégales. Ils poursuivent un nombre important de compagnies et d'agences impliquées à diverses étapes de la mise en place de la compagnie commune. Après la compagnie d'exploitation forestière, une première entité corporative (*Perlis Plantation*), aux côtés de l'agence dépositaire de la gestion du processus de création de la joint venture sous les politiques du *Konsep Baru*, la SLDB, ont été impliquées dans le projet. Mais après les problèmes rencontrés dans la région, la compagnie s'est retirée au début de l'année 2002 (Bulan, 2006). La corporation *Remunan* a pris le relais avec l'autre agence gouvernementale pouvant être habilitée à l'implantation du *Konsep Baru*, la LCDA. Depuis le début de ces procédures, les investisseurs privés ont mis en place d'importantes infrastructures afin de préparer le démarrage de la plantation. Des routes ont été construites et la pépinière (*nursery*) dans laquelle doivent être préparés les plants de palmier à huile a été installée (Figure 7). Le terrain de la pépinière est devenu propriété de la compagnie, celle-ci est située en plein centre du *Pemakai Menoa*, (Photo 4) sans l'aval légal ou le consensus des habitants. Déjà des travailleurs de la compagnie *Remunan*, provenant de l'extérieur de la communauté y travaillent. Malgré l'unité du territoire coutumier, les revendications de factions minoritaires à l'intérieur de la communauté peuvent s'exprimer au niveau juridique. Cependant, la multiplicité des agences et compagnies impliquées dans le processus et le retrait des premières compliquent grandement la poursuite judiciaire et fait durer les procédures depuis 1997.

¹²⁵ L'ONG BRIMAS notamment, aurait été l'objet de scandales de détournements de fonds ayant impliqué la démission en bloque des employés vers 2005 (informateur anonyme, Miri, Juillet 2006).



Photo 4. Paysage de plantation

Pépinière de palmier à huile à ciel ouvert et plantation nouvellement établie, sous-district de Marudi

Jean-François Bissonnette, 2006

Pour les opposants au projet, le refus d'opter pour la compagnie commune de palmier à huile relève essentiellement du manque de confiance envers les instigateurs de ce projet. Confier la gestion de leur territoire à d'autres, alors que les cas d'abus sont connus, est accueilli froidement. Les paysans, devant un processus de transformation d'un milieu de vie aussi complexe que le leur, craignent de ne pas accéder à des redevances suffisantes de la part des gestionnaires de la compagnie. De plus, il est connu qu'aucune garantie n'est offerte en cas de faillite de la compagnie d'exploitation du palmier à huile¹²⁶. Enfin, la complexité des dispositions administratives et légales de la formation de la compagnie commune demeure inaccessible à une population majoritairement sous-scolarisée. Par ailleurs, leur attachement à l'agriculture traditionnelle, la prise dont ils disposent sur leurs moyens d'existence les dissuadent de voir remplacer leur agriculture par la monoculture du palmier à huile. Surtout, ce sont les avantages économiques du modèle de la polyculture décrit par Cramb (1993) (hévéa, fruits, légumes, produits de la jungle) et la sécurité alimentaire de la riziculture auxquels les villageois ne veulent renoncer¹²⁷. Les habitants du Sungai Bong se comptent chanceux de bénéficier des revenus de l'hévéaculture depuis le bond du prix de ce produit par rapport aux villageois de l'Ulu Teru qui n'ont plus que le palmier à huile. De plus, les opposants au projet redoutent l'arrivée sur le territoire d'une main-d'œuvre étrangère à laquelle on associe des problèmes de délits et de crimes, soit une

¹²⁶ Informateurs anonymes du district de Suai, Juin 2006

¹²⁷ On s'exprime dans la communauté en ces termes: "What are we going to eat if there's only oil palm left?"

diminution générale de la sécurité. Ils sont également conscients que les salaires offerts sur les plantations sont nettement insuffisants pour l'amélioration de leur qualité de vie¹²⁸. Pour certains paysans consultés sur la question, seule la perte d'espoir de tirer sa subsistance de l'agriculture peut inciter à accepter le projet du *Konsep Baru*.

Les habitants cherchent à mettre en place leurs propres exploitations de palmier à huile. Mais faute de moyens financiers et de véhicules pour transporter les fruits au moulin, situé relativement loin de la communauté, ils ne peuvent débiter cette production. Les exigences de la culture des fruits du palmier à huile, dont la promptitude avec laquelle ils doivent être acheminés aux moulins, empêchent les paysans de débiter cette production. Contrairement au latex qui peut être collecté par l'association agricole régionale¹²⁹ (*Farmer's association*) sur place, ou encore, au poivre qui peut être vendu à proximité au village de *Lapok*, les contraintes associées à la commercialisation du palmier à huile sont supérieures. Les communautés kayanes qui cultivent le palmier à huile à proximité auraient pour leur part accès à davantage de camions personnels et de ressources économiques expliquant qu'ils prennent part à la culture du palmier à huile sur une base indépendante. Il en coûterait près de 70RM pour le transport d'une tonne de fruits frais de palmier à huile sur les 280RM que cela rapportait au prix courant de Juillet 2006. Ces coûts, jumelés aux investissements de départ que nécessite la culture du palmier à huile freinent souvent son adoption.

iv. Le paysage dynamique de visions antagoniques

Dans le territoire d'une communauté, le *Pemakai Menoa*, sont enchâssées les propriétés communales et les droits d'usufruits individuels, nous en avons déjà traité. Rappelons également que ces diverses propriétés sont gérées à l'échelle communautaire. Mais lorsqu'est rompue la participation de maisons longues aux institutions traditionnelles de l'ensemble de la communauté, la gestion communautaire est fragmentée et récupérée en

¹²⁸ Discussion informelle avec les habitants de la Rumah M. (la maison longue des dissidents), juillet, 2006

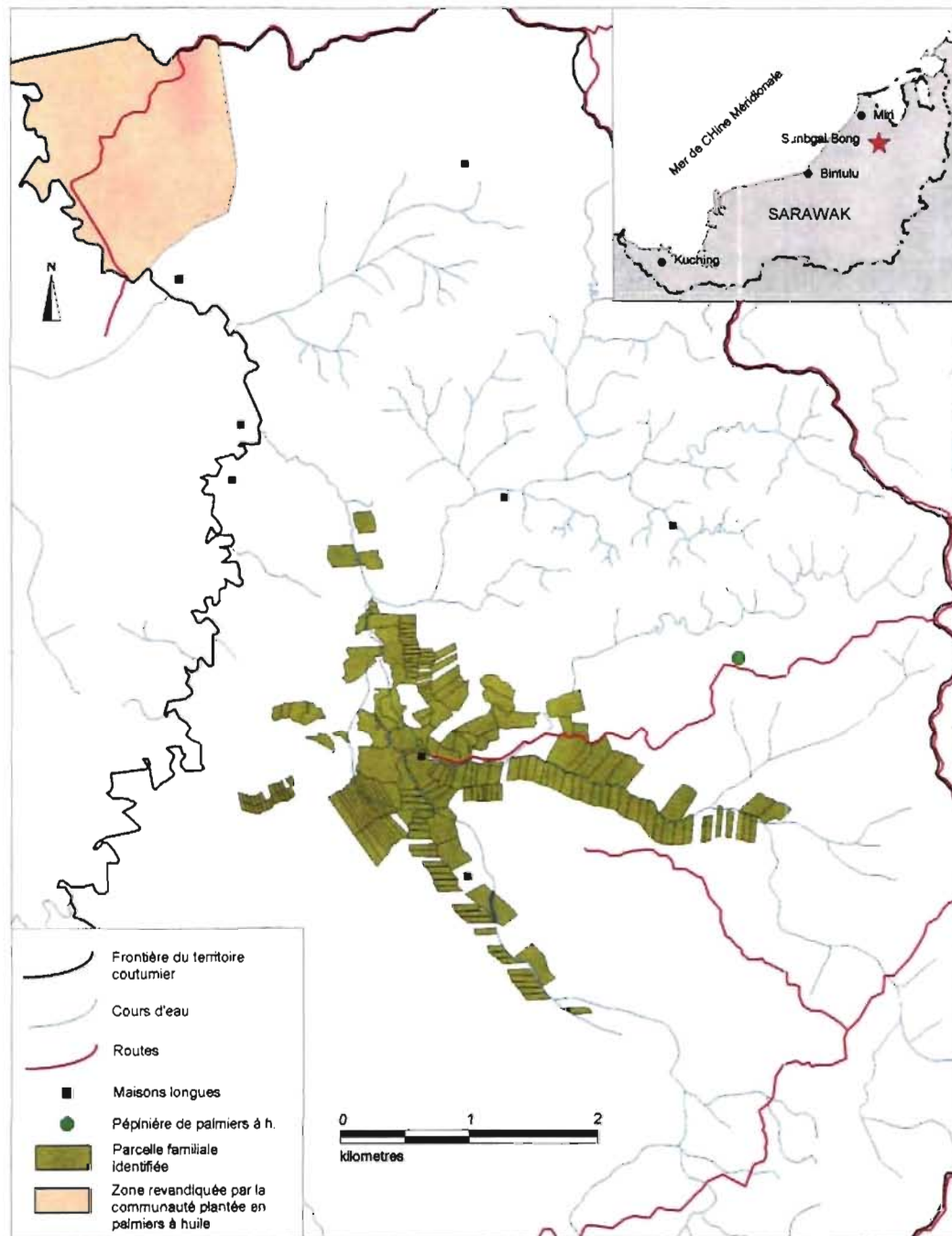
¹²⁹ Les associations de petits producteurs du Sarawak structurent la commercialisation des principales cultures de rente (poivre, latex), alors que la mise en marché des fruits et légumes demeure à ses balbutiements. L'association coopérative est possédée par chacun des paysans en fonction de parts dans la compagnie. Les fermiers sont cependant libres de vendre leurs productions agricoles à l'association ou aux marchands indépendants des villes et villages du Sarawak (Agent de la firme de consultation agricole, PSS Resources Sdn Bhd).

fonction des droits d'usufruits des ménages à l'échelle de chaque maison longue. Le camp des opposants au projet du gouvernement a bénéficié des services de l'ONG *Borneo Resource Institute* (BRIMAS) et de son appui juridique depuis le début du conflit. Cette organisation a entrepris d'offrir la formation nécessaire à certains habitants afin qu'ils délimitent les frontières du *Pemakai Menoa* de l'ensemble de la communauté. D'une part, cette étape était essentielle à l'argumentation devant les tribunaux. D'autre part, la délimitation du territoire de la communauté a permis l'établissement du tracé des parcelles des ménages dissidents. Le cadastre effectué à l'aide de l'ONG offre une version alternative au cadastre que proposait de réaliser le *Land & Survey Department*. Il permet également d'intégrer plus que les trois à cinq hectares généralement reconnus par le gouvernement aux populations autochtones en tant que propriété individuelle. L'accès à une multiplicité de sources d'alimentation : les arbres fruitiers; les potagers; les plantes sauvages comestibles est possible dans le domaine semi-traditionnel iban. De plus, les activités agricoles multiples prennent place dans la tenure ancestrale. Contre les agents bureaucratiques qui tentent de redéfinir les modes de propriété terrienne et d'utilisation des ressources naturelles ibanes, la cartographie communautaire autorise une réappropriation et une réaffirmation de la tenure traditionnelle, en réponse à la convoitise du territoire.

Le cadastre représentant uniquement les parcelles sur lesquels s'appliquent des droits d'utilisation exclusifs des ménages dissidents constitue la matérialisation territoriale de la confrontation des visions de développement (Figure 7). Ce plan de cadastre marque également, comme dans le cas de la communauté du *Sungai Ghelasa*, une cristallisation de la possession foncière. Bien que le territoire de la communauté soit toujours exempt de palmier à huile, la délimitation de parcelles individuelles, même par des moyens alternatifs, ouvre la voie à la conversion de ces superficies aux cultures permanentes commerciales. L'extension des cultures commerciales n'attend que les moyens financiers nécessaires. Entre temps, les ménages sont enclins à planter les espèces comestibles ou protégées afin d'attester de l'utilité du territoire revendiqué pour les ménages. Ceci laisse toutefois présager la fermeture (*enclosure*) éventuelle de territoires, qui, lorsqu'ils étaient en jachère, représentaient des sources de produits forestiers ouverts à la communauté. Manifestement, les territoires que l'on voue aux cultures permanentes, comme celle du palmier à huile, sont

retirés des superficies pouvant être rendues disponible à l'ensemble des membres de la collectivité lorsqu'elles sont abandonnées. L'établissement définitif d'une tenure individuelle, dont les répercussions ne sont pas observables dans l'immédiat, constitue un point tournant dans l'évolution de la tenure autochtone. Le droit d'usufruit qui s'applique traditionnellement uniquement au produit agricole d'une parcelle familiale, devient droit de propriété individuelle dans une tenure cristallisée. De plus, Cramb et Wills (1990, 1998) décrivaient dans plusieurs communautés le fonctionnement des institutions traditionnelles. Celles-ci permettaient la redistribution de la ressource foncière lorsqu'au fil des générations et des fractionnements de la propriété des pionniers, la tenure devenait inégalitaire. La tentative d'enregistrement définitif des parcelles, – afin de conférer à la tenure une plus grande légitimité en fonction des critères légaux – sonne le glas de cette institution traditionnelle. Ce cadastre moderne, constitue néanmoins un contrepoids à la vision de l'État et à ces outils de territorialisation. Elle permet également les transactions foncières extra-légales.

Figure 7. Le territoire de la communauté du Sungai Bong



Source : Sahabat Alam Malaysia, 2006

v. Définir le territoire coutumier, un défi posé aux acteurs institutionnels

Les procédures juridiques et l'injonction de moratoire au grand projet de plantation de palmier à huile a laissé place à la cartographie de la tenure traditionnelle des dissidents. En conséquence, le projet de compagnie commune ne peut être enclenché avant que ne soient clairement déterminées les frontières du *Pemakai Menoa*. Cependant, la complexité légale et institutionnelle de la reconnaissance du territoire coutumier revendiqué requiert un long et fastidieux processus. La coordination insuffisante des nombreuses agences impliquées dans les affaires de propriété terrienne autochtone explique cette situation. De la même façon, le cadastre alternatif préparé à l'aide de l'ONG peut difficilement être reconnu légalement puisque les organisations gouvernementales (Tableau VIII) qui devraient donner l'aval à celui-ci s'empêchent dans la complexité des procédures.

Tableau VIII. Synthèse des acteurs impliqués dans le conflit du Sungai Bong

Acteurs	Origine		Nature des intérêts	
	exogène	endogène	Politique	économique
Partisans du projet de plantation		■	■	■
Maisons longues dissidentes		■	■	■
Pengulu	■	■	■	■
ONG de défense des droits autochtones	■		■	
Ogawa Bhd, Perlis Plantation, Remunan	■			■
Land Consolidation and Development A.	■		■	
Miri High Court	■		■	
Land & Survey Department	■		■	
Forest Department	■		■	

Ainsi, tout d'abord, le *Sarawak Planning Unit* agit dans l'élaboration des politiques de développement et celles qui œuvrent à la création de périmètres de palmier à huile. Cette agence est responsable des législations concernant la propriété terrienne. Par la suite, le *Ministry of Resource Planning* voit à ce que soient appliquées les lois du *Land Code* dans les cas de zonages liés à l'exploitation des ressources naturelles. À ces agences s'ajoute le *Ministry of Land Development* qui pour sa part est en charge de coordonner le développement agricole dans le cadre du *Konsep Baru*. De plus, le *Land & Survey Department* doit effectuer l'arpentage, en tant que seule agence légalement autorisée à effectuer la délimitation des diverses zones de développement agricole et des parcelles

individuelles. Et finalement, la *Natural Resource Environmental Board* est en charge de réaliser l'étude d'impacts environnementaux pour l'agence qui se chargera d'implanter le projet de plantation de palmier à huile. Ces agences doivent elles-mêmes être coordonnées avec les autres institutions et directement avec le *Land & Survey Department*¹³⁰. Considérant les effectifs limités d'arpenteurs, le *Land & Survey Department* ne peut répondre à la demande des communautés autochtones qui, faisant fi des réglementations, font appel aux services des ONG pour contrer les restrictions du *Land Code*. Par opposition à ces nombreuses structures veillant à appliquer les politiques de l'État, la communauté (ou la sous-communauté dans le cas du Sungai Bong) est réellement habilitée à articuler un projet de développement agricole cohérent. Celle-ci, dans bien des cas, renferme le capital social nécessaire à l'élaboration d'une vision significative de son avenir économique.

¹³⁰ Entretien personnel avec Patrick Sibat, consultant pour le Ministère de l'Agriculture, Kuching, août 2006

Chapitre 5. Discussion et conclusion

1. Le nouvel espace de la communauté

“Peasantry exists only as a process ... in its change”.
(Elson 1997 citant Shanin, 1971)

i. La fin de la paysannerie sarawakienne?

La communauté ibane au Sarawak se situe à maints égards à une époque charnière de son évolution. Cette entité sociale est-elle appelée à disparaître? Bon nombre de penseurs influents, de Marx à Weber, ont conçu la paysannerie comme le stade inférieur de la trajectoire d'évolution des sociétés humaines. Le domaine de la paysannerie était considéré comme celui de la tyrannie des coutumes de la communauté (Agrawa, 1999). Plusieurs théoriciens du développement adhérant également au modèle évolutionniste ont perpétué cette conception, souvent afin de légitimer des interventions profitables aux intérêts occidentaux, dont l'expansion du marché capitaliste. En reconnaissant le caractère irréversible des changements économiques et sociaux survenant en milieu agraire dans le processus de la transition agraire, il faut s'abstenir d'y voir une évolution planifiée empruntant un parcours unilinéaire. L'étude des modes de gestion et d'organisation des ressources naturelles de populations ibanes au Sarawak révèle des dynamiques sociales complexes, liées à une histoire singulière. L'écologie politique de la transition agraire au Sarawak, à travers les études de cas, a permis d'analyser les enjeux de l'utilisation des ressources naturelles communautaires. En effet, les transformations observées aux niveaux économique et institutionnel s'avèrent imbriquées dans le régime politico-social, fruit d'une production historique. Malgré la transition agraire, la communauté comme entité sociale et même davantage, comme fondement identitaire, s'impose toujours dans les cas étudiés, malgré les changements socioéconomiques en cours. On ne peut toutefois ignorer les signes d'une transformation encore plus profonde au sein de la paysannerie qui pourrait bien marquer la fin de la communauté ibane agraire, telle qu'elle a été décrite jusqu'à maintenant (Freeman, 1955; Cramb, 1986, 1989; Cramb et Wills, 1990, 1998). Mais se pourrait-il que nous nous trouvions en présence d'un exceptionnalisme iban caractérisé par une identification symbolique persistante à la communauté? Pourrait-il s'agir d'une attitude

sociale qui permettrait aux institutions traditionnelles de s'adapter aux transformations en cours, sans que ne soit compromise la gestion fonctionnelle des ressources individuelles et collectives? Dans ce sens, les transformations esquissées laissent ainsi apparaître une trajectoire de transition agraire alternative, qui n'implique guère le renoncement au modèle communautaire. Ainsi, cette discussion fait état des transformations du modèle communautaire observées dans un passé récent et donc attribuables aux facteurs esquissés ci-haut : la convoitise territoriale et l'intégration des économies autochtones au marché capitaliste.

ii. Une transition agraire ibane et sarawakienne

La transition agraire survient au Sarawak dans un contexte d'urbanisation et d'expansion rapide des marchés économiques, alors qu'on assiste à la transformation du rôle de l'État, notamment en ce qui a trait au développement agricole. L'attrait persistant pour le mode de vie urbain entraîne toujours un exode vers les villes, en concomitance avec l'abandon progressif de l'agriculture au profit d'autres emplois. Effectivement, le mode de vie paysan ne répond plus aux aspirations d'un nombre croissant de gens issus des nouvelles générations. De plus, lors d'importantes phases de croissance démographique, l'exode rural s'est avéré incontournable. Déjà au milieu du 20^e siècle, certaines régions rurales densément peuplées ne pouvaient plus soutenir la production agricole des populations ibanes grandissantes (Freeman, 1955). Les pratiques rizicoles fondées sur la rotation des cultures nécessitent effectivement d'importantes superficies. Également, l'interdiction formelle de la colonisation pionnière au Sarawak par un ensemble de réglementations à partir de 1958 est susceptible d'avoir contribué au renoncement à l'agriculture traditionnelle et à la migration vers les villes. Les programmes d'intensification agricole gouvernementaux ont certes augmenté les rendements à l'hectare, tout en diversifiant les productions, sans toutefois renverser la tendance.

Mais davantage, l'attrait pour le mode de vie urbain chez les sociétés autochtones dépasse la nécessité économique. Selon Appell (1985), les mécanismes de la colonisation ont porté atteinte à l'identité autochtone en dévalorisant la culture traditionnelle, ceci ayant pour conséquence d'inciter les nouvelles générations à gagner le centre de la culture dominante :

les villes. L'imposition du pouvoir occidental et de certains éléments de sa culture (autant par la création de nouvelles institutions étatiques que par l'action des missionnaires) ont miné l'organisation socioéconomique traditionnelle en imposant le modèle occidental comme finalité de l'évolution sociale. Ainsi, la colonisation aurait relégué les populations autochtones ibanes à la périphérie du nouvel ordre socioéconomique et de son marché. Selon cette approche critique, le mouvement vers les villes, comme le fait d'acquérir une éducation spécialisée, ou encore d'accroître sa production agricole commerciale, constitueraient des stratégies de lutte contre la marginalisation, autant au niveau socioéconomique, qu'identitaire. À ce titre, on réalise toute l'importance de l'économie monétaire dans les sphères de la vie ibane, que ce soit pour l'éducation des enfants ou l'achat des biens devenus indispensables. Les nouvelles générations seraient ainsi enclines à gagner les villes afin de se rapprocher du centre de la société pour mieux répondre aux transformations économiques qu'il impose.

Actuellement, le village iban au Sarawak est un endroit où les nouvelles classes urbaines retournent occasionnellement, lors des célébrations annuelles notamment. Le domaine rural offre également une source de revenu supplémentaire pour des travailleurs urbains contractuels possédant toujours des droits d'usufruits sur une parcelle et qui transhument sur une base saisonnière entre leur village et la ville (Ngidang, 2005). Ainsi se découpe un nouveau modèle économique rural au Sarawak, fondé sur une intégration des activités urbaines et rurales, en fonction des possibilités des ménages. En effet, la coupure entre les milieux agricole et rural reste souvent imprécise et la pluriactivité des agriculteurs est courante. Le développement économique survenu dans l'État, comme dans toute la Malaysia, en bonne partie à cause de l'effet de diffusion des investissements gouvernementaux, a contribué à l'amélioration des conditions socioéconomiques des populations rurales (Morrisson, 1993). La transition agraire se poursuit, et sans que l'exode rural soit inéluctable, la réussite à l'extérieur de la ferme est grandement valorisée. Cependant, telle que nous l'avons démontré, la communauté, avec ses institutions traditionnelles, persiste en tant qu'entité sociale et micro-État. Malgré l'attrait du centre économique et culturel chez ceux et celles qui habitent toujours les territoires coutumiers, par nécessité ou par choix, une importante proportion refuse de renoncer aux pratiques

traditionnelles (*adat*). Ces pratiques apparaissent, à maints égards, essentielles au bon fonctionnement de la communauté, de l'équilibre de son écologie. Au sein de nombreuses d'entre elles, on s'implique toujours dans le fonctionnement des institutions traditionnelles qui régissent l'utilisation des ressources naturelles. Mais la tendance lourde à l'exode rural, ainsi qu'à l'intégration de la production agricole au marché capitaliste, laissent présager une disparition progressive de la paysannerie ibane et de ses unités communautaires. Elson (1997) dans une plus vaste étude consacrée à la paysannerie sud-est asiatique en arrivait à la même conclusion. Bien qu'il faille rendre compte d'une tendance, la portée de l'étude ne permet toutefois de soutenir cette conclusion. Plutôt, les observations et analyses effectuées renseignent sur les transformations survenues au niveau des modes d'organisation des ressources ibans. À cette fin, la Figure de l'annexe 5 offre un portrait des changements notés au niveau local en les replaçant dans le tableau plus large des facteurs influençant l'évolution de la situation locale aux échelles globales et étatiques.

iii. L'impatience de l'État pour la transition agraire : le *Konsep Baru*

Les politiques gouvernementales exercent une influence certains sur l'évolution de la société rurale sarawakienne, à tout le moins en favorisant le régime de convoitise territoriale. Le *Konsep Baru*, dont les principes ont été exposés dans la quatrième partie du chapitre III, par son ampleur, conditionne l'évolution du domaine rural autochtone au Sarawak. De la sorte, les mesures de modernisation planifiées précipitent la disparition de la communauté et de leurs modes d'organisation traditionnels. Cette forme d'expansion agricole commerciale est indissociable des politiques néolibérales promues à l'échelle de l'État afin d'attirer les flux de capitaux mondiaux. Considérant les finalités du projet développementaliste, qui se résument à favoriser l'enrichissement des ménages en transformant les territoires coutumiers en plantation de palmier à huile, l'État entend accélérer la transition agraire. Le terroir, de milieu de vie qu'il constituait, est appelé à générer une rente foncière gérée par une tierce corporation, formée d'une compagnie privée et des propriétaires fonciers autochtones. De la sorte, on supprime le rapport direct qui existait entre les paysans et l'aménagement de leur territoire, pour le remplacer par un rapport abstrait, celui de l'actionnaire (Cramb, 1990). Si les projets de plantations de palmier à huile offerts aux communautés dans le cadre du *Konsep Baru* rencontrent une

telle opposition, c'est en partie parce qu'ils impliquent une rupture, un remplacement du paysage socioculturel coutumier (Songan, 1993, Ngidang, 2006; Unruh, 2006), par une plantation. La plantation, rappelons-le, est caractérisée par la production d'une denrée unique, généralement pour fin d'exportation, dans une structure économique hiérarchique nécessitant une abondante main-d'œuvre. La pression exercée par le gouvernement sur les communautés pour qu'elles souscrivent au modèle de la plantation du *Konsep Baru* a donné lieu à plusieurs analyses.

Selon Majid-Cooke (2002), le gouvernement sarawakien appui l'expansion des plantations commerciales sur les terres coutumières au Sarawak afin d'ouvrir de nouveaux territoires aux capitaux des grandes corporations nationales et internationales. Elle ajoute que dans la phase économique actuelle qu'elle qualifie de « post-exploitation forestière », le territoire du Sarawak est reconfiguré pour faire place aux plantations de palmier à huile. Cette auteure identifie ce processus à une stratégie d'intégration de la production et du territoire sarawakien au marché mondial, dans l'ère actuelle de convergence des marchés et de déréglementation commerciale. Les législations gouvernementales qui tendent à la restriction des bases légales sur lesquelles peuvent être reconnus les territoires coutumiers iraient dans le même sens. En tentant de limiter l'accès des autochtones à la terre, le gouvernement applique, à plusieurs égards, une réforme agraire au nom des grands intérêts capitalistes (Ngidang, 2002), tout en poursuivant l'intégration territoriale des marges. L'intégration des terres autochtones coutumières à l'État sarawakien (par la taxation et l'arrimage au cadastre étatique) et à la nation malaysienne, n'en demeure pas moins essentielle à une intégration plus poussée à l'économie capitaliste mondiale. On est témoin d'un processus historique initié par la colonisation et qui tend à la suppression progressive du pouvoir des micro-État autochtones au profit de celui de l'État, du marché.

Selon Ngidang (2002), le *Konsep Baru*, malgré ses contradictions, ne constitue pas en lui-même un projet fondamentalement néfaste pour des populations qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie. Ce sont plutôt les relations de pouvoir asymétriques entre les membres de la communauté et les représentants politiques qui apparaissent problématiques. En effet, le *Konsep Baru* constitue selon Majid-Cooke (2003) une forme d'extension du

pouvoir de l'État par le renforcement de liens de patronages entre les élites locales et étatiques. L'exclusion d'une majorité de paysans du processus décisionnel serait un des principaux obstacles au développement harmonieux de l'agriculture commerciale en territoire autochtone. Le *Konsep Baru* véhicule pourtant une fausse conception du potentiel de développement économique endogène des communautés ibanes. Un des postulats implicite à cette politique énonce que la paysannerie parcellaire semi-traditionnelle doit faire place à une agriculture moderne, un agrobusiness de plantation, afin d'achever son développement. Cette conception idéologique, la logique de l'État, implique également une dévalorisation du mode de vie traditionnel que l'on considère arriéré (Majid-Cooke, 2002). Comme Appell (1985) le remarquait, cette stratégie renvoie à la croyance selon laquelle la tradition empêche le développement, qu'il faut faire table rase des vieilles structures afin d'instaurer un nouvel ordre de prospérité. Ces éléments rejoignent l'argumentaire de Scott (1998), pour qui les projets de développement et d'amélioration des conditions de vie d'un État moderne peuvent négliger la considération des besoins réels et de l'héritage des sociétés. Les grands projets ruraux au Sarawak constituent même une intrusion du pouvoir de l'État, de sa vision unique, dans la sphère privée de la population ibane. Paraphrasant Foucault (1975), cette « force secrète » qui agit supposément pour le bien d'une population, s'ingère dans son organisation sociale, pour intervenir notamment, dans la façon dont elle conçoit son rapport avec l'environnement. Scott (1998) ajoute également que certains desseins de remodelage socioéconomique planifiés par le pouvoir étatique tentent de réorganiser les éléments de la société en fonction des nécessités du projet lui-même ou pis encore, d'intérêts pécuniaires. Il insiste également sur les caractères spécifiques du modèle de la plantation. C'est que contrairement à l'agriculture parcellaire, la plantation favorise non seulement un contrôle accru sur la production, mais également sur la répartition des bénéfices.

Les arguments précédents contribuent à l'explication des motifs sous-jacents aux tentatives soutenues des agences gouvernementales afin de persuader les communautés autochtones d'opter pour le modèle du *Konsep Baru*. Cet aspect revêt un sens particulier au Sarawak, alors que les relations politiques sont fréquemment fondées sur des rapports de patronage (Drummond, 1997; King, 1993; Colchester, 1993; Jawan, 1991). Les auteurs cités ont

également insisté sur les malversations des classes dirigeantes. L'objectif de ceux-ci serait, à travers l'exploitation des ressources naturelles, de servir leurs intérêts personnels et de renforcer les liens unissant la classe dirigeante à tous les échelons administratifs. Les changements environnementaux au Sarawak apparaissent à cet égard entièrement politiques. On établit à cet effet un parallèle entre les systèmes précoloniaux et actuels :

“Having full control over access to the State’s natural resources, State officials are able to dispense favours as they choose, thus perpetuating the social relations inherent in the Sultanates of the pre-colonial era”. (Colchester, 1993 : 171)

D'autres sont allés plus loin en insistant sur l'impact à long terme des politiques de développement dans l'État. Ces politiques sont susceptibles, selon certains auteurs¹³¹, de causer la marginalisation des classes rurales au profit de l'enrichissement à outrance de dirigeants et de magnats bien positionnés dans l'édifice du pouvoir. En effet, l'État qui promeut l'expansion de la culture du palmier à huile par le biais d'un projet capitaliste uniforme hautement profitable à l'élite économique locale, offre matière à réflexion. L'abandon des périmètres de développement *in situ* de poivre ou d'hévéa financés par l'État, dont l'organisation reposait sur des contrats d'approvisionnement, met un terme aux fonctions sociales de l'expansion agricole au Sarawak. Le *Konsep Baru*, lié au paradigme néolibéral, confère plus de pouvoir aux investisseurs privés (Ngidang, 2006). Les populations qui optent de gré ou de force pour ces périmètres s'exposent aux fluctuations du marché et abandonnent un mode d'organisation économique relativement bien adapté aux conditions locales.

“[...] (the Konsep Baru policies) instead of empowering local communities, empowers the private sector to have exclusive control over the production, land resource and social life of longhouse people.” (Ngidang, 2006 : 16).

Des études de cas présentent des exemples de consensus précipités et de bâillonnement conduisant certaines communautés à donner l'aval aux projets de plantation de palmier à huile (Ngidang, 2002; Majid-Cooke, 2002). Cependant, d'autres exemples, dont celui du chapitre IV, partie 2, démontrent clairement le pouvoir des dissidents d'une communauté

¹³¹ *“The benefits accrue in an ever-increasing degree to an urban rich who model themselves on the international set and who live in a world of palatial homes, air-conditioned Mercedes and helicopters...It is the choice of this set of political goals and practices that threatens to block development in the State”* (Leigh 1979: 372 cité par Jomo et al., 2004).

ou d'une portion de ses membres. Aussi problématique puisse-t-êtr le pouvoir d'un État autoritaire ou semi-autoritaire comme celui du Sarawak, l'analyse de la transformation rurale implique l'étude des interactions entre la communauté et les autorités gouvernementales (Li, 2005; Kerkvliet, 2005). La dynamique de transformation, loin d'être uniquement façonnée par l'imposition unilatérale du pouvoir gouvernemental, constitue également le fruit de tendances sociétales sous-jacentes. L'adoption de modes de production capitalistes et l'attrait pour le genre de vie urbain sont aussi responsables des transformations foncières et du délaissement de l'agriculture. Il s'agit d'idéologies qui façonnent les pratiques et les désirs individuels sans que ne se manifeste le pouvoir de l'État. Le gouvernement conserve néanmoins une influence non-négligeable dans ces processus, avec ses moyens d'accélérer ou de ralentir cette transition sociétale. Mais autant le *Konsep Baru* doit accélérer le processus de la transition agraire, autant ce projet économique apparaît à une période charnière de l'évolution du milieu rural du Sarawak, alors qu'une proportion inégalée d'individus a déjà délaissé l'agriculture et le milieu de la tradition.

iv. Les enjeux de l'intégration au marché : quelle légalité?

Le développement rapide et soutenu des plantations de palmier à huile a visiblement propulsé l'intégration de certaines communautés ibanes au marché. Cette poursuite de l'intégration s'est effectuée par la production d'huile de palme chez la paysannerie parcellaire. Cependant, l'introduction de cette culture n'a pas constitué une rupture dans l'organisation sociale ibane, contrairement à la dynamique de convoitise territoriale. On doit ainsi rappeler le lien manifeste entre les mesures pour restreindre les droits à la propriété foncière autochtones, le retrait des subventions agricoles traditionnelles de l'État et l'investissement de la paysannerie dans la culture du palmier à huile. En effet, cette agriculture est perçue par la paysannerie comme un moyen d'affranchissement économique, et aussi comme une façon d'asseoir des revendications à un territoire.

Mais davantage, le *Konsep Baru*, à titre de manifestation d'un important ensemble de législations agraires constitue un point tournant dans l'évolution territoriale au Sarawak. Ces mesures ont pour finalité d'uniformiser la tenure sarawakienne et d'intégrer rapidement

la totalité du territoire cultivable au marché foncier de l'État. Du point de vue d'un État, le Sarawak demeure effectivement encombré des éléments coutumiers (Scott, 1998), qui nécessitent un nouveau cadastre. Or, le plan cadastral constitue nécessairement un mode de répartition de la ressource foncière et doit être perçu comme un outil politique. De plus, l'intégration des parcelles au marché foncier national, qui est encadré par des lois univoques, facilite les transactions foncières et surtout l'imposition. Ainsi, la logique de l'accumulation capitaliste prévaut dans les législations qui guident l'évolution agraire au Sarawak.

“The cadastral map is an instrument of control which both reflects and consolidates the power of those who commission it...The cadastral map is a partisan: where knowledge is power, it provides information to be used to the advantage of some and the detriment of others [...].” (Scott, 1998 : 47 citant Roger J.P. Kain et Elizabeth Baigent)

Il demeure également que la signification d'un paysage culturel iban, les relations sociales qui sont inhérentes aux droits fonciers, et sa fonction identitaire, même religieuse (Songan, 1993; Unruh, 2006), dépassent de loin la grille des parcelles individuelles. De toute évidence, les enjeux de l'uniformisation du cadastre au Sarawak sont liés à la complexité de la définition légale des droits fonciers coutumiers. En effet, l'incapacité de raccorder les territoires coutumiers au système agraire national représente l'entrave principale à la reconnaissance formelle des droits de propriété fonciers (Unruh, 2006). Tout de même, la signification revêtue par le territoire iban semble toujours échapper aux définitions légales (De Soto, 2001). Certains juristes autochtones du Sarawak, à l'avant poste de l'évolution des législations, en arrivent même à cette conclusion :

“The meaning of ‘Land’ to the natives of Sarawak is sophisticated and the traditional understanding of land is too subtle and complex for outsiders to fully understand and appreciate. Their belief revolves around it, their custom or adat has evolved from it, and their very life depended on it. Land has become part and parcel of their social structure that any severance of it invokes grievous consequences.” (Bian, 2006)

Par ailleurs, bien que de nombreuses communautés fassent preuve du désir de conserver leurs territoires coutumiers, la paysannerie ibane délaisse progressivement des éléments proprement traditionnels de son économie pour faire place aux cultures commerciales. L'étude de cas réalisée au Sungai Ghelasa (Chapitre 3, Partie I) illustre une situation dans laquelle une portion significative des paysans abandonnent ou prévoient abandonner la riziculture sur essartage. On rompt ainsi avec le conservatisme des stratégies axées sur la

sécurité alimentaire et la polyculture. Contrairement aux pratiques observées par Scott (1976), des paysans au Sungai Ghelasa augmentent le risque inhérent à l'entreprise afin d'augmenter les profits. Ce bond qualitatif témoigne d'un apprentissage du marché et d'une confiance accrue en son potentiel, mais aussi des caractéristiques de la culture du palmier à huile (Figure12). Certains paysans ibans croient ainsi que l'entrée dans la modernité implique obligatoirement l'abandon de la riziculture traditionnelle¹³². En conséquence, la transformation des pratiques agricoles traditionnelles, l'absentéisme rural croissant, comme la montée de l'agriculture commerciale, modifient la plateforme sur laquelle peut être légitimée l'utilisation du territoire coutumier. Des références au paysage culturel traditionnel à cette fin (Unruh, 2006; Ngidang, 2006) présentent certaines failles que tentent d'exploiter des magnats de l'huile de palme qui convoitent les territoires autochtones. Nos observations, sans discréditer la valeur éthique des revendications autochtones, rendent compte néanmoins d'une utilisation instrumentale des prérogatives autochtones afin de conserver des droits acquis historiquement (pensons notamment à l'exemple de la mise en terre d'espèces protégées par des habitants du Sungai Bong, p.120). Mais si ce n'est que de leur permettre de jouir de leurs territoires, cette stratégie ne saurait permettre aux communautés d'accéder à des titres fonciers légalement reconnus.

Ajoutons également que la fermeté avec laquelle les Ibans du Sarawak réclament des droits territoriaux contraste notablement avec d'autres cas observés ailleurs dans le monde. Contrairement aux stratégies qui consistent à planter des cultures annuelles afin d'en récolter les bénéfices rapidement, de peur de se voir retiré le droit d'utiliser un territoire¹³³, les ibans procèdent de façon inverse. Ils cherchent plutôt à asseoir la légitimité de l'occupation d'un territoire sur la présence de cultures arboricoles permanentes, telles le palmier à huile. Cette façon d'aborder le problème illustre la confiance des communautés en leurs droits ancestraux, et est de surcroît révélatrice de la relation historique entre les groupes ibans et l'État. L'approche démontre également une bonne connaissance des mécanismes légaux qui permettent de légitimer l'occupation du territoire selon les

¹³² *"The modern way is not to grow paddy anymore, we want to buy it"* (Agriculteur iban)

¹³³ Cela a été observé dans plusieurs travaux, voir l'étude portant sur l'insécurité des droits de propriété terriens en Thaïlande : notamment, Vityakon et al., (2002).

législations agraires sarawakiennes. Ces connaissances sont souvent véhiculées par les ONG locales. Dans ce contexte, les études de cas réalisées démontrent également la complexité des formes de contestation entourant l'exercice de délimitation des terres individuelles et collectives. Malgré le climat politique actuel, la tradition de démocratie libérale anglaise du Sarawak et la faiblesse relative des moyens de coercition favorisent un certain dialogue entre les parties.

v. L'émergence d'une nouvelle structure agraire endogène?

L'organisation territoriale varie spatialement au Sarawak en fonction de plusieurs facteurs. Une comparaison des cadastres dans l'ensemble de l'État selon la densité de la population et de la demande foncière est éloquent à cet effet. Dans la division voisine à celle de la capitale, Samarahan, où on retrouve une relativement forte densité de population (41 hab/km² par rapport à 12 hab/km² dans le Division de Miri en 2003 selon le gouvernement du Sarawak), les territoires détenus par des autochtones appartiennent à la classe du *Native Area Land* (NAL) et non à celle du *Native Customary Land* (NCL). Contrairement au statut procuré par le NCL, les territoires appartenant à la classe du NAL sont épurés, pour l'essentiel, d'unités territoriales communautaires, malgré la persistance de la maison longue comme habitation. Les territoires zonés NAL sont généralement subdivisés en parcelles individuelles, celles-ci reconnues légalement. Les parcelles individuelles de ces territoires peuvent être vendues légalement à tout autre autochtone du Sarawak sur le marché formel. C'est qu'il s'agit d'une des divisions les plus densément peuplée du Sarawak, et où les terrains sont les plus en demande. Ainsi, compte tenu de la pression de l'offre exercée par l'industrie de la construction domiciliaire, notamment, chaque parcelle revêt une valeur marchande légale sur le marché national. Contrairement aux territoires visités dans le district de Miri, de nombreuses parcelles familiales dans le Samarahan sont déjà enregistrées au *Land & Survey Department* de la Division.

L'importante demande foncière, comme la relative proximité de la région au centre administratif, auraient favorisé le passage à un régime de propriété individuel au Samarahan. Quant à elles, les communautés visitées dans la Division de Miri, quand à elles, en étaient encore à l'étape de faire reconnaître l'étendue du territoire coutumier, tout en

délimitant les territoires individuels et collectifs. Dans l'analyse de l'évolution de la tenure au Sarawak, la demande foncière, donc la rareté de la terre, constitue une donnée de base. Bien que ce facteur et celui de la densité de population soient importants, ils ne peuvent expliquer l'ensemble des changements. Considérant la critique de Platteau (1996), la transformation de la tenure en territoire coutumier ne serait pas uniquement le résultat d'une évolution naturelle liée à l'augmentation de la densité de population, comme le voudrait la « théorie évolutive » (Demsetz, 1967; World Bank, 1989 cités par Unruh, 2006). En effet, selon cette théorie, l'augmentation de la population en territoire coutumier entraîne une raréfaction de la terre, et donc une augmentation des valeurs foncières; l'augmentation des prix attise la convoitise et déclenche des conflits entre les habitants, ce qui les mène à s'enquérir de titres formels auprès de l'État. Mais, telles que les études de cas précédentes l'ont illustré, le combat légal opposant les communautés autochtones à l'État contre la dépossession de leur terre complexifie les étapes de la transformation. La méfiance envers l'État limite d'emblée le potentiel que survienne cette trajectoire d'évolution agraire au Sarawak et explique le recours au cadastre alternatif effectué par des ONG. Frappante par sa singularité, la réponse adaptative des communautés ibanes démontre la souplesse des institutions régulant l'accès à la propriété foncière. On n'attend guère que l'État distribue des titres de propriété individuels, mais on se dote d'une tenure individuelle par des recours alternatifs (Annexe 5). Cette nouvelle tenure endogène constitue une adaptation à la convoitise du territoire et à un ensemble de transformations socioéconomiques, telle l'adoption généralisée des cultures permanentes dont celle du palmier à huile.

Ce système maintient toutefois les parcelles à l'extérieur du marché foncier formel. Cette situation durera tant et aussi longtemps que les parcelles ne seront pas passées sous le titre de *Native Area Land*, au lieu de celui de *Native Customary Land*. Le *statut quo* permet aux habitants des territoires coutumiers de maintenir le contrôle de zones détenues sur une base collective sans soulever les problèmes de définition légale. Chez les communautés étudiées, bien que les actions observées ne s'inscrivent guère dans une logique binaire, « l'émergence de nouveaux droits de propriété survient (tout de même) en réponse à la volonté des personnes qui interagissent afin de s'ajuster à de nouvelles éventualités de

coûts-bénéfices. » (Platteau, 1996 : 32 citant Demsetz, 1967 : 350). En effet, la structure agraire endogène des ibans émergeant dans plusieurs cas au Sarawak, et que sous-tend des institutions traditionnelles, garantit les droits de propriété individuels, indépendamment de l'utilisation de la parcelle. Ce nouveau système, fruit d'une adaptation progressive au contexte de marchandisation agricole, rend compte de la valeur commerciale (pour la culture du palmier à huile ou la vente) de la terre chez les autochtones du Sarawak. La possibilité de cultiver des cultures de rente sur sa parcelle incite chaque agriculteur à en affirmer la propriété. Selon les coutumes locales, le droit d'usufruit perpétuel des ménages se convertit automatiquement, selon les coutumes locales, en droit de propriété. Les limites des parcelles sont d'ailleurs établies par la cartographie communautaire et les systèmes de positionnement global (GPS). À la lumière de ces faits, l'appareil législatif de l'État devra faire preuve de créativité et d'ouverture afin de garantir des titres de propriété à valeur légale aux populations autochtones; sans que les coûts potentiels (dépossession, rupture du milieu de vie, protestation violentes, etc.) de l'établissement de ce système n'en dépassent les bénéfices (Platteau, 1996). Manifestement, l'État aura à démontrer encore son engagement à œuvrer au maintien de la paix sociale.

vi. De la communauté au marché?

Les membres d'une communauté vivant en étroite relation, ayant en commun des liens de parenté disposent d'un important capital social. Le partage de normes et de coutumes, celles qui sont encodées dans l'*adat* notamment, renforcent la cohésion sociale au sein d'une communauté rurale. Préserver l'identité de la communauté et le territoire sur lequel celle-ci évolue implique le maintien des institutions collectives et des comportements de coopération (Cramb et Wills, 1990, 1998). On peut trouver en ces éléments la source de la défense acharnée des territoires de certaines communautés au Sarawak.

“ The continued viability of the longhouse mode of land administration depends on preserving this sense of community and community territory by which the necessary degree of cooperative behavior is sustained. ” (Cramb et Wills, 1990 : 349)

Pourtant, l'intégration croissante des économies villageoise au marché capitaliste a mis à l'épreuve le caractère adaptatif des institutions agraires traditionnelles. Mais, la communauté, telle que les études de cas l'illustre, constitue toujours un micro-État auquel échoient l'administration locale et l'organisation de plusieurs aspects sociaux et politiques.

Cette entité, telle que nous l'avons vu, reste un ensemble dynamique qui, comme dans le cas documenté au Sungai Bong, abrite des intérêts divergents et même parfois irréconciliables, pouvant mener à la partition d'une communauté. Cependant, les liens sociaux qui unissent les membres de la communauté choisissant de se perpétuer, peuvent se traduire en avantages économiques. Cet ensemble social assure le maintien de l'intégrité de la propriété des ménages par ses lois coutumières et ses normes liées à la pression conformiste, malgré le caractère extra-légal de la propriété. Les lois traditionnelles formelles et informelles gouvernent les échanges fonciers et, malgré l'absence de contrats légaux, garantissent le respect des ententes à l'amiable (De Soto, 2001). Ce mécanisme de régulation sociale est d'une grande efficacité, compte tenu de la faiblesse des coûts afférents au règlement de l'entente. La propriété foncière légale, bien qu'elle soit enchâssée dans les lois agraires de l'État, donc universelle et incontestable, implique néanmoins des coûts de transaction et de protection plus importants. De plus, les membres d'une communauté sont donc plus facilement imputables en matière d'échanges économiques (Aoki et Hayami, 2001; Hayami, 2006). Or, si le maintien des droits de propriété informels nécessite que perdurent les institutions communautaires et la cohésion sociale qu'elles requièrent, le titre de propriété légal est garanti par des lois étatiques (De Soto, 2001).

Ne manquons pas de souligner les avantages des institutions informelles. Les réseaux familiaux qui s'étendent dans d'autres communautés, ces liens « diasporiques », recèlent aussi un grand potentiel de fiabilité pour les échanges fonciers, même entre les communautés autochtones. Les institutions intracommunautaires qui régulent l'accès à la propriété peuvent également servir les échanges extracommunautaires lorsque les parties appartiennent au même réseau social élargi, ou encore à d'autres communautés dotées des mêmes institutions. Si le statut légal du territoire communautaire (*Native Customary Land*) empêche l'accès au marché du crédit rural, limitant d'emblée les investissements agricoles, il permet l'établissement d'un marché extra-légal qui se soustrait aux règles du marché. Ceci a été observé chez la communauté du Sungai Ghelasa (Chapitre IV partie 1). De plus, la communauté et les réseaux de contacts inter et extracommunautaire peuvent constituer la plateforme d'échanges de services économiques fiables et efficaces (Hayami, 2006). De la sorte, le marché capitaliste n'est pas nécessairement appelé à supplanter les modèles

communautaires. On observe, au contraire, que la communauté agricole fournit un cadre d'intégration de la terre et de la production à l'économie de marché. L'expansion rapide de la production d'huile de palme au sein des communautés ibanes, malgré leurs moyens économiques restreints, démontre l'importance des réseaux d'entraide locaux. Toutefois, le manque de ressources financières contraint de nombreux paysans à se contenter des maigres recettes des cultures qu'ils ont pu mettre en terre. Le potentiel innovateur de la communauté, de ses membres – en partie inhibé par l'absence de crédit – est d'autant plus compromis par le *Konsep Baru*.

Bien que le modèle de la communauté permette de profiter des opportunités du marché, tel que nous l'avons vu dans l'économie de l'huile de palme, l'analyse doit considérer la transition agraire en cours. En menant à la marchandisation, et à l'intégration au marché, la transition agraire confère au marché un rôle grandissant comme moyen de réguler l'économie paysanne. Le capitalisme menace toutefois de faire passer le marché, d'occasion qu'il constituait, à un impératif d'accumulation, de compétition et de maximisation des profits (Wood, 2002). Le modèle de la communauté, fonctionnel et efficace économiquement soit-il, est appelé à perdre de son importance dans un contexte d'expansion capitaliste (Wood, 2002). L'établissement définitif des possessions foncières de chacun représente une étape charnière de l'évolution territoriale en ce qu'elle ouvre la voie à l'augmentation de la fréquence des transactions terriennes. L'accroissement de ces transactions doit inévitablement mener à la concentration des possessions foncières. Il s'agit-là uniquement de spéculations se fondant sur d'autres études réalisées qui insistent sur les limites de la gestion communautaire des ressources naturelles (Doolittle, 2004; Li, 2001, 2002; Appell, 1985; Agrawal, 1999). Indéniablement, la notion du capital social a des limites, alors que demeurent les intérêts des individus. En effet, l'identité communautaire propre à la société ibane, ni statique, ni imperméable aux idéologies, lorsque les conditions nécessaires sont réunies, constitue le terreau d'un petit capitalisme terrien. La réussite des familles dans ce domaine dépend généralement de nombreux facteurs souvent dépendants, dont le niveau d'éducation, l'accès à l'information, les valeurs, etc. (De Koninck, 1992). Soulignons néanmoins que le marché foncier au Sungai Ghelasa est embryonnaire et qu'il s'agit pour l'instant d'accommodements entre des parties liés directement. Il s'agit toutefois

de l'émergence d'une nouvelle écologie marquant l'avènement d'un autre rapport à la terre et à l'environnement. Le phénomène de la vente de terrains sur un marché extra-légal a été observé à plus grande échelle (Ngidang, 2006). Mais rappelons aussi que les sociétés agraires ibanes présentent d'importantes variations socioéconomiques au sein de certaines communautés. L'occasion de cultiver le palmier à huile, de s'investir dans la production de nouvelles cultures plus avantageuses, n'est pas donnée à tous. Bien que l'enquête de terrain n'ait pas permis de constater de mécontentement par rapport au modèle communautaire, il est à soupçonner que celui-ci soit trop rigide pour certains. Ce modèle en effet, peut priver de leur autonomie ceux qui souhaiteraient abandonner l'agriculture et empocher la valeur marchande réelle de leur(s) parcelle(s) (Doolittle, 2004). Quoi qu'il en soit, selon les observations réalisées, c'est davantage d'une voix commune que la défense du territoire communautaire et de son modèle s'effectue au Sungai Ghelasa et parmi les dissidents du Sungai Bong, malgré l'importance des coûts de cette bataille juridique.

En nous rapportant à d'autres études, il importe d'insister sur les tendances de transformation observées ailleurs dans l'archipel malais. L'éthique, celle que garantissent les liens communautaires, devant permettre à chacun de conserver un accès à la terre (Li, 2002) tend à s'éroder chez certaines sociétés des hautes terres de Sulawesi. Soyons prudent, les comparaisons entre les situations des communautés autochtones sarawakiennes et indonésiennes demeurent hasardeuses. Les parcours économiques et sociopolitiques, non dénués de similitudes, donnent lieu à des contextes pour le moins distincts. Cependant, au Sarawak, comme en Indonésie, tant et aussi longtemps qu'une famille ou une personne conserve un accès à la terre, elle peut s'adapter aux transformations du marché. Mais lorsque les possessions foncières sont vendues ou saisies, retrouver l'accès à la propriété terrienne pour un paysan peut s'avérer fort difficile. Un avis répandu chez les paysans ibans confirme cette affirmation :

"As long as you got the land, you are not poor; you can go back to your land"
(Agriculteur iban).

La terre, non seulement constitue un bien, une forme de capital, mais également une sécurité économique pour ceux qui désirent tenter leur chance dans l'économie urbaine. En cela, la montée en importance des rapports marchands constituent une menace potentielle

au Sarawak. Au sein d'une même communauté, l'abondance relative des terres disponibles à chacun des ménages semble pour l'instant limiter les transactions informelles. De plus, les prix négociés à l'amiable entre des pairs sur le marché informel rendent difficilement ces opérations suffisamment profitables. Les liens de parenté, ceux qui sont propres à la communauté (*kinship*) – ces institutions traditionnelles – persistent au Sungai Ghelasa ainsi que chez les dissidents du Sungai Bong. La menace de dépossession, pour l'instant, provient davantage des règlementations de l'État et des projets de plantations de palmier à huile que des autres membres de la communauté.

Le cas iban : l'écologie politique de la transition agraire au Sarawak

Notre analyse offre une contribution à l'étude de la transition agraire en Asie du Sud-Est. Cette étude documente les enjeux territoriaux actuels d'une population autochtone appartenant traditionnellement à la périphérie socioéconomique, celle des « hautes terres ». Les particularismes du cas iban au Sarawak sont intimement liés à son parcours historique, donc à ses interactions avec l'environnement et les autres acteurs sociopolitiques. Avec les balises conceptuelles de la transition agraire (De Koninck, 2004b), la prise en compte du contexte institutionnel dans lequel la société ibane a évolué a permis de retracer l'action des divers pouvoirs qui ont façonné son territoire. À travers les règlementations, les projets étatiques et les transformations économiques, on observe une version singulière de la transition agraire. Davantage, avec le recours aux orientations conceptuelles de l'écologie politique, nous avons démontré la nature politique des changements, principalement territoriaux et économiques, caractérisant la transition agraire chez les communautés ibanes. L'approche de l'écologie politique a également ouvert la voie à l'identification des systèmes d'interaction entre la société et la nature à diverses échelles, celles de l'État, de la communauté (et de la maison longue). Mais aussi, les concepts utilisés ont facilité la prise en compte de la portée des conflits et des processus de négociations entre les acteurs agissant dans le domaine paysan. Il nous a ainsi été possible de relier les transformations actuelles attribuables à l'expansion de la culture du palmier à huile, à une tendance historique. En effet, depuis l'introduction du pouvoir colonial, la tendance à l'intégration des territoires marginaux – du moins leurs ressources foncières et agricoles – au marché et par extension, aux structures légales de l'État, s'est poursuivie. Ces jeux de pouvoir entre

autochtones d'un côté, État et marché capitaliste de l'autre, ont fissuré le domaine traditionnel des premiers.

Cependant, le territoire coutumier, cette écologie communautaire, remplit toujours une fonction économique fondamentale aux yeux de certains paysans. De la même façon, la valeur identitaire attribuée au territoire coutumier par les paysans ibans confère une grande importance à l'échelle locale dans la compréhension des enjeux de la transition agraire. Le modèle d'organisation territoriale iban est basé sur la gestion communautaire d'un milieu de vie dont l'équilibre est soutenu par les institutions traditionnelles agissant à une échelle aussi fine que celle de la maison longue. Ainsi, dans le régime de convoitise territoriale, la continuité d'une société dont le cadre de référence premier est celui de la localité est compromise. L'antagonisme est flagrant entre les paysans et l'État. Les premiers tentent de réorganiser leur milieu de vie, à leur rythme, afin de tirer profit de l'économie de marché en s'appuyant sur les structures communautaires. Le second pour sa part, tente, à l'échelle du Sarawak, d'uniformiser le système agraire et de restreindre l'indépendance institutionnelle des communautés autochtones par le biais, notamment, du Konsep Baru. S'opposant dans cette dynamique, les acteurs communautaires et étatiques (avec le secteur privé) dans leur échelle respective exercent des pouvoirs différents. Les acteurs paysans arrivent néanmoins à utiliser à leur avantage les forces de certaines organisations non-gouvernementales qui dépassent le cadre de la communauté et fournissent aux communautés des outils légaux pour appuyer leurs revendications. Tel que nous l'avons vu, la communauté peut continuer à exister, elle dispose d'un espace, souvent acquis par la résistance, où elle conserve un plus grand pouvoir sur ses interactions avec l'État et le marché. Si la communauté et ses institutions traditionnelles font preuve de résilience dans le contexte actuel, de plus en plus déterminé par des tendances mondiales, d'autres études devront suivre l'évolution de ce territoire. En effet, l'exode rural, s'il se poursuit, peut constituer un puissant facteur de corrosion sociale dans les communautés paysannes. Mais selon nos observations, il demeure que la trajectoire de la transition agraire en pays iban, certes différente pour chaque communauté, ne mène tout de même pas uniquement directement à l'abandon des structures coutumières, mais admet le maintien des institutions communautaires.

2. Conclusion : Un espace idéologique, un territoire politique

Le territoire, bien au-delà de son existence physique et de son importance économique, est aussi un enjeu identitaire et culturel. Un ensemble de pratiques et de relations sociales sont indissociables du territoire paysan iban, même alors que surviennent des changements sociaux majeurs. L'espace dans lequel se trouve le territoire d'une communauté évolue au gré des nécessités, mais également des idéologies et des pouvoirs. La lutte pour un territoire ne peut être autre chose qu'un champ de bataille idéologique dans lequel on place ses représentations, ses visions d'avenir, conceptions de l'éthique, en fonction de besoins et d'intérêts changeants. De plus, le passage à d'autres modes d'organisation territoriaux, économiques et institutionnels est une autre manifestation de la transformation continue de l'environnement, d'une créativité paysanne jamais démentie. Dans leur complexité, les deux communautés étudiées incarnent des visions du développement qui s'opposent à celles de l'État. Or, le développement, dans le processus de la transition agraire, ne peut être perçu autrement qu'à titre de projet politique dans lequel l'entente repose sur un accord entre les visions du haut (l'État) et du bas (la communauté et l'accord de ses membres entre eux).

On peut ainsi tirer trois conclusions générales de l'étude menée au Sarawak en fonction des objectifs de la recherche. Dans un premier temps, en ce qui concerne les transformations économiques de la communauté, l'État par le *Konsep Baru* et sa conception ténue des droits territoriaux autochtones compromet l'émergence de modèles économiques endogènes adaptés à l'histoire et aux besoins changeants des populations autochtones. La culture du palmier à huile menée par les paysans est donc associée à une stratégie de développement endogène et de sécurisation des territoires occupés. Cette économie paysanne témoigne aussi du retrait de l'État et de la poursuite de l'intégration au marché. Dans un second temps, pour ce qui est des institutions traditionnelles, le modèle communautaire de gestion des ressources naturelles et foncières persiste malgré l'expansion rapide des marchés. Il importe de voir ce mode d'organisation comme apte à cohabiter et à tirer profit de l'expansion du marché, tout en renégociant ses droits avec l'État. Toutefois, à plus long terme, l'on peut présumer que les institutions communautaires seront appelées à entrer en

compétition avec le marché capitaliste. Le contrat de propriété reposant sur des principes juridiques imbriqués dans les structures administratives légales de l'État pourrait ainsi primer sur les liens sociaux qui unissent les membres d'une communauté. Finalement, par rapport aux systèmes agraires ibans, le fait de cristalliser la tenure en réponse à la convoitise territoriale marque un jalon historique dont il reste encore à étudier toutes les implications. En somme, la réponse de la communauté au régime de convoitise territoriale et aux transformations macroéconomiques varie grandement en fonction des contextes locaux. Mentionnons à titre de facteurs capitaux : l'histoire d'une communauté, les aspirations de ses membres, la culture locale, l'environnement physique et les moyens économiques, qui eux, sont généralement liés à son exposition au marché, à sa localisation. Avenir prometteur pour les uns, dont les petits exploitants de palmier à huile, obscur pour les autres qui succombent à la peur de la dépossession, ou encore incertain pour ceux qui redoutent la marginalisation et l'exploitation; les trajectoires seront multiples dans un espace qu'il faudra toujours redéfinir. On peut malgré cela espérer que les politiques gouvernementales soient, dans un avenir rapproché, mieux adaptées aux besoins et aux demandes des populations paysannes.

Bibliographie

- Anderson, Leslie (1994). *The Political Ecology of Modern Peasant, calculation and community*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore & London, 208 pages.
- Agrawal, Arun (1999). Enchantments and Disenchantment: The Role of Community in Natural Resource Conservation, *World Development* 27(4) pp. 629-649.
- Agrawal, Arun (2001). Common Property Institutions and Sustainable Governance of Resources, *World Development* 29(10) pp. 1649-1672.
- Aoki, Masahiko et Hayami, Yujiro (2001). *Communities and Markets in Economic Development*, Oxford University Press, United Kingdom.
- Appell Goerge N. (1985). *Modernization and the Emergence of a Landless Peasantry, Essays on the Integration of Peripheries to Socioeconomic Centers*, Studies in Third World Societies, Department of Anthropology, College of William and Mary, Williamsburg.
- Appell, Goerge N. (1995). Community Resources in Borneo: Failure of the Concept of Common Property and its Implications for the Conservation of Forest Resources and the Protection of Indigenous Land Rights, in: *Local heritage in the changing tropics, Innovative Strategies for Natural Resource Management and Control*, ed: Greg Dicum, Yale School of Forestry and Environmental Studies, Bulletin 98, 209 pages.
- Banerjee, Nina, Bosjen, Kristina P.M. (2005). Negotiability and limits to negotiability - land use strategies in SALCRA Batang Ai Resettlement Scheme, Sarawak, East Malaysia, *Geografisk Tidsskrift, Danish Journal of Geography*, 105(1) pp.17-27.
- Barney, Keith (2004). Re-encountering resistance: Plantation activism and smallholder production in Thailand and Sarawak, Malaysia, *Asia Pacific Viewpoint* 45(3) 325-339.
- Bebbington, T., Batterbury, S.P.J. (2001). Transnational livelihoods and landscapes: political ecologies of globalization, *Ecumene* 8(4) 1-12.
- Beckford, George L. (1983) *Persistent poverty: Underdevelopment in plantation economies of the Third World*, Zed Books, London, 244 pages.
- Berma, Madeline, (2004). Poverty and Equity Issues: The Dayak Perspective, pp.21-58, dans: Sarok, Ahi, Ngidang, Dimbab, (eds.) *Poverty and Equity Issues in the East Malaysian States of Sabah and Sarawak*, Sarawak Graduates Association.

- Bernard, Stéphane (2006). Palm Oil Expansion, Bio-fuel Production and Biodiversity protection in Malaysia, Local Impacts of a World Global «Green Energy» Production Strategy, presented at the IGU 2006 Brisbane Conference, Queensland University of Technology 3-7 July 2006.
- Bernstein, Henry, Byres, Terence J. (2001). From Peasant Studies to Agrarian Change, *Journal of Agrarian Change* 1(1) pp.1-56.
- Bian, Baru (2001). Summary of the Landmark case of Nor Anak Nyawai & 3 ors. V. Borneo Pulp Plantations SDN BHD & 2 Ors.
- Boserup, Ester (1965). *The conditions of agricultural growth, The Economics of Agrarian Change under Population Pressure*, Aldine Publishing Company, Chicago, 124 pages.
- Bowles, Samuel et Gintis Herbert (2002). Social Capital and Community Governance, *The Economic Journal* 112, pp. F419-F436
- Brookfield, H., Byron, Y. (1990). Deforestation and timber extraction in Borneo and the Malay Peninsula, The record since 1965, *Global Environmental Change*, Vol. 1, pp. 42-56.
- Brosius, Peter (1997). Transcripts, Divergent Paths: Resistance and Acquiescence to logging in Sarawak, East Malaysia, *Comparative Studies in Society and History* 36, pp. 468-510.
- Bujang, Marc (2004). Borneo Resource Institute of Malaysia, Sarawak, Malaysia's Case Study, A Community Initiative: Mapping Dayak's Customary Lands, Paper presented at the Regional Community Mapping Network Workshop November 8 – 10, 2004, Diliman, Quezon City, Philippines.
- Bruno Manser Fonds, Journal of the, [consulté en ligne en novembre 2006]
<http://www.bmf.ch/letters/news9709.html>.
- Bryant, R.L. (1998). Power, knowledge and political ecology in the third world: a review, *Progress in Physical Geography* 22, pp. 79-94.
- Bulan, Ramy (2006). Native Customary Land: The Trust as a Device for Land Development, dans: Majid-Cooke, F., (ed.), *State, Communities and Forests in contemporary Borneo*, Asia-Pacific Environment Monograph 1
- Case, William (2005). Malaysia: New Reforms, Old Continuities, Tense Ambiguities, *The Journal of Development Studies* 41(2) pp. 284-309.
- Chin, James (1997). Politics of Federal Intervention in Malaysia, With Reference to Sarawak, Sabah and Kelantan, *Journal of Commonwealth & Comparative Politics* 35(2) pp. 96-120.

- Christopher, A.J. (2002). Decolonisation without independence, *GeoJournal* 56, pp. 213–224.
- Colchester, Marcus, (1993). Pirates, squatters and poachers: the political ecology of dispossession of the native peoples of Sarawak, *Global Ecology and Biogeography Letters* 3, pp. 158-179
- Courtenay, Philip P. (1965). *Plantation Agriculture*, London: Bell, 208 pages.
- Cramb, Robert A. (1985). The Importance of Secondary Crops in Iban Hill Rice Farming *Sarawak Museum Journal* 34(55) pp. 37–45.
- Cramb, Robert A. (1986). The Evolution of Iban Land Tenure, Working Paper No. 39, Center of Southeast Asian Studies, Monash University.
- Cramb, Robert A. (1989). Explaining variations in Bornean land tenure: the Iban case, *Ethnology*, 28, pp.277-300.
- Cramb, Robert A., Wills, I. R. (1990). The Role of Traditional Institutions in Rural Development: Community-Based Land Tenure and Government Land Policy in Sarawak, Malaysia, *World Development* 18(3) pp. 347-360.
- Cramb, Robert A. (1992). Problems of State-Sponsored land-scheme for small farmers: The case of Sarawak, Malaysia, *Pacific Viewpoint* 33(1) pp. 58-78.
- Cramb, Robert A. (1993). Shifting Cultivation and Sustainable Agriculture in East Malaysia: A Longitudinal Case Study, *Agricultural Systems* 42, 209-226.
- Cramb, Robert A., Wills, I.R. (1998). Private property, common property, and collective choice: The evolution of Iban land tenure institutions, *Borneo Research Bulletin* 29, pp. 57-70.
- Cramb, Robert A. (2005). Farmer's strategies for managing acid upland soils in Southeast Asia: an evolutionary perspective, *Agriculture, Ecosystems and Environment* 106, pages 69-87.
- Dale, Peter (1997). Land Tenure Issues in Economic Development, *Urban Studies* 34(10) pp. 1621-1633.
- Dalrymple, Kate, Wallace, Jude et Williamson, Ian (2004). *Innovations in Rural Land Policy and Tenure in Southeast Asia*, 3rd FIG Regional Conference Jakarta, Indonesia, October 3-7.
- De Koninck, Rodolphe (1992). *Malay Peasants Coping with the World: Breaking the Community Circle?*, Singapore: Institute of Southeast Asian Studies, 284 pp.

- De Koninck, Rodolphe (2000). The theory and practice of frontier development: Vietnam's contribution, *Asia Pacific Viewpoint* 41(1) pp. 7-21.
- De Koninck, Rodolphe (2003). Les agriculteurs du Sud-Est asiatique: interrogations sur l'avenir d'un nouveau modèle de développement, *L'espace Géographique* 32(4) pp. 301-310.
- De Koninck, Rodolphe (2004a). On the Geopolitics of Colonization: Order and Disorder on the Frontiers of Vietnam and Indonesia, 26 pages, forthcoming.
- De Koninck, Rodolphe (2004b). Challenges of the Agrarian Transition in Southeast Asia, *Labour, Capital and Society*, 37, pp. 285-288
- De Koninck, Rodolphe (2005). L'Asie du Sud-Est, Armand Colin, 361 pages.
- De Soto, Hernando (2000). *The Mystery of Capital: Why capitalism triumphs in the West and fails everywhere else*. New York, Basic Books
- Doolittle, Amity (2001). From Village Land to "Native Reserve": Changes in Property Rights in Sabah, Malaysia 1950–1996, *Human Ecology* 29(1): 69–98.
- Doolittle, Amity (2004). Powerful Persuasions: The Language of Property and Politics in Sabah 1881–1996, *Modern Asian Studies* 38(4): 821–858.
- Dove, Michael R. (1993). Smallholder Rubber and Swidden Agriculture in Borneo: A sustainable Adaptation to the Ecology and Economy of the tropical forest, *Economic Botany* 47(2) pp. 136-147.
- Drummond I. et Taylor, D. (1997). Forest utilisation in Sarawak, Malaysia: A case of sustaining the unsustainable, *Singapore Journal of Tropical Geography*, 18(2), 141-62.
- Ducourtieux, Olivier (2006). *Du riz et des arbres, L'élimination de l'agriculture d'abattis-brûlis, une constante politique au Laos*, Institut national agronomique Paris-Grignon, École Doctorale ABIES, Département des Sciences Économiques et Sociales, UER Agriculture Comparée et Développement Agricole, thèse pour obtenir le grade de Docteur de l'Institut National Agronomique Paris-Grignon.
- Edwards, M., Hulme, D. (1996) (Eds). *Beyond the Magic Bullet, Introduction, NGO Performance and Accountability in the Post-old War World*, Kumarian Press.
- Elson, R.E. (1997). *The end of the peasantry in Southeast Asia: A social and economic history of peasant livelihood*, Macmillan Press, London.
- Escobar, Arturo (1995). *Encountering development: The making and unmaking of the Third World*, Princeton University Press, 290 pages.

- Ewel, John J. (1986). Designing Agricultural Ecosystems for the Humid Tropics, *Annual Review of Ecology and Systematics*, Vol. 17, pp. 245-271.
- Food and Agriculture Organization (FAO), FAOstat [consulté en ligne en janvier 2007]
<http://faostat.fao.org/site/336/default.aspx>
- Food and Agriculture Organization (FAO), FAO country Profiles and Mapping Information System, [consulté en ligne en janvier 2007]
<http://www.fao.org/countryprofiles/maps.asp?iso3=MYS&lang=en>
- Fisher, William F. (1997). Doing Good? The Politics and Antipolitics of Ngo Practices, *Annual Review of Anthropology* 26, pp. 439-464.
- Foucault, Michel (1975). *Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 360 pages.
- Fold, Niels (2000). Oiling the Palms: Restructuring of Settlement Schemes in Malaysia and the New International Trade Regulations, *World Development* 28(3) pp. 473-486.
- Francis, George (2000). Sarawak Govt to tell its side of the story, Thursday, November 16, Borneo, Brunei Press Sdn Bhd.
- Freeman, J.D. (1955). *Iban agriculture: a report on the shifting cultivation of hill rice by the Iban of Sarawak*. Colonial Research Studies, no. 18.
- Goldman M. (2003). *Eco-Governmentally and other transnational practices of "Green" world Bank*, in Peet, R., Watts, M. (Eds.) *Liberation Ecologies*, Routledge.
- Hall, Derek (2004). Smallholders and the spread of capitalism in rural Southeast Asia, *Asia Pacific Viewpoint* 45(3) pp. 401-414.
- Hansen, Tina Svan (2005). Spatio-temporal aspects of land-use and land-cover changes in the Niah catchment, Sarawak, Malaysia, *Singapore Journal of Tropical Geography* 26(2) pp. 170-190.
- Hårdter, R., Yin Chow, W., Hock, O. S. (1997). Intensive plantation cropping, a source of sustainable food and energy productions in the tropical rain forest areas in southeast Asia, *Forest Ecology and Management* 93, pp. 93-102.
- Hart, Gillian, Turton, Andrew, et White, Benjamin (1989) (Eds). *Agrarian transformations: Local processes and the state in Southeast Asia*, University of California Press, Berkeley.
- Hartemink, A. E., (2005). Plantation agriculture in the tropics, Environmental issues, *Outlook in Africulture* 34 (1) pp.11-21.

- Havemann, Paul (1999) (Ed). *Indigenous Peoples' Rights in Australia, Canada, and New Zealand*, Oxford University Press, New York. pp. 1-12.
- Hayami, Yujiro (2001). Ecology, History, and Development: A Perspective from Rural Southeast Asia, *The World Bank Research Observer* 6(2) pp. 169-198.
- Hayami, Yujiro (2002). Family Farms and Plantations in Tropical Development, *Asian Development Review* 19(2) pp. 67-89.
- Hayami, Yujiro (2006). Communities and Markets for Rural Development under Globalisation: A Perspective from Villages in Asia, Foundation for Advanced Studies on International Development, GRIPS/FASID Joint Graduate Program.
- Hooker, M.B. (1999). A note on Native Land Tenure in Sarawak, *Borneo research Bulletin* 30.
- Horowitz, L.S. (1998) Integrating Indigenous Resource Management with Wildlife Conservation: A Case of Batang Ai National Park, Sarawak, Malaysia, *Human Ecology* 26(3) pp. 371-403.
- IDEAL (Institute for Development of Alternative Living), *A Social Study Report on the Oil Palm Plantation in the Kanowit District of Sarawak*, December 2001.
- Ismail, A., Simeh, M.A. et Noor, N.M., 2003 The Production Cost of Oil Palm Fresh Fruit Bunches: the Case of Independent Smallholders in Johor, *Oil Palm Industry Economic Journal* 3(1) 1-7.
- Ismail, S.H.B., *Land and Agricultural Policy, A mismatch*, Malaysian Palm Oil Board, Ministry of Plantation industries and commodities, Kuala Lumpur, Malaysia, 530 pages.
- Jawan, Jayum A. (1991). *The ethnic factor in modern politics: The case of Sarawak*, East Malaysia, Center for South-East Asian Studies, University of Hull.
- Jawan, Jayum A. (2006). *Malaysian Politics & Government*, Karisma Publication sdn bhd, Shah Alam, 224 pages.
- Jomo, K. Sundaram, Chang, Y.T., Khoo, K.J. (2004). *Deforesting Malaysia: The Political Economy and Social Ecology of Agricultural Expansion and Commercial Logging*, 265 pages.
- Kaur, Amarjit (1998). A History of Forestry in Sarawak, *Modern Asian Studies* 32(1) pp. 117-147.
- Kerkvliet, Benedict J. (2005). *The Power of Everyday Politics, How Vietnamese Peasant Transformed National Policy*, Cornell University Press, Uthaca and London, 302 pages .

- King, Victor T. (1993). 'Politik pembangunan: The political economy of rainforest exploitation and development in Sarawak, East Malaysia', *Global Ecology and Biogeography Letters*, 3, pp. 235-44.
- Korff, Rüdiger (2001). Globalisation and communal identities in the plural society of Malaysia, *Singapore Journal of Tropical Geography* 22(3) pp. 270-283
- Kummer, David M. et Turner B.L. (1994). The Human Causes of Deforestation in Southeast Asia, the recurrent pattern is that of large-scale logging for exports followed by agricultural expansion, *BioScience*, 44 (5) pp. 323-328.
- Leigh, Michael (1983). Reflections on Political Change, Sarawak in Malaysia: 1963-1983, *The Sarawak Museum Journal* 22(53) pp. 159-166.
- Leigh, Michael (2001). The New Realities for Sarawak', in Barlow, C. (ed) *Modern Malaysia in the global economy: political and social change into the 21st century*. London, Edward Elgar, pp. 119-132.
- Li, Tania (2001). "Engaging Simplifications: Community Based Resource Management, Market Processes and State Agendas in Upland Southeast Asia" *World Development* 30(2) pp. 265-283.
- Li, Tania (2002). Local Histories, Global Markets: Cocoa and Class in Upland Sulawesi, *Development and Change* 33(3) pp. 415-437.
- Li, Tania (2003). "Situating Resource Struggles: Concepts for Empirical Analysis" *Economic and Political Weekly* 38(48) pp. 5120-5128.
- Li, Tania (2005). "Beyond "the State" and Failed Schemes" *American Anthropologist* 107(3) pp. 383-394.
- Lövenbalk, J., Hjarne, D., Taoutaou., A. A., Mertz, O., Dirir, M., P. M. Dyg, , Lassen, K. M., Sehested, M. (2003). Opportunities and constraints for agricultural intensification in communities adjacent to the Crocker Range National Park, Sabah, Malaysia, *ASEAN Review of Biodiversity and Environmental Conservation* (ARBEC), January-March.
- Majid-Cooke, Fadzilah (1996). The Politics of Sustained Yield Forest Management in Malaysia: Constructing the Boundaries of Time, Control and Consent, *Geoforum* 26(4) pp. 445-458.
- Majid-Cook, Fadzilah (2002). Vulnerability, Control and Oil Palm in Sarawak : Globalization and a New Era ? *Development and Change* 33(2) pp.189-211.

- Majid-Cooke, Fadzilah (2003). Maps and Counter maps: Globalised Imaginings and local Realities of Sarawak's Plantation Agriculture, *Journal of Southeast Asian Studies* 34(2) pp. 265-284.
- Malaysia, Government of, Palm Oil Registration and Licensing Authority, [consulté en ligne en janvier 2007] <http://infolink.bernama.com/htmldocs/porla/porla.html>.
- Malaysia, Government of, Palm Oil Board, [consulté en ligne en décembre 2006] <http://www.mpob.gov.my/>.
- Malaysia, Government of, Malaysia Pepper Board, [consulté en ligne en décembre 2006] <http://www.mpb.gov.my/>.
- Malaysia, Government of, Malaysia Rubber Board, [consulté en ligne en janvier 2007] <http://www.lgm.gov.my/>.
- Malaysia, Government of, (1998). National Agricultural Policy, 1998-2010 (NAP3) Kuala Lumpur, Ministry of Agriculture, Malaysia.
- Malaysia, Government of, (1998). National Economic Recovery Plan (NERP) Kuala Lumpur, National Printing Department.
- Malaysia, Government of, (2006). Ninth Malaysia Plan, The Economic Unit Prime Minister's Department, Putrajaya.
- Metz, Ole, Christensen, H. (1997). Land Use and Crop Diversity in Two Iban communities, Sarawak, Malaysia, *Geografisk Tidsskrift, Danish Journal of Geography* 97, pp. 98-110.
- Milne, R.S. (1973). Patrons, Clients and Ethnicity: The Case of Sarawak and Sabah in Malaysia, *Asian Survey* 13(10) pp. 891-907.
- Morrison, Philip S. (1993). Transitions in Rural Sarawak: off-farm employment in the Kemena Basin, *Pacific Viewpoint* 34(1) pp. 45-68.
- Morrison, Philip S., Murray, Warkik E., Ngidang, Dimbab (2006). Promoting indigenous entrepreneurship through small-scale contract farming: The poultry sector in Sarawak, Malaysia, *Singapore Journal of Tropical Geography* 27, pp. 191-206.
- Mosse, D. (1999). Colonial and Contemporary Ideologies of "Community Management": The Case of Tank Irrigation Development in South India, *Modern Asian Studies* 33(2) pp. 303-338.
- Ngidang, Dimbab (1995). The politics of development in longhouse communities in Sarawak, East Malaysia, *Development in Practice* 5(4) pp. 305-312.

- Ngidang, Dimbab (1997). Native customary land rights, public policy, land reform and plantation development in Sarawak, *Borneo Review* 8(1) pp. 63-80.
- Ngidang, Dimbab (2002). Contradiction in land development schemes: the case of joint ventures in Sarawak, Malaysia, *Asia Pacific Viewpoint* 43(2) pp. 157-180.
- Ngidang, Dimbab (2003). Transformation of the Iban Land Use System in post independence Sarawak, *Borneo Research Bulletin* 34, pp. 62-78.
- Ngidang, Dimbab (2005). Deconstruction and Reconstruction of Native Customary Land Tenure in Sarawak, *Southeast Asian Studies* 43(1) pp. 47-75
- Ngidang, Dimbab (2006). Cultural Landscape, Market and Land Development Policy in Sarawak, unpublished final version.
- Ngidang, Dimbab, Majid Cooke, Fadzilah (2006). Self-empowerment Among Iban Oil Palm Smallholders in Miri Division, Sarawak, Draft.
- Nielsen, Uffe. Mertz, Ole, Noweg, Gabriel Tonga (2006). The Rationality of Shifting Cultivation Systems: Labor Productivity Revisited, *Human Ecology* 34(2) pp. 201-218.
- Noor et al. (2004). Analysis of Palm Oil Cost Production Survey, 2002, *Oil Palm Industry Economic Journal* 4(1) pp. 32-40.
- Nyuk-Wo Lim, J., Douglas, I. (1998). The impact of cash cropping on shifting cultivation in Sabah, Malaysia, *Asia pacific Viewpoint* 39 (3) pp. 315-326.
- O'Brien, W.E. (2002). The Nature of Shifting Cultivation: Stories of Harmony, Degradation, and Redemption, *Human Ecology* 30(4) pp.483-502.
- Ongkili, J.P. (1972). *Modernization in East Malaysia, 1960–1970*, Don Mills, Oxford University Press.
- Osman, Sabihah (2000). Globalization and democratization: the response of the indigenous peoples of Sarawak, *Third World Quarterly* 21(6) pp. 977-988.
- Paasi, A. (1998). Boundaries as Social Processes: Territoriality in the World of Flows, dans Newman, D. (Ed), *Boundaries, territory and post-modernity*, Frank Cass, London and Portland.
- Peluso, Nancy L. (1995). Whose woods are these? Counter-mapping forest territories in Kalimantan, Indonesia, *Antipode* 27(1) pp. 383-406.
- Peet, R. et Watts, M. (2003) (Eds). *Liberation Ecologies*. Environment, Development, Social Movements, London: Routledge.

- Platteau, Jean-Pierre 1996, The Evolutionary Theory of Land Rights as Applied to Sub-Saharan Africa: A critical assessment, *Development and Change* 27 pp.29-86.
- Potter, Leslie, Majid-Cooke, Fadzilah, 2004, Introduction: Negotiating modernity, themes and ideas, *Asia Pacific Viewpoint* 45(3) pp. 305-309.
- Potter, Leslie, Badcock, Simon, 2004, Tree crop smallholders, capitalism, and adat: Studies in Riau Province, Indonesian, *Asia Pacific Viewpoint* 45 (3) pp. 341-356.
- Pringle, R. (1970). *Rajahs and Rebels: The Ibans of Sarawak under Brooke Rule, 1841-1941*, Ithaca, Cornell University Press.
- Rigg, Jonathan (2003). *Southeast Asia, The Human Landscape of Modernization and Development*, second edition, Routledge, London, New York.
- Rousseau, Jérôme (1990). *Central Borneo: Ethnic Identity and Social Life in a Stratified Society*, Oxford, Clarendon Press.
- Sadanadan, A.K. (2000) Agronomy and Nutrition of Black Pepper, dans Ravindran P.N. (ed.) *Black Pepper, Piper Nigrum, Medicinal and Aromatic Plants – Industrial Profiles*, hardwood academic publishers, 553 pages.
- Sarawak, Department of Statistics (2005) Yearbook of statistics, November.
- Sarawak, Ministry of Land Development, (1997) Handbook on New Concept Of Development On Native Customary Rights (NCR) Land, Petra Jaya, Kuching.
- Sarawak, Ministry of Land Development & Ministry of Rural Development, (2006) Briefing to Pasukan Projek Penggubelan Dasar Tanah Negara Jabatan Ketua Pengarah Tanah & Galian by Hj. Chaiti Bolhassan, 10 February.
- Sarawak, Ministry of Land Development, [site internet consulté en ligne, décembre 2006], <http://www.mlids.sarawak.gov.my/>.
- Sarawak, Laws of, (1999) Land Code Chapter 81, State Attorney-General's Chambers, Kuching.
- Sarawak, Natural Resource Environmental Board, (2006) *Summary Environmental Impact Assessment of the Lower Saribas Agricultural Development Project in Malaysia*, June, 1996.
- Sarok, Ahi, et Ngidang, Dimbab (2004). *Poverty and Equity Issues in the East Malaysian States of Sabah and Sarawak*, Sarawak Dayak Graduates Association, Kuching.

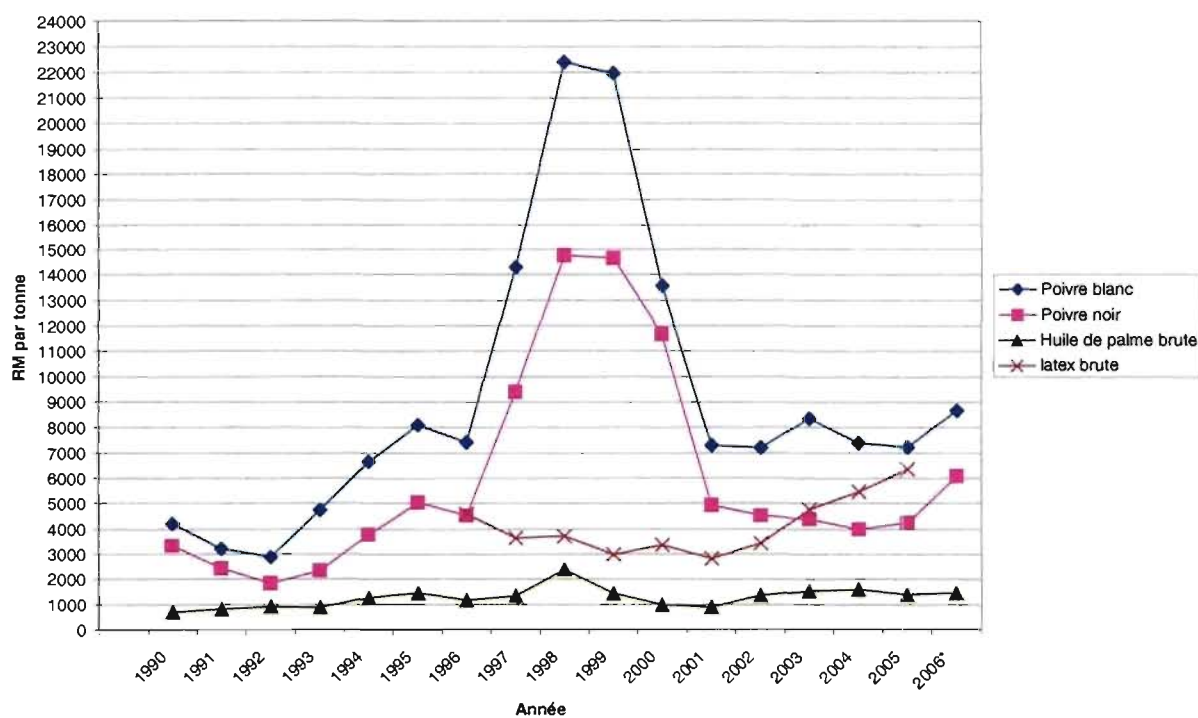
- Scott, James. C. (1976). *The Moral Economy of the Peasant, Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, Yale University Press, New Haven and London.
- Scott, James. C. (1985). *Weapons of the weak, Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, New Haven and London.
- Scott, James. C. (1998). *Seeing like a State, How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, New Haven and London.
- Sikor, Thomas et Vi, Pham Thi Tuong (2005). The Dynamics of Commoditization in a Vietnamese Uplands Village, 1980-2000, *Journal of Agrarian Change* 5(3) pp. 405-28.
- Songan, Peter (1993). A naturalistic inquiry into participation of the Iban peasants in the land development project in the Kalaka and Saribas districts, Sarawak Malaysia *Borneo Research Bulletin* 25, pp. 101-122.
- Thompson, S.J. et Cowan J.T. (2000). Globalizing agro-food systems in Asia: An introduction, *World Development*, 28(3) pp. 401-408.
- Trezzini, Bruno (2001). Embedded state autonomy and legitimacy: piecing together the Malaysian development puzzle, *Economy and Society* 30(3) pp. 324-353.
- Unruh, Jon D. (2006). Land Tenure and the "Evidence Landscape" in Developing Countries, *Annals of the Association of Geographers* 96(4) pp. 754-772.
- Vanderveest Peter et Peluso Nancy L. (1995). Territorialization and state power in Thailand, *Theory and Society* 24(3) pp. 385-426.
- Vinson, H. et Sutlive Jr., (1988) *The Iban of Sarawak, Chronicle of a vanishing world*, The College of William and Mary in Virginia, Waveland Press, Illinois.
- Vityakon, Patma, Subhadhira, Sukaesinee, Limpinuntana, Viriya, Srila, Somjai, Trelo-Ges, Vidhaya, Sriboonlue, Vichai, (2002). From forest to farmfields: Changes in land use in undulating terrain of Northeast Thailand at different scales during the past century, *Southeast Asian Studies*, Vol. 44 no. 4, pp. 444-472.
- Wadley, R. L. (1997). Variation and changing tradition in Iban land tenure, *Borneo Research Bulletin* 28, pp. 98-108.
- Walker P.A. (2005). Political ecology: where is the ecology?, *Progress in Human Geography* 29 (1) pp. 73-82.
- Warren, C. (2005). Mapping Common Futures: Customary Communities, NGOs and the State in Indonesia's Reform Era, *Development and Change* 36(1) pp. 47-73.

- Watts, M. (2000). Political Ecology, in T. Barnes and E. Sheppard (eds.), *A Companion To Economic Geography*, Oxford: Blackwell, pp. 257-275.
- Windle, J. Cramb, R.A., (1997) Remoteness and rural development: economic impacts of rural roads on upland farmers in Sarawak, Malaysia, *Asia Pacific Viewpoint* 39(1) pp. 37-53.
- Wood, Ellen Meiskins (2002). *The Origin of Capitalism: A longer View*. London and New York, Verso, 213 pages.
- Zimmerer, Karl S. (Ed., with Thomas J. Bassett) (2003). *Political Ecology: An Integrative Approach to Geography and Environment-Development Studies*. New York: Guilford Publications, pp. 1-28.

Annexe 1. Lexique des mots en langue ibane employés dans le texte

Iban	Français	Anglais
Adat	Lois traditionnelles	Customary laws
Aum	réunion	council
Bilek	ménage	household
Bukit Paddy	riziculture sur brûlis	hill rice
Garis Menoa	frontière	frontier
Gorong-royong	travaux communautaire	community works
Hutan Besai	forêt vierge	primary Forest
Kayu	arbre/plante	tree/plant
Kelapa Sawit	palmier à huile	oil palm
Pasar Tamu	Marché informel	Street market
Pemakai Menoa	territoire coutumier	iban customary land
Pemacha	chef ethnique de l'État	State level ethnic leader
Pendam	cimetière	cemetery
	chef ethnique du sous-	sub-district level ethnic
Pengulu	district	leader
Pengurip	territoire coutumier iban	cenan customary land
Perintah	gouvernement	government
Pintu	porte, ménage, maison	door, household
Pulau galau	réserve forestière coutumière	customary forest reserve
Ruai	galerie collective	collective corridor
Rumah Panjai	maison longue	longhouse
Sempadan	frontière	boudary
Sungai	fleuve, rivière	river
		river running through iban
Tegeran ai	rivière en territoire iban	territory
Temenggong	chef ethnique du district	District level ethnic chief
		forest or bush fallow
Temuda	jachère arbustive ou forestière	land
Terun	descendants direct	direct descendants
Tuai Kampung	chef de village	village headman
Tuai Rumah	chef de la maison longue	longhouse's headman

Annexe 2. Évolution des prix des principales cultures commerciales cultivées en pays iban



* Les prix de 2006 représentent une moyenne des prix mensuels de janvier à octobre

Sources : Malaysia Oil Palm Board; Malaysia Rubber Board; Malaysia Pepper Board

Annexe 3.a. Questionnaire en langue malaise

Section 1. Jeneral

- 1) Nama :
- 2) Pelajaran, diploma diambil:
- 3) Kerja-kerja
- 4) Kalau kerja lain, berapa perken pendapatan:

- 5) Isteri-Suami kerja :
- 6) Diploma diambil :
- 7) Kerja-kerja
- 8) Anak-Anak kerjanya:

Section 2. Keluasan dans socioekonomik informasi

- 1) Keluasan /berapa pokok:
 - paddy
 - kelapa sawit
 - ladah
 - getah
 - sayur, buah
 - temudah, pemuda, yang tidak guna sekarang
- 2) Berapa fertilizer setahun?
- 3) Apa syarikat kerjasama anda jual barangan?
- 4) Tanah anda sudah disurvei?
- 5) Anda jual atau beli tanah segala?
- 6) Setiap bulan berapa pendapatan anda ?

Section 3. Kelapa Sawit

- 1) Mau tanah lebih sawit? Atau mau mulai sawit?
- 2) Paksa yang lebih penting untuk tanah sawit?
- 3) Mau berhenti tanah bukit paddy?
- 4) Di mana jual buah sawit /Di mana beli anak sawit?
- 5) Bagaimana belajar tanah kelapa sawit?
- 6) Apa bedah sejak anda mulai tanah kelapa sawit?

Annexe 3.b. Questionnaire en anglais

Section 1, General information

- 1) Name :
- 2) Diploma or level of education completed:
- 3) Current main occupation:
- 4) Part-time occupation:
- 5) Husband/wife's main occupation:
- 6) Diploma or level of education completed :
- 7) If your husband/wife have a other occupations, % income
- 8) What is your children's occupation?

Section 2, Area and socioeconomic data

- 1) Area-how many trees or seedlings:
 - paddy
 - oil palm
 - pepper
 - rubber
 - sayur, buah
 - What area is under fallow presently?
- 2) How much do you invest in fertilisers per year?
- 3) Which farmer's association do you sell the crop?
- 4) Is your land already surveyed?
- 5) Have you sold or bought any land in the past years?
- 6) What is your monthly income?

Section 3, Oil palm

- 1) Do you wish to extend your personal oil palm plantation or start growing oil palm?
- 2) What is the main constraint?
- 3) Do you intend to abandon shifting cultivation?
- 4) Where do you or will you sell FFB oil palm and buy oil palm seeds?
- 5) How did you learn about oil palm?
- 6) What has really changed since you can grow oil palm

Annexe 4. Réponses au questionnaire :**Caractéristiques générales, habitants de la communauté du Sungai Ghelasa :**

Chef de ménage	Genre	âge	Années d'étude	Occupation principale	Occupation secondaire	Occupation du conjoint	Années d'études du conjoint	Nombre d'enfants
1	F	65	0	Agriculture		Fermier	0	0
2	M	51	6	Agriculture		Fermier	5	4
3	M	44	6	Agriculture		Fermier	6	5
4	M	57	5	Agriculture		Fermier	3	4
5	M	45	4	Agriculture		Fermier	6	3
6	F	55	5	Agriculture		Fermier	0	3
7	M	45	6	Agriculture	Usine	Fermier	6	4
8	M	47	9	Agriculture		Fermier	0	3
9	F	63	0	Agriculture		Fermier	0	8
10	F	50	5	Agriculture		Décédé	0	2
11	F	34	0	Agriculture		Fermier	4	2
12	M	39	6	Agriculture	transport	Fermier	3	3
13	M	35	6	Agriculture		Fermier	5	2
14	M	42	6	Agriculture		Fermier	6	2
15	M	80	0	Agriculture		Fermier	0	5
16	F	38	5	Agriculture	construction	Fermier	6	4
17	M	57	0	Security		Célibataire	0	1
18	M	38	6	Agriculture		Fermier	6	4
19	M	50	6	Agriculture		Fermier	6	4
20	M	54	3	Agriculture		Fermier	0	4
21	M	48	6	Agriculture		Fermier	5	3
22	M	44	6	Agriculture		Fermier	6	2
23	M	57	6	Agriculture		Fermier	4	4
24	M	40	6	Agriculture		Fermier	6	2
25	M	42	6	Agriculture		Fermier	6	2

Superficies agricoles, habitants de la communauté du Sungai Ghelasa :

Chef de ménage	Superficie de paddy (ha)	Superficie de palm. à h. (ha)	Superficie de poivre (ha)	Superficie en hévéa (ha)	Superficie en jachère (ha)
1	0,8	1,5	0	0	10
2	3,8	10	0	3,5	23
3	1,5	5	0,25	1,2	4,5
4	2	11	0	1,2	11,5
5	0,8	6	0	1,2	15
6	1,2	2	0	1,2	11,5
7	1,5	3,5	0	1,2	11,5
8	0	9	0,6	1,2	13,5
9	0,5	10	0	1,2	15,3
10	0,5	0	0	1,2	9,5
11	0,5	2	0	1	15,5
12	0	10	0	1,2	9,6
13	0	4	0	0	2
14	0,8	0	1	7	25
15	1,5	4	0,6	1,6	19
16	1,2	0	0,6	1,2	1,5
17	0	0	0		19
18	2	4,5	0	1,6	21
19	1,2	3	0	2,5	38
20	1	2	0	1,5	21
21	1,2	3,5	1	1,2	38
22	1,2	0	0	1,5	10
23	1,2	1,2	0	0	11,5
24	1,2	3	0	1	8
25	1,2	1,5	0,4	2,3	23

Informations sur l'agriculture et le palmier à huile, habitants de la communauté du Sungai Ghelasa :

Chef de ménage	Investissement en intrants/ année (RM)	Souhaitez-vous cultiver davantage de palm. à h.?	Contrainte no 1 à l'expansion du palmier à huile	Comment avez-vous appris à propos du palm à huile ?	Voulez-vous abandonner l'agriculture sur brûlis?	Revenu mensuel (RM)
1	n.a.	oui	argent, âge	n.a.	Non	100
2	2000	oui	argent	En suivant les autres	Non	3000
3	n.a.	oui	argent	En suivant les autres	non	600
4	6000	oui	argent	En suivant les autres	non	900
5	n.a.	oui	argent	En suivant les autres	Non	500
6	n.a.	oui	argent	En suivant les autres	non	700
7	n.a.	oui	argent	En suivant les autres	non	500
8	n.a.	oui	temps	En suivant les autres	déjà	1000
9	n.a.	oui	argent	En suivant les autres	oui	200
10	n.a.	oui	aide des enfants	n.a.	non	200
11	n.a.	oui	argent	En suivant les autres	non	300
12	n.a.	oui	temps, argent	Ateliers de formation	déjà	1000
13	2000	oui	argent, temps next year,	Ateliers de formation	non	800
14	2000	oui	argent	En suivant les autres	non	600
15	1500	oui	argent, terre	En observant la SOP	oui,	1000
16	1000	oui	argent	Seul	oui	n.a.
17	0	Indécis	n.a.	n.a.	n.a.	300
18	600	oui	argent	En suivant les autres	oui	800
19	1500	oui	distance, argent	En suivant les autres	non	700
20	1000	oui	argent	En suivant les autres En observant la	non	500
21	1500	oui	argent	plantation de la SOP	oui	700
22	0	oui	argent	n.a.	non	300
23	700	oui	argent	Seul	oui	500
24	1000	oui	argent	En suivant les autres	non	400
25	800	non	aucune	En suivant les autres	non	400

Annexe 5. Modèle conceptuel de la dynamique politique, économique et sociale influençant l'évolution des institutions communautaires ibanes du Sungai Bong et du Sungai Ghelasa

